

LETTRES
D'UN
ROYALISTE SAVOISIEN
A SES COMPATRIOTES,

PRÉCÉDÉES

*D'une Adresse de quelques Parens des Militaires
Savoisiens*

A LA CONVENTION NATIONALE
DES FRANÇAIS.

+ par Mr. Maistre Sénateur.

*Mibi quidem scribendi causam attulit gravis casus civitatis ;
Cum nec tueri meo modo Rempublicam , nec nihil agere poteram.*

CICER. de Div. 1. 2.

Seconde édition , corrigée.

I 7 9 3.

(0)

A M * * *

SALUT à vous , homme de bien , sujet fidèle , excellent ami ! A travers les barrières immenses qui nous séparent , ma pensée va vous chercher , & se plaît à s'entretenir avec vous. Lisez ces feuilles : je les dédie à la vérité & à l'honneur ; elles vous appartiennent. Adieu.

A Mai 1793.

AVIS DE L'ÉDITEUR.

A Son passage en Piémont, l'auteur nous a confié le manuscrit de l'ouvrage que l'on va lire. Il ne faut pas se méprendre au titre sous lequel il est rédigé, ni croire qu'il se borne à la question particulière qu'il annonce. Cette *Adresse* n'est autre chose qu'un cadre dans lequel l'auteur développe des vérités importantes, non-seulement pour la Savoie, mais pour l'Europe entière, atteinte ou menacée des calamités qui frappent ce Duché, depuis qu'on l'a peuplé de soldats-citoyens, de clubistes bien élevés, de bateleurs politiques, de janissaires polis qui forcent la soumission à la liberté de mourir de faim, et à la nécessité de ne plus croire en Dieu; depuis, enfin, que ces tranquilles montagnes sont exploitées et municipalisées avec le même bonheur, et surtout la même indépendance qui ont carac-

(o)

térisé la libération déjà évanouie de la Belgique.

Jamais un peuple meilleur ne fut livré à de pires pédagogues : ce sont des agneaux conduits par des panthères. L'auteur de *l'Adresse* ne s'est pas flatté probablement d'arracher à celles-ci un lambeau de leur proie ; mais son écrit présentera des notions justes de la situation passée et présente de la Savoie, et des réflexions sensées sur cet abus des mots, à l'aide duquel les révolutionnaires François mettent aujourd'hui la société civile à la torture, et travaillent à rajeunir le genre humain.

P R É F A C E.

CES Lettres sont le fruit des loisirs forcés d'un sujet du Roi de Sardaigne , qui s'est occupé dans sa retraite à parler raison à ses compatriotes , pour se consoler du malheur de ne pouvoir les servir autrement.

Les trois premières ont été reçues du Public , avec une bonté qui met l'Auteur dans le cas d'en présenter une seconde édition.

Il sent mieux que personne l'avantage de ces trois Lettres sur la quatrième , qui paroît nouvellement. Le tableau d'un gouvernement ne dit rien à l'imagination ni au sentiment ; et quand on ne peut ni toucher ni amuser on n'est guères lu ; mais cette considération devoit céder à celle de l'utilité.

Les quatre Lettres se prêtent mutuellement de la force ; elles forment un ensemble et complètent, pour le moment, le dessein de l'Auteur.

Peu de gouvernemens ont été aussi calomniés que celui de Sa Majesté le Roi de Sardaigne. Pendant quatre ans les presses de France ouvertes à tous les séditieux, ont vomi une foule de pamphlets destinés à verser le ridicule et le mépris sur ce gouvernement ; et tandis qu'on corrompoit ainsi l'opinion des peuples , personne ne se crut permis de repousser ces attaques : les hommes les plus disposés à se charger de cette tâche honorable , étoient retenus par notre ancienne maxime de ne pas écrire sur le gouvernement.

Mais les maximes les plus générales souffrent des exceptions commandées par des circonstances extraordinaires ; et quoique le silence soit assez communément la meilleure réponse qu'il soit possible d'opposer à la calomnie , il faut bien se garder néanmoins de généraliser trop cette règle : dans les guerres d'opinion sur-tout , le silence n'est pas le grand chemin de la gloire , encore moins celui de la sûreté.

Jadis l'autorité pouvoit se passer de science et l'obéissance de réflexion : aujourd'hui il s'est fait un grand changement dans les esprits , et ce changement est l'ouvrage d'une nation extraordinaire , malheureusement trop influente.

Lorsqu'on donne à un enfant un de ces jouets qui exécutent des mouvemens inexplicables pour lui , au moyen d'un mécanisme intérieur ; après s'en être amusé un instant , il le brise , *pour voir dedans*.

C'est ainsi que les Français ont traité le Gouvernement. *Ils ont voulu voir dedans* : ils ont mis à découvert les principes politiques , ils ont ouvert l'œil de la foule sur des objets qu'elle ne s'étoit jamais avisée d'examiner , sans réfléchir qu'il y a des choses qu'on détruit en les montrant : ils sont allés en avant avec la fougue qui leur est naturelle : on les a laissés faire , et la force morale des gouvernemens a reçu un coup terrible.

Voilà précisément , *la Révolution* , car les

crimes et les exagérations passeront : ces excès ne sont pas plus naturels au corps politique , que la maladie au corps animal ; ils n'ont qu'un tems , assez court même par rapport à la durée des empires , mais très-long pour des êtres éphémères qui passent et qui souffrent.

Le devoir des hommes sages est d'abrégier le moment des souffrances , en formant une ligue sacrée pour diriger l'opinion. Notre situation en cela est bien plus heureuse , que celle des Français : la révolution est un fruit étranger , que la France nous a apporté et qui n'est pas encore , à beaucoup près , acclimaté parmi nous. Cependant quoique nous soyons infiniment moins malades que les Français , nous avons la même maladie , et il la faut traiter par les mêmes remèdes. Il faut travailler sur l'opinion ; détromper les peuples des théories métaphysiques avec lesquelles ou leur a fait tant de mal ; leur apprendre à sentir les avantages de ce qu'ils

possèdent ; leur montrer le danger de chercher un mieux imaginaire sans calculer les malheurs par lesquels il faudroit l'acheter ; leur montrer que , comme dans la Religion , il y a un point où la foi doit être aveugle , il y a de même dans la Politique , un point où l'obéissance doit l'être : que la masse des hommes est faite pour être conduite : que la raison même enseigne à se défier de la raison , et que le chef - d'œuvre du raisonnement est de découvrir le point où il faut cesser de raisonner.

Telles sont les considérations qui ont engagé l'Auteur à prendre la plume. Il ne prétend point intéresser L'UNIVERS ! en parlant de la Savoie : le titre de son ouvrage est assez modeste pour qu'on ne puisse lui reprocher d'être demeuré au-dessous de ses prétentions. S'il est utile à ses compatriotes il est trop heureux : cependant , quoiqu'il n'adresse la parole qu'à eux , il peut se faire que des étrangers , hommes de bien

prêtent l'oreille en passant. Le Géomètre en cherchant la solution d'un problème de peu d'importance, rencontre fréquemment des formules générales de la plus grande fécondité. La même chose arrive en politique ; en traitant des droits d'une Bourgade , il est possible de s'élever à des idées dignes de l'attention générale.

Les *Lettres d'un Royaliste* sont précédées dans cette nouvelle édition d'un autre ouvrage du même auteur écrit dans le même esprit , et qui a précédé le premier de quelques mois. C'est *l'Adresse de quelques parens des Militaires Savoisiens à la Convention Nationale des François*. Cet ouvrage est une de ces productions heureusement nées qui ont des droits sur l'attention publique tout-à-fait indépendans des talens de l'Auteur ; parce qu'ils appartiennent à des circonstances extraordinaires et à l'histoire de l'esprit humain.

Certainement les procédés des trois Assemblées Nationales contre les émigrés Fran-

çois font horreur ; cependant on conçoit ce que la passion a pu dire pour les justifier , et de quelle apparence de justice les tyrans de la France ont pu colorer ce brigandage odieux. Mais la postérité voudra-t-elle croire que des créatures humaines soient parvenues à éteindre en elles l'humanité , la lumière naturelle , et la pudeur au point de donner le nom d'*Emigrés* et de traiter en rebelles des hommes d'honneur qui avoient quitté une province conquise , même avant la conquête , pour se réunir à leur Souverain légitime ? Voilà cependant ce qu'on a vu : voilà ce qu'une poignée de vils séditionnaires sortis de la boue pour monter à l'échafaud , ont fait ordonner dans ce court passage : voilà ce qu'ils ont osé mettre sur le compte de ce qu'ils appellent *la Nation* , en faisant écrire cette exécration parmi les prétendues loix de la prétendue *Assemblée Nationale des Allobroges* ; Ramassis burlesque assez bien défini peut-être à la pag. 23 de ces lettres.

On reconnoitra dans l'*Adresse des Parens* cette colère du sentiment, et cette *haine vigoureuse* qu'inspire à toute ame honnête le spectacle de l'injustice portée au dernier degré : elle fut écrite au moment où l'on commençoit à jeter le séquestre sur les biens des Militaires : à ces sortes d'époques, tout honnête homme est éloquent. On voit au reste au premier coup-d'œil que cette *Adresse* n'a jamais été destinée à être présentée : certainement, il auroit fallu une assez forte dose de folie pour s'amuser à parler raison à la Convention Nationale. L'ouvrage n'est réellement qu'au cadre dont l'Auteur s'est servi pour développer quelques vérités importantes, et pour fixer des faits qui ne doivent point être oubliés. L'Auteur avoit encore un autre but : c'étoit d'effrayer les coupables aveugles qui couroient à leur perte, et de leur apprendre, s'il étoit possible, à trembler, avant le moment où la crainte ne pourroit plus les sauver. *L'Assemblée provisoire* surtout

(*) ne pourra se plaindre de n'avoir pas été avertie avec assez d'énergie. Ses membres sont

(*) Si par hazard il prenoit fantaisie à quelqu'étranger de savoir ce que c'est que l'*Assemblée provisoire*, il faut lui apprendre que L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE DES ALLOBROGES ! après avoir siégé huit jours , trouva tout-à-coup que c'étoit assez , et termina ses séances après avoir fait tout ce qu'on peut faire de beau et de bon dans huit jours. Mais avant de se séparer , elle choisit dans son sein douze ou quinze paires de Députés nationaux auxquels elle confia l'exercice provisoire de la Souveraineté du Peuple ; et par un coup de génie très-remarquable elle les choisit de manière à se faire regretter. Personne n'ignore que la Démocratie même de Chambéri s'est permis de plaisanter assez haut ces *Garçons Souverains* ; et quelque tems avant la dissolution de ce corps auguste par l'organisation municipale , une demoiselle l'ayant appelé dans une lettre qui fut interceptée , la *ménagerie de Chambéri* , tout le monde fut frappé de la justesse surprenante de cette expression. En effet ; depuis l'arche de Noé , on n'avoit rien vu d'aussi riche dans ce genre : on y trouvoit tout ce qui *rampe* , tout ce qui *vole* , tout ce qui *mord* et tout ce qui *hurle* ; ensorte que la collection étoit complète , depuis le serpent à sonnettes jusqu'au dindon.

d'autant plus inexcusables que la Convention Nationale n'avoit rien prononcé sur les prétendus *Emigrés* Savoisien. Son Comité de Législation lui fit , l'hiver dernier un rapport sur cet objet par l'organe du Citoyen M.... (*), et ce rapport est encore une pièce tristement curieuse; un monument inouï de l'abrutissement moral où l'homme peut descendre lorsqu'il ose se servir de sa raison pour justifier ses crimes. Mais, pour s'en tenir à notre sujet, cette pièce prouve deux faits importans, ou, pour appeller les choses par leur nom, deux *crimes* à la charge de la Commission provisoire.

En premier lieu, elle avoit consulté la Convention sur les biens des *Emigrés*, au lieu d'attendre les ordres de Paris; premier crime : eh ! de quoi s'avisent ces Messieurs

(*) Ce rapport doit se trouver dans un des *Moniteurs* du mois de Janvier ou de Février : d'ailleurs il est imprimé à part, et sans doute il sera présenté en tems et lieu.

de consulter la Convention , et d'attirer ainsi son effroyable attention sur le patrimoine des Militaires ? Le tems leur duroit apparemment !

En second lieu , le rapport prouve que l'Assemblée provisoire avoit commis l'insigne lâcheté de ne pas insérer un seul mot en faveur de la justice dans le mémoire qu'elle envoya à Paris. Le rapporteur dit expressément que la Commission *s'étoit bornée à consulter*. Second crime qu'il ne faut point oublier.

Il est bon que les faits soient parfaitement connus ; d'abord ; afin que la justice distributive ait la main sûre ; et ensuite , afin que les offensés généreux aient plus de gloire et plus de plaisir à pardonner.

Mais ce qui recommande particulièrement ce foible opuscule à la nation , c'est qu'en développant dans toute sa noirceur une injustice inouïe , il développe en même tems dans la conduite de nos compatriotes Mili-

taires une loyauté antique, faite pour honorer le caractère national.

A peine eurent-ils conduit l'armée en Piémont, que l'Assemblée Allobroge confisqua leurs biens, et ne leur donna que deux mois pour retourner en Savoie. Leurs femmes, leurs enfans, leurs biens étoient livrés aux brigands : des présages sinistres sembloient pouvoir abattre le courage le plus déterminé : le défaut même de nouvelles augmentoit l'horreur de cette situation. A travers mille bruits confus, on n'entendoit bien distinctement qu'un seul cri. « *Tout est perdu* », et les braves répondirent constamment « *hormis l'honneur.* »

Comme il est naturel à l'homme d'être toujours dominé par l'idée présente, il est aisé de ne pas rendre à ces Militaires toute la justice qui leur est due. Aujourd'hui nos ennemis sont écrasés de toutes parts ; et les apparences les moins équivoques annoncent que l'heure de la justice est arri-

vée ; mais il faut se transporter au mois d'Octobre. Alors, les factieux mettoient dans leur marche une impétuosité terrible : le bruit des propriétés qui s'écrouloient en Savoie rétentissoit jusques par de-là les Alpes : un voile impénétrable couvroit un avenir désolant : les succès du crime n'avoient pas plus de bornes que son audace : les aigles Germaniques venoient, je ne dis pas *de fuir* (elles ne savent pas fuir), mais de *reculer* devant le Drapeau Tricolore. Le rugissement protecteur des Léopards n'avoient point encore effrayé les Hyènes du *manège* : tous nos alliés se taisoient ; ou du moins, leur voix Diplomatique ne se laissoit point entendre hors des cabinets : enfin l'opinion étoit vaincue ; et dans ce moment, elle ose à peine se rappeler ce qu'elle osoit songer alors.

Cependant, ils furent inébranlables nos braves aims. Fermes au poste de l'honneur, ils consentirent à voir du haut des Alpes leurs propriétés ravagées ; et pour défendre

le sol du Trône, ils jettèrent leur fortune sans balancer, en attendant le jour où ils pourroient jeter leur vie.

Qu'on cherche dans la conduite des Militaires quelque motif étranger, quelque alliage qui puisse en diminuer le mérite : certainement on n'y réussira pas. Toujours on trouvera l'honneur isolé, sans appui extérieur et trouvant dans lui toutes les forces nécessaires pour agir sans autre espoir que celui de se satisfaire.

Ces principes ne furent pas même particuliers à l'Officier : le simple soldat les partagea. Moins capable de résister à l'impression du moment, et de chercher des espérances et des consolations dans l'avenir, il n'en a pas moins fait son devoir. Deux Régimens provinciaux, surtout, composés en grande partie de pères de famille, n'ont pas donné un signe d'impatience : séparés depuis le mois de Septembre de l'année dernière de leurs familles et de leurs affaires, au mois
d'Août

d'Août de cette année, ils sont à leur poste et ne nous ont point fait rougir. Un soldat écrivoit à sa maîtresse à Chambéri. *« Je t'ai
» promis de t'épouser ; je tiendrai ma parole ;
» mais je ne veux retourner en Savoie que
» par le chemin de l'honneur. Un autre écri-
» voit à sa femme. Si la Nation confisque
» mes biens, tâche de sauver mon mulet :
» tu mettras mes trois enfans dessus et tu
» viendras me joindre en Piémont. » (*)*

Aujourd'hui les choses se présentent sous un aspect moins sinistre ; mais quels que soient les événemens qui se préparent , la gloire de ceux qui les ont tous bravés demeure intacte.

Quelques personnes diront peut-être qu'ils

(*) Cet homme sert dans le Régiment de Genevois, il est de Faverges, et sa femme se nomme Passet, en son nom de famille : c'en est assez pour le faire connoître, quoique son nom ait échappé. De si beaux traits ne doivent pas être enveloppés des voiles de l'oubli, *carent quid vate sacro.*

n'ont fait que leur devoir : sans doute ; mais ce raisonnement poussé trop loin deviendrait infiniment dangereux puisqu'il ne tendrait à rien moins qu'à ruiner la gloire des martyrs : en effet, *ils ne firent que leur devoir* lorsqu'ils préférèrent jadis la mort à l'apostasie ; et cependant, nous célébrons leurs fêtes. Ainsi, donc nous répéterons aussi souvent que l'Envie, la Médiocrité et la Sottise pourront le désirer, que nos Militaires n'ont fait que leur devoir en demeurant à leur poste, et qu'ils seroient des *felons*, des vilains, à noyer dans la boue s'ils l'avoient abandonné : mais nous soutiendrons toujours contre ces trois Dames qu'il y a bien une certaine gloire à faire son devoir dans certaines occasions.

L'Auteur n'a plus qu'un mot à dire sur quelques expressions sévères, qui sont tombées de sa plume çà et là. Certainement, il croit n'avoir pas fait preuve dans ces lettres, de rancune ou de méchanceté ; la seconde

surtout n'est qu'une prière à la clémence ; et tout son chagrin est de n'avoir pu exprimer plus vivement les véritables sentimens de son cœur ; mais l'indulgence à des bornes ; et tout en plaignant le *Peuple* proprement dit qui n'a presque jamais tort, il est difficile, et même il ne seroit pas convenable d'épargner les Chefs et les agitateurs. Il n'y a pas de sang-froid dans l'univers qui puisse tenir contre tant de sottise, d'atrocité et d'insolence ; et c'est bien le moins qu'on en fasse justice à coups de plume. Dieu veuille préserver ces Messieurs de tout instrument plus fatal !

ERRATA dans l'Adresse des Parens.

Page 27, ligne 2, *certaine*, lisez *égale*

— 42, — 12, effacez et

Dans les Lettres.

Page 156, ligne 1, *Exester*, lisez *Excester*

— 191, — 15, *de se*, lisez *à se*

PREMIERE LETTRE

D'UN

ROYALISTE SAVOISIEN

A SES COMPATRIOTES.

RÉFLEXIONS PRÉLIMINAIRES.

État passé et présent de la Savoie.

CHERS ET MALHEUREUX COMPATRIOTES !

Lorsqu'une nation entière est agitée par un événement extraordinaire, et que les passions les plus violentes frémissent à la fois et se choquent avec fureur, ce n'est point le moment de lui faire entendre la voix de la raison.

Mais lorsque le tems a calmé cette première effervescence, et que les tristes et salutaires instructions de l'expérience ont ramené les bons esprits et les cœurs droits, alors seulement il est tems de parler à ce peuple.

Vous venez de recevoir une leçon terrible : mais, pour en tirer tout le parti possible, il est

A

tems de vous recueillir ; de permettre qu'on vous présente vous-mêmes à vous-mêmes , et d'interroger le passé et le présent , pour assurer vos pas dans l'avenir.

L'Europe a retenti de la révolution Française ; nulle nation n'a été indifférente à ce grand événement ; mais la nôtre étoit placée malheureusement pour recevoir le premier contre - coup. Que vous étiez loin cependant de connaître tout le danger qui vous menaçoit ! un effroyable volcan se creusoit tout-à-coup ; vous étiez sur le bord , et vous dormiez ! Que dis-je ? plusieurs d'entre - vous célébroient , de bonne-foi , des événemens qui leur paraissoient annoncer le bonheur de l'espèce humaine. Funeste erreur ! mais qui oseroit vous condamner ? c'étoit l'erreur universelle.

Jamais on n'éleva plus de cris contre la tyrannie qu'au moment où il y en eut le moins. A l'époque des premiers troubles de la France , tous les trônes de l'Europe étoient occupés par des Princes d'un caractère doux et estimable. Les mœurs les plus sévères et des vertus antiques , honoroient un grand nombre de cours. Ces coups terribles d'autorité , ces exécutions clandestines qui déshonorent tant de pages de

l'histoire, étoient à peine mis au rang des choses possibles. La France, sur-tout, possédoit dans son jeune Souverain un modèle de justice, de bonté, de mœurs, de vertus religieuses; modèle que le contraste du dernier règne rendoit plus éclatant encore. Il voyoit sans chagrin l'opinion publique affaiblir le pouvoir arbitraire; il encourageoit même cette opinion; et dans le calme d'une conscience pure, il croyoit n'avoir rien perdu, quand il accordoit tout à son peuple.

Cependant, il faut avoir le courage de l'avouer avec la même franchise; à l'époque mémorable où la France commença à s'ébranler, les gouvernemens d'Europe avoient vieilli, et leur décrépitude n'étoit que trop connue de ceux qui vouloient en profiter pour l'exécution de leurs funestes projets; mille abus accumulés minoient ces gouvernemens; celui de France sur-tout tomboit en pourriture. Plus d'ensemble, plus d'énergie, plus d'esprit public; une révolution étoit inévitable; car il faut qu'un gouvernement tombe, lorsqu'il a, tout à la fois, contre lui, le mépris des gens de bien et la haine des méchans.

Les conjurés se servirent avec la plus grande habileté de ce double sentiment, pour faire dé-

sirer un nouvel ordre de chose et pour s'attirer de la faveur.

Dans un ouvrage consacré tout entier à la vérité, ne craignons pas de répéter que les premiers actes de la révolution de France séduisirent l'Europe. Les Anglois, sur-tout, accordèrent beaucoup de faveur à la révolution qui se préparait en France, comme on peut s'en convaincre par la lecture de leurs journaux (*); et si la presse avoit été libre dans les autres contrées

(*) Je choisirai deux citations entre mille. Dans le *London-Review*, du mois de Mai 1789, qui contient une exposition très-bien faite de la grande querelle entre M. de Calonne et M. Necker, on lit ce passage remarquable : " Que M. Necker „ se soit trompé ou non dans l'administration des finances de „ France, il l'a peut-être rendu à ce royaume et à l'univers „ entier, un service bien plus essentiel que celui qu'il s'étoit „ proposé, en répandant un esprit de recherche et de liberté, „ et en préparant les voies pour une révolution glorieuse dans „ le gouvernement françois ". — *By diffusing a spirit of inquiry and liberty and preparing the way for a glorious revolution in the French government.* — Ailleurs, les mêmes journalistes disent, en parlant de la nuit mémorable du 4 Août 1789 : " Imaginez les transports de la joie, les cris de l'admiration ! La scène est trop belle pour que l'art ose entreprendre de la décrire ; chercher à l'embellir, ce seroit en détruire la beauté : chacun se croyoit riche des sacrifices „ qu'il faisoit ; C'ÉTOIT UNE IVRESSE SUBLIME ". (*Thère*

de l'Europe comme elle l'étoit en Angleterre ; nous aurions aujourd'hui , de la part de toutes les nations , les mêmes monumens d'approbation que nous trouvons chez les Anglois à cette époque. Et qu'on ne dise pas que les différens traits qu'on peut citer dans ce genre , ne représentent point l'opinion générale , ou du moins celle de la majorité ; car ces traits sont assez nombreux pour prouver le contraire. Il en est d'ailleurs qui , par leur nature seule , montrent l'esprit public à découvert. Je le demande , par exemple : si dans le pays de l'univers où l'opinion publique est la plus connue et la plus respectée , cette opinion avoit été contraire aux premiers actes de la révolution de France , croit-on qu'on eut osé hasarder sur un théâtre le discours que je vais traduire , et qui précéda la représentation d'une pièce relative à cette même révolution ?

L'Auteur disoit par la bouche de l'acteur :
 " C'est par le sujet intéressant de la pièce , que

was a sublime intoxication.) Il n'y a de trop , dans cette dernière phrase , que l'épithète et la métaphore ; car nous apprîmes tous , dans le tems , que les héros de cette nuit avoient bu largement lorsqu'ils défrent la France après souper.

„ nous vous prouverons à quel point nous dési-
 „ rons mériter vos applaudissemens. Ce soir
 „ l'illusion de la scène vous transportera sur des
 „ rivages voisins où la tyrannie a cessé de ré-
 „ gner, où la liberté s'établit glorieusement, et
 „ fait briller ses rayons, même sur une terre
 „ française. Oui, le génie d'*Albion* échauffe tous
 „ les cœurs, enflamme toutes les âmes. Le des-
 „ potisme est écrasé; ses armées fuient en
 „ tremblant, et la liberté angloise répand ses
 „ bénédictions sur la France (*). Cette déesse,
 „ brillante de ses charmes naturels, appelle ses
 „ nobles enfans au combat; fidèles à sa voix,
 „ ils volent sous ses bannières. — Ah! qu'on
 „ A D O R E à jamais la main qui se fit jour la
 „ première dans les sombres cachots de la Bas-
 „ tille (**), rendit à la lumière ses pâles ha-
 „ bitans, et recommanda leurs noms à la pos-
 „ térité. Nous tâcherons de peindre ces glo-
 „ rieuses scènes; puissent-elles émouvoir tous
 „ les cœurs, et mouiller tous les yeux! Quel

(*) Toutes ces bénédictions peuvent cependant être racon-
 tées en deux mots : *têtes coupées et têtes gâtées.*

(**) *And, oh! for ever be the hand ADOR'D,
 Who first the Bastille's horrid cells explor'd!*

23 tableau plus digne du théâtre anglois, que
 23 celui de la liberté animée d'un enthousiasme
 23 pur, appelant les hommes à l'honneur de
 23 reconnoître ses droits; et d'établir ses loix
 23 imprescriptibles sur une base aussi solide que
 23 les rochers qui ceignent notre isle heureuse,
 23 pour être jusqu'à la fin des tems l'objet de
 23 la vénération des hommes. — Ah! puissent
 23 ces loix sacrées régner ensuite sur toutes les
 23 autres contrées! Que l'orgueilleuse tyrannie
 23 soit précipitée de son trône, et que la liberté
 23 tienne enfin le sceptre de l'univers (*)!

Voilà sous quel point de vue une foule de
 gens envisageoient encore à Londres, la révo-
 lution de France au mois de Novembre 1789.
 Si ce peuple calme, accoutumé depuis long-
 tems aux discussions politiques et jouissant
 d'une constitution libre, se trompoit si fort dans
 ses jugemens et dans ses espérances, on peut
 bien croire que les autres nations n'étoient ni
 plus sages ni plus clairvoyantes. J'insiste beau-
 coup sur cette observation, et je la recomman-

(*) *Occasional Address spoken by M. Palmer at the royal
 Circus, written by Th. Bellamy. European Magazine, t. 16,
 p. 332.*

de à tous les hommes d'Etat , parce que je la crois encore très-importante. D'ailleurs , elle sert à repousser les jugemens beaucoup trop sévères qu'on a portés sur vous dans les commencemens de la révolution : le mouvement qu'on aperçut alors dans les esprits , tenoit uniquement à des idées d'améliorations qu'on envisagea de tout côté comme possibles. Au milieu des absurdités et des horreurs qui nous environnent , on a quelque peine à se rappeler combien ces idées étoient séduisantes , même pour la sagesse. Un Monarque éminemment bon , offroit à son peuple ce que les autres nations auroient à peine osé désirer. Du haut de son trône il invoquoit la suppression des abus , et le rétablissement de l'ordre ; il donnoit l'exemple des sacrifices : il proclamait LA LIBERTÉ PAR LE MONARQUE ! Hélas ! qui n'auroit été séduit ? Il est aisé aujourd'hui de juger la révolution de France , mais , alors , il étoit encore plus aisé de se tromper. Un malade souffroit depuis long-tems dans une immobilité absolue : fatigué de sa position ; il voulut se tourner..... ; peu de gens étoient en état de prévoir qu'il en mourroit.

L'Europe , dans les premiers momens , pen-

cha donc visiblement du côté de cette révolution. De tout côté on crut à une régénération possible, et tous les yeux se tournèrent vers la France, dont les destinées alloient influencer sur celles des autres nations. Il y auroit de l'injustice à vous reprocher l'intérêt qu'une foule d'hommes accordèrent, parmi vous, aux premiers travaux de l'Assemblée Nationale; ils ne fesoient en cela que suivre le mouvement général.

Mais l'enchantement universel dura peu, et les esprits ne tardèrent pas à se diviser. Les premiers pas des Législateurs montrèrent ce qu'ils étoient et ce qu'ils préparoient; des crimes épouvantables firent pâlir l'homme sensible: la Religion trembla pour ses autels, les Rois pour leurs couronnes, les Nobles pour leurs distinctions héréditaires. Le philosophe, trompé un instant par des Solons de collège, apprit bien vite à les mépriser, et la nuit du 4 Août 1789, ne laissa plus à la révolution française un seul partisan sage dans l'univers.

Malheureusement, il n'est pas donné au peuple de suivre la marche des sages; il arrive toujours au même point, mais il arrive plus tard. Les dogmes annoncés par les Législateurs

François étoient à la portée de tout le monde ; précisément parce qu'ils étoient faux. Ces hommes ne vous débitaient que des maximes générales , formules commodes de l'ignorance et de la paresse. *La souveraineté du peuple , les droits de l'homme , la liberté , l'égalité* , grands mots qu'on croit comprendre à force de les prononcer. Jamais prédicateurs ne furent plus propres à conquérir l'esprit du peuple : l'innocence des campagnes résista cependant parmi nous ; mais la demi-science des villes , mille fois plus funeste que l'ignorance , prêta l'oreille à la séduction : l'oisive vanité agita des questions que nos pères ne se seroient jamais permis d'aborder ; bientôt un petit nombre d'audacieux énoncèrent quelques dogmes qui choquèrent l'antique fidélité ; on discuta ces dogmes , et ce fut déjà un mal.

Mais il étoit aisé de prévoir qu'on ne s'en tiendrait point là , et qu'on ne sauroit pas conserver le sang froid ; les passions vinrent en effet mêler , à l'ordinaire , leur voix sinistre au choc paisible des raisonnemens. Les novateurs touchoient les fibres les plus sensibles du cœur humain ; ils avoient pour alliés l'ambition , l'intérêt , la vanité. Hélas ! que pouvoient les sages ,

seuls avec la raison, contre cette phalange formidable ?

D'ailleurs ; il faut l'avouer, le bon parti étoit composé d'hommes, comme l'autre ; et je ne prétends point soutenir que ces hommes n'aient mis dans la dispute beaucoup d'alliage et de personnalités ; plusieurs pensoient à leur intérêt beaucoup plus qu'à celui de l'Etat. Plusieurs eurent raison par hasard, car ils n'étoient pas mieux instruits que leurs adversaires ; d'autres eurent raison durement : enfin, l'orgueil choqua l'orgueil ; la querelle s'échauffa, et les deux partis élevant la voix tous les jours davantage, il arriva ce qui devoit arriver ; ils furent entendus de TURIN.

A présent que la dure leçon du malheur a calmé les esprits, (ceux du moins auxquels je m'adresse,) il est tems de vous demander s'il est un homme sage dans l'univers qui puisse blâmer les allarmes de la Cour à cette époque, et les précautions extraordinaires qu'elle prit pour écarter le fléau qui nous menaçoit : en faveur de la vérité, qui est toujours neuve, passez - moi une comparaison un peu usée. Voyez dans le Roi de Sardaigne un père de famille qui contemple la maison de son voisin

dévorée par un incendie affreux : il est sur pied avec toute sa famille ; il ne permet le repos à personne ; il coupe son toit ; il appelle ses amis, etc. Eh ! que diriez-vous de ses enfans ou de ses domestiques qui voudroient, dans ce moment, se mettre à table ou au lit ? qui se plaindroient *qu'on les vexé, qu'il n'y a pas moyen de vivre tranquille avec ce despote ?*

Et quand il vous arriveroit, au milieu du tumulte et du danger, d'être coudoyés ou blessés dans la manœuvre par des ouvriers mal choisis et moins lestes qu'empressés, saisissez-vous ce moment pour vous plaindre et pour faire tomber sur *le père* le murmure ou le reproche ?

Le voile de l'allégorie me pèse ; parlons ouvertement. Le Roi eut trop de raisons de s'alarmer, et la crainte nécessite toujours des précautions extraordinaires. Cependant, me préserve le ciel de tout excuser ! celui qui ne sait dire la vérité qu'au peuple n'est qu'un vil accusateur, et même un ennemi mortel du Souverain qu'il fait haïr : mais en remplissant *le plus saint des devoirs*, (il faut purifier cette expression) il est des mesures à garder. Vous saurez quelque chose en politique lorsque vous

saurez que la Majesté des Souverains est la première propriété des peuples ; conservons donc le charme puissant de cette Majesté ; elle leur coûte bien plus cher qu'à nous , puisqu'elle les condamne à l'ennui , au dégoût , à la triste monotonie de la grandeur , et à la privation des plus douces jouissances de l'humanité. Ne nous avilissons jamais , et ne dégradons pas l'obéissance ; mais n'allons pas aussi , comme ces François , les plus considérés des hommes , croire nous élever en abaissant le pouvoir suprême. Oui , sans doute , il faut lui dire la vérité ; c'est le plus grand service que nous puissions lui rendre : mais ne croyez pas qu'on ait droit de la dire au Roi à qui l'on doit tout , comme à vous à qui l'on ne doit rien. Il faut la dire avec un courage timide , avec le sang-froid le plus respectueux , ensorte que ce soit toujours la conscience qui ait l'air de parler , et jamais la passion.

Je conviendrai donc sans détour comme sans aigreur que les précautions dont je parlois tout-à-l'heure , furent poussées trop loin , ou plutôt mal dirigées ; que le Roi fut servi trop souvent avec plus de zèle que de talents ; que la défiance , quoique juste dans son principe ,

prit quelquefois à votre égard des formes trop générales et trop mortifiantes, que vous eûtes quelques raisons de vous irriter contre un certain zèle gauche qui exagéroit tous les principes pour se faire remarquer de loin; enfin, que le gouvernement eut le très-grand malheur (je ne dis pas le très-grand tort, car ce fut une erreur) de confondre les mécontents avec les démocrates, et de prendre la voix timide et respectueuse de l'inquiétude et de la tristesse pour les premiers accens de la sédition.

Mécontents de toutes les classes! voilà vos griefs; en avez-vous d'autres? non. Eh bien! c'est à votre tour maintenant d'être sincères. N'est il pas vrai que la révolution de France étant un événement unique dans l'histoire, les tems passés ne présentoient malheureusement aucune leçon de conduite; que les différens ministères de l'Europe eurent beaucoup de peine à s'en faire une idée juste, et que notre gouvernement n'a pas plus de reproche à se faire, que tous les autres qui n'y ont rien compris? N'est-il pas vrai que l'inquisition qu'il étoit obligés d'exercer pour la sûreté publique fut malheureusement (oui, en vérité *malheureusement*) toujours plus ridicule que violente,

puisqu'elle passoit les jours et les nuits à tâton-
 ner sans rien saisir, et que les scélérats furent
 toujours plus habiles qu'elle ? N'est-il pas vrai
 que lorsque vous embouchiez la trompette
 pour publier les CRIMES !!! de la tyrannie,
 vos auditeurs raisonnables étoient tous surpris
 de finir par rire au lieu de frémir ? N'est-il pas
 vrai que la révolution de Savoie a fourni au
 gouvernement une grande justification, puis-
 que les hommes qu'il soupçonnoit, qu'il sur-
 veilleoit, qu'il regardoit comme les partisans
 secrets des dogmes françois, se sont montrés en
 effet, presque tous les ennemis déclarés du Roi
 dès qu'ils ont pu le faire impunément ? N'est-
 il pas vrai, enfin, que jamais les allarmes, ni
 le mécontentement n'ont pu déroger à cette
 modération, à cette probité qui fait le carac-
 tère le plus distinctif de notre gouvernement ?
 Rappelez-vous, par exemple, une affaire cri-
 minelle qui agita prodigieusement les esprits ;
 souvenez-vous que personne ne doutoit de
 l'importance qu'on y attachoit à Turin, et que
 cependant la loi n'osa point interroger le té-
 moin principal, parce qu'il auroit fallu, pour
 l'entendre, violer une parole que la loi n'avoit
 cependant pas donnée. Supposez aujourd'hui

ce qu'on appelle un *Aristocrate* dans les mêmes circonstances où se trouvoit alors l'homme qui vous intéressoit ; supposez que : — mais j'allois vous dire des choses superflues ; hâtons-nous d'arriver à l'époque mémorable où les François apportant sur nos frontières le drapeau tricolore , menacèrent la Savoie d'une invasion prochaine. Pour se former une idée nette de la nation dans ce moment , il faut la diviser en quatre classes.

1°. Les Révolutionnaires décidés , ennemis mortels du Roi et de son gouvernement , qui étoient en relation avec les François , qui les vouloient , qui les appeloient même , et sans lesquels , peut-être , nous n'aurions jamais changé de domination. Ces hommes méritent tous les supplices : je ne leur souhaite que celui des remords.

2°. Les hommes honnêtes , mais trompés , qui croyoient de bonne foi à la Constitution françoise et à la régénération de la société par cette Constitution. Fidèles à la voix de leurs consciences , ils auroient été incapables de trahir leur Souverain ; mais ils voyoient arriver sans horreur les loix françoises qu'ils avoient le malheur de croire bonnes. Cette classe qui a disparu

disparu n'est pas coupable; car on ne l'est jamais de se tromper de bonne foi, pourvu qu'on s'interdise la manifestation de ses pensées. Il ne dépend de personne de préférer telle ou telle espèce de gouvernement; il suffit de respecter et de servir celui auquel le hasard de la naissance nous a soumis.

3°. Les Royalistes systématiques. Il faut mettre dans cette classe toute la Noblesse et tout le Clergé, (l'écume exceptée.)

4°. Le Peuple proprement dit, fidèle par instinct, bon par caractère: qui n'a pu être d'aucune utilité au Gouvernement, puisqu'il étoit privé de tout moyen de résistance; mais dont la bonté, l'humanité, la rectitude naturelle se sont montrées d'une manière si éclatante qu'on ne pourra jamais l'oublier sans injustice et sans ingratitude (*).

Vous savez que vous apparteniez tous à l'une de ces quatre classes: le ciel connoît le nombre des individus qui les composoient. Ce qu'on

(*) Ce Peuple, maître de lui-même depuis le 22 Septembre, est encore, malgré le mauvais exemple & les prédications les plus fanatiques, aussi pur que l'année dernière; pas une goutte de sang, pas un incendie, en un mot, pas un acte de violence de sa part.

peut affirmer sans crainte de se tromper , c'est que la grande majorité étoit pour le Roi.

Cependant les premiers momens de la domination françoise ont pu le faire douter de cette vérité. Il parut d'abord que vous alliez au-devant des loix nouvelles : aucune voix ne s'éleva pour lui, et ceux qui étoient à la tête des choses mettoient dans leur marche une impétuosité qui ne parut jamais contredite par l'opinion publique.

Un petit nombre de réflexions vous absoudront aux yeux de votre Souverain légitime et de l'Europe entière.

D'abord, la première classe, possédant tout à la fois la force et l'audace, s'empara brusquement de l'autorité; et cette minorité terrible glaça d'effroi tous les amis de la royauté.

En second lieu : si le Gouvernement eut, dans ces premiers instans, le chagrin de croire qu'il n'étoit pas regretté, ce fut la suite inévitable de la conduite qu'il avoit tenue. Si la défiance ne tue pas la fidélité, elle exclut au moins l'enthousiasme; est-il nécessaire, d'ailleurs, de rappeler les événemens du mois de Septembre? Ce sont des malheurs, sans doute, et rien que des malheurs; mais si le Peuple,

dans un moment d'erreur et de saisissement, leur donna des noms plus facheux, il ne faut qu'une indulgence médiocre pour lui pardonner un instant de refroidissement. Il étoit cruellement trompé, et il perdoit tout, après avoir beaucoup espéré. En faut-il davantage pour l'absoudre ?

Enfin, on a peut-être trop oublié aujourd'hui la terreur que les armes françoises inspiroient, il y a six mois. L'opinion du premier moment, en Savoie et ailleurs, fut que ce pays, suivant toutes les apparences, étoit à jamais perdu pour ses anciens Maîtres. Il étoit donc non seulement dangereux, mais parfaitement inutile de regretter tout haut le Gouvernement qu'on venoit de perdre.

Étrange caractère de l'esprit humain ! Le passé est toujours perdu pour lui, et la sensation du moment l'affecte au point de le priver de l'attention nécessaire pour lire dans le grand livre de l'expérience. L'antiquité a dit des François : " Plus que des hommes dans le début, et bien-tôt moins que des femmes ". Ce jugement n'est qu'exagéré : il falloit dire, avec le Tasse, et c'étoit assez pour se tranquilliser :

le despotisme le plus insultant. Députés du Peuple ! (je parlè aux honnêtes gens ,) qui de vous oseroit dire qu'il a jouï de sa liberté dans cette Assemblée ; qu'il y a exprimé ses véritables sentimens , et qu'il a été membre et témoin d'une délibération paisible ? L'histoire n'a pas craint de déroger quelquefois à la majesté de son caractère pour recueillir ces traits d'une naïveté précieuse , si propre à caractériser les hommes et les événemens , pourquoi donc craindrois - je de citer , dans un ouvrage sans prétention , le trait connu de ce Paysan - Député auquel on demandoit ce qu'on avoit fait un tel jour à l'Assemblée ? — *Nous avons opiné* , dit-il , *par assis et levé*. — Et sur quoi donc ? — *ah !* reprit le bon homme , *on faisoit tant de bruit qu'il n'a pas trop été possible d'entendre* . . . Ne riez pas ! que vos fronts se couvrent plutôt d'une salubre rougeur , en vous rappelant à quel point on a abusé de votre bonne foi . Songez qu'on vous a dit , qu'on vous a fait croire que vous alliez délibérer sur le gouvernement qu'il vous plairoit de choisir , et que vous étiez libres d'opter entre la réunion à la France et la République individuelle , tandis que tout étoit prévu et décidé d'avance , jus-

qu'aux moindres circonstances de la farce civique jouée à cette malheureuse époque : tandis qu'un petit nombre de misérables, maîtres du Bureau, écrivoient, sous la protection de dix mille bayonnettes, et sans se donner seulement la peine de vous interroger, cette Collection de Décrets, qui seroient la honte éternelle de la nation, s'ils ne lui étoient pas parfaitement étrangers.

En un mot, si l'on excepte un petit nombre de factieux qui ont osé s'appeler *la Nation*, une partie de l'Assemblée n'entendit rien ; une autre ne comprit rien, et la troisième ne dit rien. Voilà l'histoire de votre Assemblée populaire, et, peut-être, celle de toutes les autres.

Et néanmoins, dans ce moment de terreur et d'anéantissement, où le fracas des armes, les clameurs de la sédition, et les hyperboles patriotiques sembloient devoir égarer entièrement l'esprit national, aliéné déjà par des fautes trop récentes, on appercevoit des éclairs de raison, des élans de fidélité, avant-coureurs infailibles de l'esprit général qui règne aujourd'hui, et qui se manifeste autant que le permet l'épouvantable tyrannie qui vous écrase.

C'est encore l'ordre précieux des Labou-

reurs qui m'en fournira un exemple bien caractéristique. Un Paysan, peu de jours avant la formation de la prétendue Convention Nationale, parloit en confidence, de la grande question que ce bon Peuple traitoit sérieusement, de savoir s'il convenoit de se réunir à la France, ou de se constituer en République séparée; car il ne voyoit pas d'autre supposition possible: " Nous aimerions bien mieux, dit-il, „ faire une République à part; parce que, „ quand une fois nous serions maîtres, NOUS „ NOUS ARRANGERIONS ASSEZ AVEC NOTRE „ ROI ". Excellent homme! véritable Représentant de la Nation! c'est toi qui es digne de prononcer sa volonté générale. Je te donne mon mandat et celui de tous les honnêtes gens du Duché: le procès-verbal ne sera pas long. Pars pour Turin, vas dire à NOTRE ROI, que son Peuple meurt d'impatience *de s'arranger avec lui*; et qu'il n'attend pour cela que le moment d'être *maître*, c'est-à-dire, d'être délivré de la plus dure servitude qui ait jamais accablé les hommes.

Un léger excès de sévérité, introduit par une terreur légitime, vous révoltoit il y a quelques mois: comparez maintenant et jugez. Dans les

actes les plus sévères de l'ancien Gouvernement vous avez toujours apperçu une modération marquée, et la main d'un Roi qui n'a point de talent pour punir. Aujourd'hui la tyrannie est telle qu'elle exciteroit infailliblement une révolte à Constantinople. On se joue ouvertement de la propriété, de la liberté des hommes : on les insulte, on déchire leurs consciences : l'inquisition la plus outrageante viole journellement l'asyle des Citoyens les plus irréprochables. Les derniers des hommes osent vous dicter leurs loix, avec la grossièreté et l'insolence naturelles à des hommes si surpris d'être Rois. Le Prince le plus absolu connoît une multitude de freins ; il est retenu par son caractère particulier, par la Religion, par la honte, par la politique, par les conseils salutaires, par l'opinion publique : mais la tyrannie populaire n'a point de pudeur.

Quel changement dans votre situation ! Vous étiez si heureux il n'y a qu'un instant ; car vous aviez les biens réels, et vous ne souffriez que les maux légers de l'imagination. Tranquilles sous les loix d'un Gouvernement tutélaire, vous prospériez en paix : la population, l'agriculture, le commerce prenoient des accroisse-

mens marqués : l'or étranger couloit sur votre terre hospitalière. Enfin , vous étiez riches ; car , ne vous y trompez pas , le pays riche n'est pas celui qui renferme beaucoup de riches ; c'est celui qui renferme peu de pauvres. Or , si l'on excepte la mendicité des villes , champignon infect qui s'attache au pied de l'arbre social , et dont il étoit aisé de le débarrasser parmi nous , la masse de la nation jouissoit de toute l'aisance nécessaire au bonheur. Les montagnes présentoient même le spectacle le plus intéressant pour l'œil du Philosophe , celui de l'opulence rustique. Les prix des choses sont d'ailleurs un thermomètre infallible pour juger de la quantité de numéraire qui circule dans un pays ; consultez cette règle , elle vous montrera que vous étiez réellement dans un état de prospérité. Jamais l'impôt n'avoit été payé avec plus d'aisance que l'année dernière. On a vu des Communes demander elles-mêmes qu'il fut doublé pour se débarrasser , par un bel effort , de la dette des affranchissemens. Enfin , l'observateur le plus léger pouvoit découvrir dans le peuple une certaine vigueur , une certaine *alacrité* , qui annonçoit un progrès marqué vers le bien-être.

Et maintenant, que voyons-nous ? En un moment, en un clin-d'œil, les loix françaises ont passé sur votre malheureux sol comme un torrent de lave enflammé. La prospérité publique a disparu. Les richesses, fuyant dans les entrailles de la terre, y redoutent encore la main du ravisseur insatiable. Le luxe de décence tremble qu'on ne le prenne pour l'opulence ; il ne se montre plus ; et la Société entière présente l'extérieur lugubre de la pauvreté. Les cachots s'étonnent de ne plus renfermer que l'innocence. Le Sacerdoce y gémit, martyr d'une cause digne des siècles apostoliques. Le silence de l'abattement n'est interrompu que par les cris féroces et discordans de l'anarchie. Le caractère national n'ose plus se montrer ; un souris, un geste innocent peuvent passer pour une conjuration : l'ami n'ose plus épancher ses peines dans le sein de son ami absent. Les pensées sont des crimes, et ces hommes qui se plaignoient naguères que le secret des lettres étoit violé lorsqu'un seul homme sage cherchoit dans les lettres d'un petit nombre de scélérats, la preuve des plus dangereuses conjurations ; ces hommes, fouillant aujourd'hui, sans distinction et sans pudeur, les secrets de toutes

les familles, s'emparent des lettres et en font la lecture de leurs assemblées. C'est en vain que pour échapper à ce spectacle accablant, vous voudriez respirer un instant sur une terre étrangère : c'est en vain que l'âge, le sexe, les habitudes connues attesteroient que vous ne pouvez favoriser ni combattre aucun parti, on ne vous craint pas, mais on a besoin de votre personne, parce qu'on a besoin de vous tourmenter. Ailleurs peut-être vous respireriez, vous vivriez en paix, et le supplice de chaque instant ne vous empêcheroit pas de vous amuser avec les rêves de l'espérance ; c'est précisément ce qu'on ne veut pas : il faut demeurer et souffrir, c'est la Loi. Les villes ne sont que de grandes prisons dont tous les fonctionnaires publics sont les géoliers. Enfin, le changement des habitudes morales a fini par se peindre sur les visages, qui ne présentent plus à l'œil effrayé que l'empreinte de la tristesse, ou celle de la rage.

Et ne croyez pas que ces malheurs ne soient que des souffrances passagères ; et, comme l'ignorance l'a répété trop souvent, une espèce de défilé par lequel il faut nécessairement passer pour arriver au bonheur et à la liberté. Les

principes de la Législation qu'on vous prêche sont essentiellement vicieux ; les bases en sont détestables : et quand vous combattriez pendant des siècles entiers pour vaincre la résistance que de semblables principes opposent à toute organisation sociale ; après des siècles de convulsions vous seriez encore des sauvages , et il faudroit y renoncer.

Je n'ai point chargé le tableau de vos malheurs ; et cependant , songez qu'ils ne sont rien comparés à ceux de la France ; ces malheurs sont tels que toutes les langues sont trop foibles pour les exprimer ; et que bientôt il ne sera plus possible de les déplorer que par le silence de l'horreur.

Songez cependant qu'on veut vous amener au même point , que vous y arriveriez infailliblement si vous étiez soumis long - tems à la puissance qui pèse aujourd'hui sur vos têtes , et que si vous n'y touchez point encore , c'est uniquement , parce que le caractère national lutte encore contre les principes affreux de la révolution ; mais cette lutte a un terme : tremblez d'y parvenir , alors tout seroit perdu ; et vous seriez aujourd'hui mille fois plus coupables que les François , si vous ne détestiez pas

ces principes ; car vous avez pour vous l'expérience qu'ils n'avoient pas. Transportez - vous au moment où les François , éivrés par des espérances fatales , voyoient enfin , dans le délire de la joie , ces Comices Nationales tant désirées et tant célébrées d'avance ; croyez-vous que les hommes qui se montrent aujourd'hui les partisans les plus ardens de la révolution n'auroient pas reculé d'horreur , si , dans ce moment , une voix prophétique eut fait retentir aux oreilles des François ces épouvantables paroles :

“ Peuple infortuné ! sais-tu ce que c'est que
 „ cette liberté qu'on te propose , et cette régé-
 „ nération dont on te flatte ? C'est le châtiment
 „ d'un siècle de crimes et de folies ; c'est un
 „ jugement de la Providence qui fera trembler
 „ l'univers , et tel que l'histoire n'en offre pas
 „ d'autre exemple. Ces hommes à qui tu viens
 „ de confier tes destinées sont , pour la plupart ,
 „ des Conjurés qui travaillent depuis trente
 „ ans à t'enlever tes autels , ton Roi , tes cou-
 „ tumes , tes mœurs , tout ce qui te rendoit
 „ heureux et respectable entre toutes les na-
 „ tions de l'univers. La nature a tout fait pour
 „ toi : tu possèdes la puissance et la richesse ,

„ l'or et le fer , les sciences et les arts ; sous ton
 „ climat tempéré la terre prodigue ses trésors
 „ et t'enrichit des productions les plus pré-
 „ cieuses et les plus variées. La mer étend ses
 „ bras immenses autour de tes provinces for-
 „ tunées. Tes ports , ton sol , tes productions ,
 „ ton activité , appellent toutes les nations du
 „ monde ; et , pour voir sur tes rivages l'entre-
 „ pôt de la fraternité universelle , il te suffit de
 „ ne pas repousser le commerce. Le dernier
 „ siècle , qui fut celui de ta gloire , demande
 „ grace pour la dégradation dont tu laisses ap-
 „ percevoir tant de signes effrayans ; et l'éclat
 „ dont une foule de grands hommes t'ont cou-
 „ vert , impose encore silence à l'Europe qui
 „ t'observe. La nature qui balance tout avec
 „ sagesse , en te donnant un caractère impé-
 „ tueux et terrible , t'a fait trois présens ines-
 „ timables qui ne lui laissent rien de dange-
 „ reux : ton Roi , ton culte , et tes préjugés.
 „ Eh bien ! ces hommes que tu appelles *tes Re-*
 „ *présentans* , te priveront de tout cela ; ils seront
 „ plus forts que toi , plus forts que la nature :
 „ en peu de mois , ils feront de toi un autre
 „ peuple ; ils corrompront la corruption mê-
 „ me , et l'histoire sera crue à peine lorsqu'elle

„ parlera de toi. Semblables à ces reptiles im-
 „ purs dont toute la force est dans le venin , ils
 „ ne posséderont que l'art de faire le mal : on
 „ les verra déployer , dans ce genre , des talens
 „ infernaux ; ils sauront s'emparer de ta fougue
 „ naturelle et la tourner toute entière vers le
 „ crime. Au moment même où ils ont l'inso-
 „ lence de t'appeler *le premier Peuple de l'uni-*
 „ *vers*, ils vont te précipiter au niveau des bru-
 „ tes ; ils te rendront athée et antropophage.
 „ Aujourd'hui la coupe de *Thyeste* te fait fré-
 „ mir sur la scène : tu la repousses comme une
 „ licence de l'art qui ne peut s'accorder avec
 „ la délicatesse de tes mœurs. Encore quelque
 „ tems , et l'on te verra réaliser des horreurs
 „ dont l'image fantastique passe maintenant les
 „ forces de ta sensibilité ; tu te baigneras dans
 „ le sang ; tu le boiras , tu t'amuseras avec des
 „ meurtres , et les victimes manqueront aux
 „ bourreaux avant que les bourreaux man-
 „ quent aux victimes.

„ La majesté des Rois arrêteroit les projets
 „ de ces grands conjurés : pour la détruire ,
 „ ils t'apprendront à la mépriser , à l'insulter ,
 „ en te disant qu'elle est ton ouvrage : dogme
 „ fatal et absurde ! l'homme ne peut rien créer ;
 „ il

„ il n'a reçu , pour son malheur , que le pou-
 „ voir de détruire : en peu d'heures il peut
 „ abattre le chêne antique , mais s'il s'est une
 „ fois privé de son ombrage , il faut à la nature
 „ un siècle entier pour le lui rendre. Quand
 „ le charme divin sera rompu , quand le pou-
 „ voir mystérieux du Gouvernement n'agira
 „ plus sur l'imagination , toutes les forces phy-
 „ siques se heurteront à la fois , et tu présen-
 „ teras tout-à-coup à l'univers effrayé le spec-
 „ tacle des vices gangreneux d'un vieux peu-
 „ ple , réunis à la féroce énergie des sauvages.
 „ Les mœurs ne pourront te défendre ; car , de
 „ peur que la vertu n'ose te parler , la pudeur
 „ même sera solennellement exilée de tes
 „ murs. Au sein de ta capitale , on verra ce
 „ que les hommes n'ont jamais vu , la prosti-
 „ tution monter sur le théâtre , appeler publi-
 „ quement à ce spectacle étrange , des spec-
 „ tateurs dont elle sera sûre , et tes Magistrats ,
 „ tyrans du Roi et valets du peuple , n'oser
 „ fermer ce théâtre qu'après huit jours. Encore ,
 „ si dans le naufrage épouvantable de tes loix
 „ et de tes mœurs , il te restoit au moins un
 „ fanal pour te ramener ! Un culte est plus
 „ nécessaire pour toi que pour tous les autres

» peuples du monde ; mais celui de tes pères ;
 » ayant pour ennemis mortels les hommes qui
 » vont devenir tes maîtres et tes oracles , ils
 » t'apprendront à le fouler aux pieds avec une
 » étonnante brutalité , et tu seras encore un
 » peuple unique dans ce genre d'excès. Chez
 » les autres nations l'impiété a toujours été iso-
 » lée et presque toujours timide ; chez toi , elle
 » sera un complot universel , une grande con-
 » juration populaire : tu t'élanceras en masse
 » contre l'ensemble des vérités religieuses ; et ,
 » pour assouvir cette nouvelle fureur , nul cri-
 » me ne t'arrêtera : tes Législateurs te diront
 » que tu as le droit de voler le patrimoine de
 » tes Prêtres , et tu le voleras : et tandis que
 » tu les dépouilleras d'une propriété consacrée
 » par les titres les plus solennels et par le con-
 » sentement des siècles , tu leur refuseras la
 » subsistance physique , en leur proposant de
 » l'acheter par le crime et l'infamie ; mais bien-
 » tôt la faim , devenant pour ta cruelle impa-
 » tience , un instrument trop lent , tu préfè-
 » reras le poignard : d'une main ferme tu saisi-
 » ras les dépouilles de l'autel , et de l'autre tu
 » inonderas du sang de ses Ministres , qui tom-
 » beront en foule sous le fer des assassins , avec

„ le courage et le sang froid des premiers héros
 „ du christianisme ”. — Vous frémissez ! Eh
 bien ! voilà les fruits de la *liberté* et de l'*égalité* !
 voilà *les droits de l'homme* et les dons de la
 France. Lorsqu'elle *vola* la Savoie , il y a quel-
 ques mois , elle vous dit qu'elle respecteroit
 vos propriétés et vos consciences ; et mainte-
 nant , à la place de ce bonheur , qu'elle osoit
 vous promettre , qu'avez - vous vu , qu'avez-
 vous éprouvé sous sa domination ? La misère
 et le désespoir. Elle vous a foulés impitoya-
 blement ; elle a détruit votre culte , dépouillé
 vos temples , précipité vos richesses dans le
 gouffre insatiable creusé par les tyrans de ce
 peuple *libre*. A la place des métaux précieux
 qu'elle vous arrachoit , elle vous envoyoit son
 papier flétri , signe et instrument du vol ; et ,
 pour joindre la dérision au brigandage , ses en-
 voyés attachoient à vos murs une proclamation
 où ils vous assuroient que ce papier valoit de
 l'or. Enfin , elle vous a communiqué une partie
 des maux qui la dévorent , et vous ne voyez
 devant vous que l'affreuse perspective de les
 éprouver tous , si la main de la Providence ne
 se hâte de vous sauver.

Mais tout nous dit que l'instant de la déli-

vrance approche : et quoiqu'une longue et fatale expérience nous ait appris à trembler sur l'avenir, il paroît cependant que la vérité commence à faire violence à l'erreur, que les écailles tombent de quelques yeux ; et qu'en réprimant même les élans de l'espérance, autant que l'exige tout ce qu'une imagination éclairée peut supposer de plus inquiétant, le retour prochain à la puissance légitime peut toujours être envisagé par nous comme un de ces événemens dont les probabilités se multiplient au point de s'approcher de la certitude.

5 Mai 1793.

S E C O N D E L E T T R E

Retour à l'ordre et à la puissance légitime.

Tout père frappe à côté.

LA FONTAINE.

Faites les suppositions que vous voudrez ; imaginez les intrigues les plus étranges , les brouilleries les plus inattendues , les rapprochemens les plus monstrueux , l'oubli le plus fatal des intérêts de la souveraineté et de ceux des peuples : enfin , donnez-vous carrière , et ne ménagez pas votre siècle.

Ou bien , dans ces momens où l'humeur ne vous dominera pas , imaginez ce qui doit arriver suivant les règles ordinaires de la probabilité ; abandonnez les choses à leur propre poids ; ne rêvez rien de triste ni d'odieux , et croyez encore à la raison et à l'honneur.

Vos spéculations finiront toujours par une conquête , ou par un traité , qui rendront la Savoie à son légitime souverain.

Assurément , l'Europe s'est montrée bien douce , bien complaisante , bien chrétienne , quoiqu'on en dise ; personne n'admire plus que

moi son étonnante *longanimité* : mais je ne crois pas qu'elle pousse cette nouvelle vertu au point de donner les Alpes aux François , pour les récompenser des services signalés qu'elle en a reçus depuis quatre ans.

Vous n'attachez, sans doute , aucune importance à ces promesses solennelles qui vous ont été faites par la république Française , *de ne poser les armes que lorsque votre liberté seroit affermie à jamais*. Ceux qui font ces sortes de promesses ne sont pas coupables ; ils savent fort bien qu'il ne dépend pas d'eux de les tenir : tant-pis pour ceux qui ont la bonté d'y croire.

La même promesse avoit été faite aux Belges et aux Liégeois : le bon parti trembloit , et le mauvais triomphoit comme parmi vous. Tout-à-coup , sans le moindre égard pour cette promesse sacrée , les Autrichiens sont venus assister au club , et le bruit de l'auguste sonnette s'est perdu au milieu du fracas des armes.

Il y auroit d'ailleurs une question à faire au parti , heureusement très-peu nombreux , qui redoute le rétablissement de la royauté parmi nous.

Croyez-vous que ces hommes sur lesquels vous comptez , prennent un intérêt réel à

vous ? Croyez - vous qu'ils soient disposés à faire de grands sacrifices pour vous , et à s'exposer à de grands malheurs pour maintenir ce que vous appelez *votre liberté* ? Dans ce cas , il faut vous dire ce que toute l'Europe sait , excepté vous , c'est qu'ils ont déjà offert expressément la restitution de la Savoie ; et que si l'Angleterre avoit voulu accepter cette restitution comme le prix de sa neutralité , il y a deux ou trois mois que vous seriez déjà entre les mains de votre bon et légitime Souverain , que nos véritables tyrans osent appeler le TYRAN DE TURIN.

Prenez la peine d'aller à la *maison commune* feuilleter ce fatras de bulletins qui pleuvent sur le bureau ; remontez jusqu'à celui qui rend compte de la déclaration de guerre faite à l'Angleterre ; lisez le rapport qui précède cette déclaration. Quoique le rapporteur ne dise pas expressément qu'on eut offert la restitution de la Savoie , il avoue cependant qu'il en avoit été question ; car il se plaint de *l'ignorance perfide (*)* avec laquelle M. Pitt avoit exagéré

(*) *Ignorance perfide* ! deux mots qui doivent être un peu surpris de se trouver ensemble.

l'importance de ce pays dans ce qu'il appeloit *la balance de l'Europe* : mais si vous voulez vous convaincre que vous seriez déjà rendus au Roi de Sardaigne si l'Angleterre n'avoit pas eu des vues un peu plus étendues , pesez seulement les aveux du rapporteur , vous verrez que la Convention Nationale étoit disposée à faire les plus grands sacrifices pour obtenir la neutralité de cette puissance. Faites bien attention à ce qu'il dit dans un endroit de son rapport : “ Que „ l'Ambassadeur de la République avoit fait , „ pour obtenir seulement l'honneur de voir M. „ Pitt , des démarches qu'on auroit à peine osé „ exiger de lui après deux ans d'une guerre „ malheureuse ” (*).

Vous conviendrez bien , j'espère , qu'après deux ans d'une guerre malheureuse , de la part de la France , ce ne seroit pas être fort indiscret que d'oser lui demander la restitution de la Savoie.

Vous devez donc croire , en bonne logique , que , sans l'impolitesse révoltante , mais bien heureuse pour vous , de M. Pitt , on vous auroit donnés pour une visite.

(*) Je suis obligé de citer de mémoire , mais je suis sûr qu'elle ne me trompe pas.

Vous savez donc ce que vous valez aux yeux de vos maîtres.

Apprenez encore que la France a demandé la paix à l'Angleterre au mois d'Avril; que la lettre de *Le Brun*, domestique de la Convention Nationale pour les affaires étrangères, au Lord Grenville Ministre de S. M. Britannique au même département, est imprimée dans tous les papiers Anglois, et dans toutes les gazettes du Continent qu'on ne vous laisse pas lire.

Apprenez une fois à juger des hommes qui déclarent la guerre à l'Angleterre au mois de Février avec une hauteur et une étourderie sans égale, et qui se mettent à genoux au mois d'Avril pour avoir la paix.

Apprenez que dans la mémorable séance du 17 Juin, où l'opposition vouloit forcer le Roi d'Angleterre à donner la paix aux François, elle offrit la restitution de la Savoie et du Comté de Nice, en termes assez clairs pour n'avoir pas besoin de Commentaire.

Apprenez enfin, que si vous n'êtes pas déjà rendus à votre Souverain, c'est que les puissances légitimes ne veulent ni ne peuvent traiter avec la France qui n'a point de Gouvernement. Que les premières puissances de l'Eu-

rope garantissent au Roi de Sardaigne tous ses états, et que l'espérance que vous nourrissez peut-être encore de demeurer François est l'idée la plus folle qui puisse entrer dans une tête humaine.

Réfléchissez bien sur toutes les circonstances qui vous environnent, et vous verrez qu'au lieu de vous débattre vainement contre la vérité qui vous éblouit, il vaudroit mieux vous plier aux circonstances, et tâcher de vous sauver s'il est possible.

Les suspensions de la politique ne peuvent être prévues exactement; mais, plutôt ou plus tard, dans peu de tems, le Roi de Sardaigne sera maître de son duché de Savoie; partez de ce fait, et pensez à vous.

Ce changement fortuné pourroit-il effrayer la masse de la nation? Non sans doute. Eh! que pourroit-elle craindre? Une famille entière reverra son père après un instant d'absence : *la justice et la paix s'embrasseront.*

Mais peut-être que les espérances les plus chères des fidèles sont empoisonnées par la crainte des exécutions terribles qui doivent accompagner le retour de l'ordre, et dont on ne cesse de les effrayer.

Fidèles Savoisien ! loyaux défenseurs de l'autorité légitime ! gardez - vous de prêter l'oreille à ces suggestions perfides ; c'est le dernier moyen des ennemis de l'ordre pour vous faire redouter le rétablissement de son règne.

Dans la dernière proclamation des commissaires de la Convention Nationale , pièce en tout digne de la cause qu'ils défendent , on lit de nouveau ce qu'ils vous ont déjà dit tant de fois et de toute manière.

“ Les ennemis qui vous environnent , disent - ils , ne vous pardonneront jamais , soyez-en sûrs , l'unanimité avec laquelle vous avez appelé les armées Françaises pour briser vos fers ”.

A qui donc s'adressent ces étranges paroles ? Est-ce aux militaires qui ont tout quitté pour défendre le trône , qui lui ont fait le double sacrifice de leurs fortunes et de leurs vies , et qui ont été , s'il est possible , plus attachés à leurs drapeaux depuis qu'on a prononcé contre eux une confiscation , dont la seule proposition auroit révolté des *Hérules* ou des *Vandalles* , et qui suffiroit pour appeler sur nos tyrans l'exécration de l'univers ?

Est-ce au reste de la noblesse qui prit la fuite

en corps à la première nouvelle de l'arrivée des François ?

Est-ce à ce clergé intrépide qui vient de s'illustrer par la résistance la plus courageuse , et qui auroit livré sa vie comme il a livré ses biens , plutôt que de fléchir sous le sceptre de l'athéisme ?

Est-ce au *peuple* enfin , à ce bon peuple également fidèle et religieux , qui a toujours manifesté une répugnance d'instinct pour ces loix exécrables , subversives de tout ordre et de toute morale , et qui dans ce moment même , consultant plus ses inclinations que les règles de la prudence , s'élève , hélas ! sans moyens suffisans , contre le pouvoir qui l'opprime.

Reste donc l'écume des villes , purifiée même depuis la révolution , puisqu'il est universellement connu que l'expérience a fait naître de grands remords , et que tous les cœurs droits sont dans la bonne route.

Quoique personne n'ait le droit , sans autorisation , de vous annoncer quelle sera la conduite du Roi et de son gouvernement , lorsque l'autorité légitime aura repris sa place , il semble néanmoins qu'en réfléchissant attentivement sur les loix d'une politique saine , sur le

caractère du Souverain auquel nous serons rendus, et sur le mérite de la nation en général ; le bon sens le plus ordinaire apprend ce qui doit arriver.

D'abord, tous les payemens forcés faits en assignats seront annulés. En France, peut-être, une telle loi auroit des inconvéniens ; en Savoie elle n'en aura pas ; le revirement de vols n'aura pas duré assez long-tems pour qu'il soit dangereux d'en faire justice. La loi, d'ailleurs, sera calculée avec toute la prudence nécessaire ; elle désignera clairement l'espèce de payemens qu'elle entend anéantir ; elle marquera les cas où le paiement sera complètement nul, et ceux où le débiteur sera libéré au montant de la valeur réelle des assignats.

Et comme l'enthousiasme d'une partie de la nation, et l'intérêt commun, excité par l'effroi d'une banqueroute totale, ont soutenu les assignats plus qu'on ne l'auroit imaginé, et les conduisent au discrédit absolu par une pente insensible, il s'ensuit que, pour une espace donné de quelques mois, il n'y auroit pas d'inconvénient sensible de prendre la valeur réelle qu'ils avoient au milieu de ce tems, comme une valeur invariable qui serviroit de règle.

aux tribunaux pour tous les jugemens à rendre dans les affaires relatives aux payements faits en assignats.

Par exemple, depuis le mois de Février dernier, époque de l'introduction des assignats en Savoie, jusqu'au moment présumé où ce pays rentrera sous la domination du Roi de Sardaigne, la perte sur les assignats ne sera pas fort écartée de la moitié au-dessous du pair : ainsi, il ne seroit pas étonnant que le Législateur, dans l'impossibilité de rendre à chacun une justice arithmétique, n'attribuât, en général, aux assignats la moitié de leur valeur originaire.

Que si les assignats éprouvent une baisse beaucoup plus considérable avant que la Savoie change de maître, les dispositions seront différentes : par exemple, on pourra diviser le tems et fixer pour chaque époque une certaine valeur aux assignats.

Le clergé, la noblesse, et en général, tous les individus chassés par l'invasion des François et par la révolution qui en fut la suite, rentreront dans leurs droits en rentrant en Savoie. Toute aliénation de leur biens meubles et immeubles étant, non seulement nulle, mais en-

core éminemment criminelle, les acquéreurs, s'il s'en est trouvé, seront traités comme la loi traite les usurpateurs. Ainsi, ils répondront des détériorations, des dommages de tout genre, des fruits perçus, et de ceux qui auroient pu l'être. Si leur fortune ne peut fournir une juste indemnité, les administrateurs sont là, avec leur responsabilité solidaire.

Suivant toutes les apparences, au moment où S. M. le Roi de Sardaigne rentrera dans son duché de Savoie, il ne se sera trouvé encore aucun homme assez dépourvu de sens pour avoir osé acquérir des biens que la secte d'aujourd'hui appelle *nationaux*, sur-tout des biens immeubles.

Mais le séquestre seul peut amener une grande responsabilité, sur-tout à l'égard des biens des militaires.

Il est important d'observer que la *loi*, ou, pour mieux dire, l'*ordre* de la Convention Allobroge, (car il ne faut pas profaner un nom auguste,) n'avoit rien statué sur les biens des militaires : on lit même dans le procès-verbal des expressions qui les excluoient formellement de la disposition générale (*). Dès lors, la

(*) En invitant ce qu'elle appelloit les *Emigrés* à reprendre

Convention Nationale, occupée par d'autres brigandages, n'a rien statué sur cet article.

Et cependant, tous ces biens ont été séquestrés.

Donc, tous les dommages résultans du séquestre sont à la charge de la *Commission provisoire* et des Municipalités.

Distinguez soigneusement à cet égard les actes ordonnés par une puissance supérieure de ceux que les autorités de province n'ont pas craint de prendre sur elles en sévissant contre l'innocence avant d'en avoir reçu le signal de Paris.

Dans le premier cas ; il sera possible de présenter quelques excuses (**), dans le second, je n'en vois aucune.

Comment

leur domicile, elle excluait clairement les militaires qui n'étoient point *Emigrés*, même dans la fausse acceptation que le tripot Allobroge donnoit à ce mot ; & qui, par la nature même de leurs fonctions, n'ont point de *domicile ordinaire*.

(**) Je dis *quelques excuses* ; car il s'en faut de beaucoup qu'on soit innocent toutes les fois qu'on n'a fait qu'obéir. Il faut distinguer & peser les circonstances. Quelquefois on est tenu de désobéir, ou de donner sa démission ; ou, tout au moins, de résister.

Comment excuser, par exemple, l'incroyable arrêté, du 28 Mars dernier ? Quelle fureur ! quel délire ! quel aveuglement ! inquisition outrageante, visites domiciliaires, saisie de papiers, désarmement injuste, surveillance vexatoire, emprisonnemens arbitraires, injonctions humiliantes, mépris scandaleux du culte, injures nominatives adressées à S. M. le Roi de Sardaigne (*). Tous les genres d'atrocités sont accumulés dans cette étrange pièce ; et lorsqu'on réfléchit que le Département n'a pas craint d'agir en tout cela de son propre mouvement ; qu'il a prévenu la Convention Nationale ; que rien ne le forçoit à cet abus extravagant d'une puissance qui doit fondre comme la neige ; qu'il s'est chargé bien volontairement d'une responsabilité terrible ; et que tous ces beaux paragraphes sont signés en toutes lettres

(*) Comme il est écrit que, dans tous les actes de la révolution, la déraison se mêle à l'iniquité, vous observerez que, dans ce bel arrêté du 28 Mars dernier, le Roi de Sardaigne est appelé niaisement *le ci-devant Roi Sarde*. — Oh ! pour cela, Messieurs, je vous demande pardon. Il est bien Roi de Sardaigne, et Roi plus que jamais. Demandez plutôt à l'Amiral *Truguet*, qui a laissé en Sardaigne tant de mauvaises têtes, et tant de bons canons.

par des hommes qui ont des prétentions au sens commun, on ne revient pas de son étonnement, et l'on comprend à peine comment le tintamarre de la révolution a pu étouffer à ce point le *ci-devant* bon sens d'un aussi grand nombre de personnes.

Avant de terminer l'article de la responsabilité, il est nécessaire d'observer que plusieurs coupables croiront échapper à ce danger en aliénant leurs biens, et changeant de climat : dans ce cas, les acquéreurs courent grand risque ; car, ces aliénations pourront fort bien être déclarées nulles : tout homme qui se détermine à commettre un crime contracte envers la société l'obligation de réparer le dommage qui en résulte ; et la date de cette obligation est la même que celle du crime.

Les biens meubles étant la première proie des brigands, si les circonstances leur laissent le tems de causer de grands dommages dans ce genre, la justice poursuivra ces biens par-tout où ils se trouveront : ils seront saisis et restitués sans indemnité, comme des effets volés ; et le vendeur quelconque sera toujours caution de l'acquéreur.

Enfin, il est évident que pour remettre les

choses à leur place , il faudra établir des formes expéditives et des preuves privilégiées ; les lenteurs ordinaires de la procédure civile ne s'accordant nullement avec un tel ordre de choses.

Vous venez de voir ce qu'exige les loix strictes de la justice distributive à l'égard des dommages soufferts par les royalistes : mais , peut-être que vous êtes inquiets sur le sort des *culpables* ; peut-être que vous tremblez sur la latitude qu'on donnera à cette expression , et sur la manière dont la puissance légitime poursuivra ceux qu'elle appellera de ce nom.

A cet égard , il semble qu'il est encore aisé de prévoir ce qui doit arriver.

D'abord ; vous pouvez être sûrs que vous ne verrez aucune exécution militaire. Pourroit-il se trouver des gens assez dépourvus de sens pour croire que Victor - Amé veuille ravager son patrimoine de ses propres mains , et frapper en aveugle sur l'innocent et sur le coupable , au lieu de donner au glaive de la justice le tems de choisir les têtes ? Cette supposition est si extravagante qu'il faut être non pas *impudent* , mais *l'impudence* pour oser vous en faire un épouvantail.

A l'égard du petit nombre de furieux qui

oseroient résister les armes à la main , ou seuls , ou en compagnie ; peu vous importe , je crois ; s'ils sont tués , ils seront fort heureux ; s'ils étoient faits prisonniers , il n'est pas douteux qu'ils seroient traités en criminels de lèse-majesté.

L'erreur , et sur-tout la première erreur , ne sera pas punie. On ne demande qu'à pardonner. C'est un mérite sans doute d'avoir jugé la révolution françoise dans son principe ; mais c'en est un aussi d'avouer humblement qu'on a méconnu la couleuvre dans l'œuf qui la renfermoit , et qu'on l'abhorre depuis qu'on l'a vue déployer ses replis immenses , et vomir son effroyable venin sur toutes les parties de l'Europe.

On appellera *erreur* tout ce qui pourra porter ce nom ; et même , on violera la langue pour contenter la clémence.

En général , souvenez-vous que la puissance légitime , image du principe éternel dont elle émane , *punit* quand il le faut , *pardonne* quand elle le peut , et ne *se venge* jamais.

Si elle avoit le malheur , de descendre jusqu'à la colère , elle se détacheroit de son principe , elle seroit *rébelle*.

Enfin, quand la bonté la plus ingénieuse aura épuisé tous les motifs, et même tous les prétextes de pardon, il restera les grands coupables.

Ah ! malheureux, qu'avez-vous fait ? Vous avez appelé sur votre pays les armes d'un peuple égaré.

Vous avez violé le premier et le plus saint des sermens : vous avez trahi, renié, insulté votre Souverain.

Apôtres de la rébellion, de l'anarchie, et de tous les crimes qui en sont la suite, vous êtes coupables de lèse-majesté et de lèse-société.

Joignant à la scélératesse cette obstination réfléchie qui en forme le plus haut degré, depuis huit mois, la raison ni les remords n'ont pû vous faire entendre leurs voix un seul instant, à la vue de tous les maux que vous avez attirés sur votre patrie.

La pitié est si naturelle à l'homme, que les cœurs les plus féroces lui rendent quelquefois hommage. Ranimés de tems en tems par les restes languissans d'une flamme céleste, ils s'étonnent de se sentir attendris. Mais vous ! — Comment expliquer votre incroyable barbarie ? Vous tourmentez par tous les genres de dure-

tés des hommes sans défense , qui ne peuvent vous nuire , dont la cause est absolument séparée de celle des malheureux François , avec lesquels vous vous obstinez à les confondre , et qui ne vous demandoient que de vivre paisibles et ignorés. Le sexe même qui peut tout , ne peut rien sur vos ames ! La main d'un sauvage s'arrête devant l'intéressante foiblesse d'une femme sans défense : plus sauvages que les sauvages , vous tourmentez , vous humiliez , vous emprisonnez des femmes pour des crimes de votre création.

Enfin , on vous voit , (chose étrange !) prévenir les fureurs de la Convention Nationale , et vous investir de ses passions forcenées , au lieu d'attendre ses ordres terribles , et d'en ramollir la dureté en faveur de vos malheureux compatriotes.

N'espérez point échapper à la justice. Tardive dans sa marche , par un jugement caché de la Providence , elle arrive cependant , elle vous presse ; et déjà son bras se lève pour frapper. Où fuirez - vous ? irez - vous chercher la sûreté auprès des grands coupables ? vous ne ferez que retarder votre supplice pour l'aggraver. En vous jettant dans les bras des parrici-

des, (dernière et fatale ressource !) vous le deviendriez vous-mêmes : aujourd'hui , l'œil de la miséricorde peut encore vous distinguer d'eux , alors vous partageriez leur crime et leur sort. L'Europe enfin a senti le danger , et le pacte le plus solennel et le plus général refuse l'asyle à tous les parricides. La plume des historiens a tracé quelquefois la situation terrible d'un homme , qui , dans les tems anciens , avoit encouru la disgrâce d'un Empereur Romain : le malheureux promenoit tristement ses regards sur la terre habitée , sans pouvoir y découvrir une place où la puissance de son maître ne put l'atteindre : voilà votre sort : et c'est en fuyant vers la France que vous accomplirez vos destinées.

Sans biens , sans patrie , sans secours ; séparés pour jamais de tout ce qui vous fût cher ; errans sur une terre maudite ; repoussés par tous les gouvernemens légitimes , vous verrez approcher l'inévitable moment qui doit vous livrer au glaive des loix : et cette affreuse suspension commencera votre supplice.

Entendez-vous le cri de l'univers indigné ?
 „ Point d'asyle , point de paix pour les régicides ! Si vous traitez avec eux , vous périrez

„ vous-mêmes , et vous le mériterez. Punissez
„ le plus grand crime que les hommes aient
„ jamais commis : vengez le ciel , et les hom-
„ mes , et les Rois ” !

Je ne vous parle pas des Monarchies pures : vous savez assez que les criminels n’y trouveront point d’asyle ; mais , vous avez vû l’ambassadeur d’une nation libre et prépondérante réquérir solennellement une autre nation libre de refuser cet asyle ; et lorsqu’un représentant du peuple Anglois blâma cette démarche en plein Parlement ; lorsqu’il osa parler d’accusation contre l’ambassadeur , vous savez que cette motion soutenue par une misérable minorité, (*) expira sans discussion.

Je conviens cependant que personne ne peut estimer au juste le degré de complaisance ou de délire , dont la masse de la nation Française est susceptible ; et que , par conséquent personne ne peut calculer au juste la résistance qu’elle opposera. Cependant , ou il faut renoncer à tous les calculs de probabilités , ou cette résistance touche à sa fin. Si la machine étoit

(*) Trente-six contre deux cents onze. Journal du Parlement d’Angleterre , 26 Avril dernier.

conduite par un scélérat sublime , sans aucun partage d'autorité , peut-être il pourroit donner un assiette au gouvernement , faire plier les Puissances étrangères ; répéter enfin le rôle de Cromwel : mais jamais je ne pourrai croire aux succès durables de cette horde parricide , la lie de la lie des peuples. Plutôt ou plus tard , l'édifice monstrueux de sa puissance tombera sous l'effort réuni des ennemis du dedans et du dehors. Les coupables seront livrés à la justice de l'univers , et si vous avez cherché votre sûreté auprès d'eux , vous serez livrés avec eux.

Personne n'a droit de vous assurer qu'il soit encore tems pour vous d'échapper au sort épouvantable qui vous attend ; mais tout le monde doit vous conseiller de l'essayer. Vous êtes coupables , sans doute ; vous l'êtes infiniment : mais vous ne l'étiez pas autant lorsque vous eûtes le malheur d'embrasser le parti que vous défendez. C'est par degrés que vous êtes descendus dans le précipice. Quand l'ignorance , la vanité , ou d'autres causes vous conduisirent sur les bords de l'abyme , vous n'en connoissiez pas la profondeur : vous fîtes le premier pas en aveugles ; — le sort a fait le reste.

*Lorsque deux factions partagent un empire ,
Chacun suit au hazard la meilleure ou la pire :
Mais , quand le choix est fait , on ne s'en dédit plus.*

Terrible vérité ! que vous pouvez invoquer , peut-être , pour diminuer vos torts : le premier pas n'est jamais un grand crime ; mais le premier pas fait , il n'est plus possible de revenir en arrière. Une démarche en amène nécessairement une autre ; et tandis que l'effervescence d'un parti vous enivre et vous entraîne , la haine de l'autre qui vous pousse dans le même sens , double le mouvement et le rend irrésistible. Malheureux ! tandis que l'homme exalté du parti contraire au vôtre , appelle sur vous le glaive des loix et la vengeance du ciel , peut-être que s'il lisoit dans vos cœurs , il vous plaindrait : il y verroit , peut-être , les remords déchirans ; il y liroit que cette rage que vous déployez d'une manière si terrible est étrangère à votre caractère ; qu'elle est produite par le sombre désespoir d'un homme qui n'ose plus concevoir des pensées de miséricorde. — Arrêtez ! eh ! qui sait s'il n'est plus d'espérance pour vous ? Qui osera poser des bornes à la

clémence , et dire à cette fille du ciel ; “ Tu iras jusques-là , et tu n'iras pas plus loin ”.

L'heure fatale n'a pas encore sonné ; . . .

Oh ! les plus infortunés des hommes ! il est toujours tems de se livrer à l'horrible désespoir : attendez ! voyez ! il ne vous reste qu'une minute ; employez-là pour vous sauver.

Si le ciel vous inspiroit une de ces démarches éclatantes , un de ces traits héroïques qui demandent grace pour des années de crimes ; si vous aviez le courage de fouler aux pieds cette honte criminelle ; cet engagement , ces préjugés funestes qui se placent entre vous et votre devoir , enfin , si vous étonniez votre Souverain par quelque résolution à jamais mémorable , — qui sait ?

Venez , alors , venez-vous jeter à ses pieds : dites-lui avec cet accent du repentir si séduisant pour l'oreille de la clémence ; dites lui que vous fûtes égarés ; qu'au milieu même de vos excès , vous n'avez point abjuré entièrement le caractère national ; que vous n'avez jamais versé le sang ; que les ministres de la Convention Nationale au Département des Meurtres , n'ont jamais osé vous en commander un , et qu'une preuve incontestable que la vertu n'est pas tout-

à-fait morte au fond de vos cœurs, c'est que vos nouveaux maîtres vous méprisent encore et ne s'en cachent pas. Dites que la certitude cruelle de ne pouvoir obtenir de grâce a produit chez vous ce désespoir fatal qui conseille de nouveaux crimes, et que vos excès mêmes attestent vos remords.

Et tandis que, prosternés devant ce trône que vous avez outragé, vous attendrez une réponse qui décidera de votre sort ; savez - vous par qui vos humbles supplications seront appuyées auprès d'un Souverain justement irrité ? — Ce sera par les victimes de vos fureurs, et c'est ainsi qu'il leur appartient de se venger. Je sais que les vengeances de la justice ne sont pas les seules que vous craigniez : vous redoutez le profond ressentiment de tant d'hommes que vous avez punis si cruellement des torts de la naissance, ou des scrupules de l'honneur et de la conscience. Ah ! combien vous vous trompez ! Ils auront assez de pleurer sur les rigueurs inévitables de la justice, sans aller encore lui dénoncer les injures qui n'auront blessé qu'eux. Ce seroit déshonorer la plus belle cause de l'univers que de permettre à la vengeance individuelle de se montrer au milieu de ces

grands intérêts. Oui ! ce sera une bassesse de demander justice et un crime de se la faire. — Pontifes , Lévites vénérables ! dignes soutiens de la foi de nos pères ! Nobles Chevaliers ! enfans de l'honneur et de la gloire ! sujets fidèles , qui que vous soyez ! Jurez tous qu'au grand jour de la *fête nationale* , où les croix blanches chassant devant elles le bonnet infâme , brilleront de nouveau sur notre terre affranchie , vous n'interromprez par aucune plainte sinistre le concert ineffable de la joie universelle. Les Rois ne se rapprochent jamais plus de l'Etre-Suprême que lorsqu'ils pardonnent : Publiez aussi votre amnistie particulière. Il n'y a qu'un rôle digne de vous ; celui de faire valoir les prières du repentir. Les loix feront justice des coupables obstinés : elles puniront le vol ainsi que la révolte ; elles vous rendront tout ce qu'un exécrable brigandage vous aura enlevé : ne demandez rien de plus , et même , ne demandez pas tout. Quant aux injures personnelles , oubliez - les entièrement : chargés du noble emploi de soutenir le trône et de rétablir l'ordre , vous tomberiez trop au - dessous de votre destination si vous écoutiez un instant la voix d'un orgueil blessé qui ne vous dicteroit

que des plaintes avilissantes , ou des fautes graves contre l'ordre social.

Et maintenant , bon peuple de Savoie , famille fidèle , souffrez que je m'adresse à vous en général , et ne repoussez point la voix fraternelle d'un compatriote et d'un ami. Je vais sonder vos cœurs , et chercher dans leurs derniers replis les plus légers atômes de fiel : les renfermer ce seroit les éterniser : il suffit de les mettre au jour pour qu'ils s'évaporent. On accuse souvent les Princes de ne vouloir pas entendre la vérité , au lieu d'accuser les hommes imprudens ou corrompus qui ne savent pas la dire. Vous verrez que , sur les sujets les plus délicats , il est toujours possible de dire tout ce qu'il seroit dangereux de cacher.

¶ Vous allez retomber sous la main , ou , pour mieux dire , dans les bras de votre Souverain : quel malheur , si ce moment n'étoit pas marqué par une joie pure ! si quelque amertume pénible se mêloit dans vos cœurs au sentiment de joie qui doit accompagner le rétablissement de l'ordre !

Que pourriez-vous redouter encore ? La calomnie aux abois n'a plus qu'une ressource pour vous effrayer ; elle voudroit empoisonner

pour vous le moment fortuné de la réunion , en vous montrant dans une perspective sinistre , la domination Piémontoise et le gouvernement militaire ? — Ah ! laissez-moi vous dire tout sur ces deux points. Si la raison calme et impartiale daignoit me choisir pour son organe ; si mes réflexions dictées par la plus sévère impartialité , pouvoient devenir également utiles au Prince et aux sujets , jamais le ciel dans sa bonté ne pourroit me procurer de jouissance égale , et je le remercirois d'avoir épuisé ses dons en ma faveur.

25 Mai 1793.

P. S. Je laisse subsister la date primitive de cette lettre , quoique la seconde édition contienne quelques réflexions qui m'ont été suggérées par des événemens postérieurs. Il suffit d'en avertir.

TROISIÈME LETTRE.

De la domination Piémontoise, et du gouvernement militaire.

Sine ira et studio.

TACITE.

LORSQUE la fortune a réuni sous le même sceptre deux provinces que la nature a divisées par le caractère, ou par la position géographique, ou par le culte, ou par la langue; celle de ces deux provinces qui possède le souverain, affecte assez naturellement une supériorité qui froisse l'orgueil de l'autre. Le peuple de cette province moins favorisée par les jeux du hazard, se montrera assez souvent soupçonneux, difficile, exigeant: il tremblera d'avoir l'air d'obéir à une nation au lieu d'obéir à un souverain; et il pourra s'aveugler sur ses propres intérêts au point de consentir quelquefois à passer pour *étranger*, de crainte de passer pour *sujet*.

Dans les tems ordinaires, cette antipathie d'orgueil ne sauroit produire de grands maux; mais dans un moment de trouble et d'effervescence,

cence, où la souveraineté est ouvertement menacée, elle peut avoir les suites les plus funestes.

Il pourra se faire par exemple, que dans ces tems malheureux, le souverain, justement allarmé pour sa prérogative, s'appuye avec une confiance naturelle sur les personnes qui l'entourent dans la ville de sa résidence, et dont il connoît plus particulièrement le zèle et l'activité.

C'est donc autour de lui qu'il choisira de préférence les dépositaires de son autorité, l'ambition individuelle se hâtera de profiter de cette disposition, et bientôt ces élus de la confiance viendront occuper tous les emplois importans dans la province que les factieux menacent de plus près.

Alors, il s'établira dans l'opinion publique, une fatale distinction, de peuple dominant et de peuple dominé : la jalousie ressemblera à la haine, et la défiance produira le mécontentement des bons et le triomphe des méchans.

L'honneur humilié gardera un silence effrayant; ensorte que la voix des séditeux qui ne sera plus couverte par les acclamations de la fidélité, rétentira seule, comme le cri du tigre au milieu des déserts.

Cette voix sera prise pour celle du peuple : on le craindra davantage ; et, pour se tenir en garde contre lui , on l'environnera de mesures de précautions, qu'il prendra pour des insultes.

L'erreur produisant les torts , et les torts renforçant l'erreur, l'homme de bien, perdu dans ce cercle terrible, tombera de lassitude et ne saura plus que gémir.

Enfin, on verra les coupables, forts de la faiblesse d'autrui, demander un salaire pour ne se plus faire craindre, et plaisanter l'honneur, sur ses humiliations.

Bon peuple ! il fallait sonder vos plaies pour les guérir ; si la main ferme qui vient de les mettre à découvert peut vous inspirer quelque confiance, pourquoi la repousseriez-vous à présent qu'elle vous présente le baume salutaire qui doit les guérir ?

Il se présente d'abord une réflexion bien frappante : c'est que vous ne devez asseoir aucun jugement général, aucune disposition stable sur des circonstances uniques qui n'ont point de modèle dans l'histoire ; et qui , peut-être , ne se reproduiront jamais. Il est trop certain que les différens gouvernemens de l'Europe

n'ont point compris d'abord la révolution Française : et lorsqu'après quatre ans entiers d'excès inouïs ils ont commencé à sentir le danger , il est encore vrai qu'ils se sont trompés sur les remèdes comme ils s'étoient trompés sur la maladie. Les factieux agissoient puissamment sur l'opinion , ils s'emparoiént de l'esprit du peuple , et déployoient dans toutes les occasions cette audace qui résulte des succès et qui les produit.

Pour les combattre avec avantage ou du moins avec égalité , il est bien clair qu'il falloit employer les mêmes armes , et de tout côté on fit le contraire. A cette opinion menaçante , forte de l'enthousiasme des peuples et de la conscience de ses forces , on ne sut opposer que la défiance et l'indécision ; on ne sut pas tourner l'opinion contre ceux qui vouloient s'en emparer , Tantôt la prudence demeura immobile , tantôt elle fit mal de peur de mal faire ; par-tout on recula devant les usurpateurs , on argumenta avec eux , et l'on ne fit que doubler leur influence en croyant la combattre. En effet , le tact infailible des peuples leur apprit bientôt à porter un jugement fatal sur ces transactions politiques. Toute

puissance qui en fait reculer une autre devant elle gagne en considération ce qu'elle enlève à l'autre. Les peuples retranchèrent donc à leurs maîtres toute celle qu'ils se voyoient forcés d'accorder à la nouvelle puissance : c'est ainsi que l'opinion fut gâtée, et l'on reprocha ensuite au peuple cette même opinion qu'il avoit reçue toute faite. Ce fut un grand malheur ; mais vous qui critiquez les puissances , auriez-vous mieux fait qu'elles ? Faites - vous cette question de bonne foi , et votre conscience qui vous répondra, vous aura bientôt appris à pardonner les mesures qui ont pu vous blesser.

Revenez sur le passé ; fixez l'œil de la méditation sur la funeste *Olympiade* qui vient de s'écouler. Regardez-bien, et vous n'y verrez qu'un grand jugement qui a mis en défaut toute la prudence humaine, parce qu'il partoît de trop haut pour n'être pas exécuté : vous verrez que l'inflexible Providence nous a refusé même les bénéfices du hazard ; c'est-à-dire, de la combinaison ordinaire des causes secondes. Elle les a toutes suspendues ou dirigées contre nous ; et l'on est tenté d'appliquer à nos malheureux jours cette pensée

dure et trop générale échappée au plus grand historien de l'antiquité : *jamais la Divinité n'avoit prouvé par des signes plus terribles et plus décisifs, qu'indifférente sur notre bonheur, elle ne songeât qu'à punir* (*).

Voulez-vous donc reprocher à votre souverain de n'avoir pas été, lui seul, plus heureux et plus fort que l'Europe entière, dans une circonstance inouïe ? J'ose croire, au contraire, qu'un petit nombre de réflexions sages sur les événemens extraordinaires qui viennent de se passer, effaceront de vos cœurs jusqu'à la dernière trace de l'aigreur ou du mécontentement.

N'a-t-on pas osé vous dire que le Roi vous avoit livrés volontairement à la France ? Mais, puisqu'il n'est pas possible d'imposer silence à la calomnie, il est heureux, au moins qu'elle s'égorge elle-même en perdant toute pudeur et choquant toutes les vraisemblances.

L'intérêt manifeste du Roi étoit de vous conserver. Il avoit eu, l'année dernière, tout

(*) Nunquam atrocioribus P. R. Cladibus magisve justis indiciis, approbatum est non esse curæ Diis securitatem nostram, esse ultionem. (Tacit. Hist. I. 3.)

le tems nécessaire pour connoître les sauvages *décivilisés* qui venoient vous piller et vous corrompre. Le plus simple bon sens vous dit qu'il n'a pu vous abandonner de dessein prémédité à des ennemis de cette espèce : le malheur du Roi fut de compter trop sur des circonstances du moment, et sur un reste de foi publique. Un Prince qui a vieilli dans les maximes de l'honneur antique et de la Religion la plus réprimante, ne descend pas aisément au niveau de la Convention Nationale ; et il est fort aisé qu'il ne suppose pas tout ce qu'il faudroit supposer.

D'ailleurs, si l'intention décidée du Roi n'a voit pas été de vous défendre, vous en auriez eû deux signes incontestables. D'abord, il n'y auroit point eû de magasins en Savoie et les militaires auroient reçu des ordres indirects qui auroient sauvé les équipages. En second lieu, toutes les forces auroient été portées sur les frontières du Piémont, qu'on auroit mises dans l'état de défense le plus respectable.

Ressouvenez-vous encore que, dans le moment de l'invasion, on cria, tout-à-la-fois à l'ignorance et à la trahison. Il faut cependant choisir, car, vous voyez bien que l'une de

ces suppositions exclut l'autre. La seconde est une absurdité palpable. Quant à la première, j'espère que, dans le siècle des paradoxes, vous voudrez bien m'en pardonner un. L'optimiste de la comédie trouvoit par-tout de quoi se réjouir, même dans une maladie, ou un incendie. Ce rôle-là, tout bien considéré, en vaut bien un autre ; mais, sans m'élever tout-à-fait à la hauteur d'un personnage de comédie, j'avoue que les fautes militaires du mois de Septembre m'ont fourni des réflexions qui m'attachoient au gouvernement. — Je disois : bénis soient mille fois les Princes qui nous laissent un peu oublier l'art militaire ! Le feu Roi de Sardaigne a fait la guerre deux fois dans sa vie avec un succès peu commun. Il conduisit jadis à la victoire ces mêmes Français dont la turbulente folie va bientôt leur jeter l'Europe sur les bras. Pour faire cette guerre brillante il fallut des impôts. Il promit à son peuple de l'en décharger graduellement ; et fidèle à sa parole, il accomplit religieusement ses promesses aux époques marquées. La postérité n'oubliera pas le mot fameux de ce bon Roi : “ *Que le plus beau moment de sa*
„ vie étoit celui où il avoit supprimé le der-

„ *nier impôt mis pour soutenir la guerre.* ” Et la preuve que ses lèvres seules ne prononcèrent pas ce mot immortel, c'est que rien ne pût le déterminer depuis à recommencer la guerre. Envain, le grand Frédéric et l'Angleterre, notre alliée naturelle, voulurent l'entraîner dans la guerre de sept ans. En vain, se vit-il appelé de nouveau dans cette carrière sanglante, par les avances flatteuses de cet homme entraînant; par la conscience de sa réputation et de ses talens, par le souvenir de ses succès, par l'espérance fondée de les multiplier, et d'étendre ses états : une seule goutte de votre sang mise dans la balance l'emporta sur les séductions ényvrantes de la gloire et de l'ambition. Il refusa de tirer l'épée, et termina un règne d'un demi-siècle illustré par tous les genres de gloire, sans avoir augmenté les tributs (*). Son fils nous a laissé jouir du

(*) A ces faits incontestables, qu'il suffit d'énoncer, opposez cette apostrophe curieuse des Commissaires de la Convention Nationale, dans leur Proclamation du 4 Avril dernier, pour l'enrôlement des volontaires. “ Citoyens! Considérez combien votre état actuel est changé; combien il y a de différence entre un volontaire national et un milicien du Roi Sarde : vous ne vous battez plus pour les capri-

même bonheur ; et l'impôt est encore ce qu'il étoit il y a 60 ans ; c'est-à-dire , qu'il a réellement diminué de moitié , puisqu'il fut fixé à cette époque en valeur numéraire , et que les trésors que l'Amérique a versés dès - lors sur l'Europe , ont diminué de moitié la valeur des métaux.

„ ces d'un-maitre qui vous envoie à la boucherie , quand son
 „ amour-propre se trouve blessé ; quand il manque des op-
 „ primés à son ambition , à la fantaisie d'une maitresse , ou
 „ d'un valet , etc. ”. Voilà un bon conte à faire à un peu-
 ple qui a joui pendant 45 ans d'une paix inaltérable ; au mo-
 ment où il vient d'être réuni à un autre peuple tourmenté
 d'une frénésie politique , telle qu'il n'en a jamais existé ;
 qui soutient , grace à ses dignes législateurs , une guerre san-
 glante contre toute l'Europe ; et qui a déjà eu , cette année ,
 le rare bonheur de perdre contre les Autrichiens et les Prus-
 siens , quatre batailles rangées avant le milieu de May , en
 attendant que l'Angleterre , l'Espagne et la Sardaigne lui
 donnent de leur côté , quelques preuves de tendresse. Au
 reste , quand on réfléchit sur ces déclamations extravagantes
 dont les Commissaires de la Convention Nationale , barbouil-
 lent nos carrefours , on ne peut s'empêcher de croire que ces
 gens-là ont des moules pour ces sortes de pièces qu'ils fabri-
 quent sans se donner la peine d'y songer. Ainsi , ils parlent
 de *Maitresses* et de *Valets* à Chambéri , comme ils en parle-
 roient à Paris ; et s'ils faisoient une adresse au *peuple souve-
 rain* de Pékin , ils parleroient , peut-être , de l'influence des
 Confesseurs.

Qu'en dites vous ? pour moi , je serois tout prêt à pardonner à nos militaires le crime de ne pas savoir faire la guerre , qu'ils n'ont jamais faite , comme je pardonne de tout mon cœur à nos Souverains , celui de ne les avoir pas tenus en haleine. D'ailleurs , qui ne sait pas que , pour une armée qui n'a jamais combattu , le premier moment ne prouve rien ? Vos fanatiques oublient si volontiers la honteuse défaite de Mons , en faveur de cette victoire de *Jemmape* , qu'ils appellent à *jamais mémorable* (*). Pourquoi donc nous pressions-nous si fort de juger nos troupes , au lieu de leur laisser le tems de faire leurs preuves ? Elles n'ont encore essuyé rien d'aussi

(*) A la journée de *Jemmape* , le Comte de Clairfayt (*Gott lasse Ihn lange leben* ,) qui commandoit 16 ou 18,000 hommes , (et à qui il ne fut pas permis de faire mieux ,) en repoussa cinq à six fois de suite 70,000 , en tua huit à neuf mille sur la place , et sauva son canon. Certainement les Patriotes montrèrent de la bravoure dans cette occasion ; mais les chants de victoire dont ils étourdirent l'Europe , annoncèrent trop l'étonnement de gens tout surpris d'avoir vu reculer ces Allemands , *quos effugere est triumphus* : et , au lieu de s'extasier ridiculement sur cette victoire arithmétique , ils auroient dû y voir la preuve manifeste , qu'à nombre égal , ils ne résisteroient jamais à ces braves Germains.

humiliant que les premiers événemens de Flandres au commencement de la dernière campagne. Elles n'ont pas fui devant 200 *hulans* : elles n'ont pas mangé leurs généraux : enfin, vous ne pouvez pas même dire qu'elles ne savent pas se battre, car elles ne se sont pas battues. Et certes, ce n'est pas leur faute : donnez-moi une armée de Paladins placés dans les circonstances où se trouvèrent nos troupes au mois de Septembre dernier : ils feront précisément ce qu'elles firent. Laissez dire les brochures ; l'honneur du soldat est intact. Il se souvient de *Turin*, de *Parme*, de *Guastalle*, de *Coni*, de *Campo-Santo*. Pour se battre il ne demande qu'une chose, c'est qu'on veuille bien le lui ordonner. Suspendez donc votre jugement sur cet article comme sur tant d'autres, et laissez fondre les neiges.

Je vous ai dit, je crois, des raisons passablement bonnes, pour établir que les choses qui ont pû vous déplaire le plus dans ces derniers tems, tiennent à des circonstances uniques qui ne peuvent légitimer un jugement général. Quant aux inconvéniens prétendus de votre position ordinaire à l'égard du Piémont, ils se réduisent à un seul ; c'est, qu'il n'est

pas possible à un Souverain d'habiter à-la-fois toutes les provinces de ses états. Vous dépendez de Turin, comme le Montferrat, par exemple, ou le Pavésan en dépendent; en un mot, vous formez une province des états du Roi; et, sous ce point de vue, vous êtes, sans contredit, celle qui a le moins à se plaindre. D'abord, il est impossible d'imaginer une égalité de droits plus parfaite. Toutes les carrières vous sont ouvertes : vous n'êtes exclus d'aucune place; plus d'une fois même, vous avez eu l'honneur d'exciter de grandes jalousies : tous les règnes en fournissent des exemples remarquables, et le règne actuel plus que tous les autres. Votre population est de 400,000 âmes; celle du Piémont excède deux millions : faites une somme de tous les emplois et de toutes les graces; vous verrez que la part que vous possédez dans la masse des bienfaits, excède de beaucoup celle qu'une proportion sévère attribuerait à votre population. Enfin, il y a, sur ce point, une observation décisive; et la voici : je vous défie de nommer en Savoie un seul talent distingué qui n'ait pû trouver de l'emploi.

Lors donc que vous vous plaignez de voir

les emplois du duché occupés par des Piémontois, il est très-aisé que vous soyez injustes sans vous en appercevoir. D'abord, vous raisonnez mal, si vous ne mettez dans la balance ceux que vous occupez vous-mêmes dans les autres provinces de l'état; et, d'ailleurs, quoique la saine politique ne conseille point au Roi de Sardaigne de donner tous, ou presque tous les emplois de Savoie à des sujets Piémontois, il ne blesseroit pas moins cette même politique, s'il ne leur en confioit aucun. C'est précisément parce que les Alpes et la langue divisent en apparence les deux provinces, qu'il importe d'en mêler les habitants; de les amalgamer s'il est permis de s'exprimer ainsi, par tous les moyens possibles.

Souvenez-vous encore que, si vous avez vu quelquefois un grand nombre de places occupées en Savoie par des Piémontois, c'est parce que vous l'aviez bien voulu, et parce que vous l'aviez demandé. Non-seulement on vous a vu cent fois accorder une préférence marquée à des sujets Piémontois dont le mérite transcendant justifioit votre confiance; mais souvent vous avez préféré la médiocrité ultramontaine à des talens qui n'avoient pour vous

d'autres défauts que d'être vos concitoyens. Le Roi, fatigué par vos soupçons, par vos intrigues interminables contre les gens en place nés en Savoie, vous servoit comme vous le desiriez. Plaignez-vous donc de vous-mêmes.

Encore une observation importante sur cette différence de langue qui distingue les deux peuples : on pourroit dire, d'abord, que la différence se réduit à rien. Car, le Piémont ne parviendra jamais à être totalement Italien, et toujours la langue Française sera, à-peu-près vulgaire, dans la *Gaule Transpadane* : mais supposons cette différence plus tranchante ; à cet égard, l'avantage est de votre côté : en effet vous avez une langue ; et, à proprement parler, le Piémont n'en a point. D'ailleurs la supériorité de celle que vous parlez est incontestable.

Ceux qui la nient admettent précisément un effet sans cause : car, *le règne* de cette langue ne peut être contesté ; et il faut cependant qu'il ait une cause. Cet empire n'a jamais été plus évident, et ne sera jamais plus fatal que dans le moment présent. Une brochure Allemande, Anglaise, Italienne, etc. sur les *droits de l'homme* amuseroit tout au plus quelques valets de chambre du pays : écrite en François, elle

ameutera, dans un clin-d'œil, tous les fous de l'univers. On sait que cette langue s'est emparée de toutes les cours, de tous les cabinets; enfin, qu'elle est devenue une espèce de monnaie universellement convenue entre tous les peuples, pour l'échange des pensées. L'invasion qu'elle a faite dans la littérature des autres pays, est connue de tout le monde. Elle a brisé la période italienne, et contristé les ombres classiques de Pétrarque et de Boccace. Elle n'a pas fait de moindres conquêtes en Allemagne, en Russie et même en Angleterre, d'où les préjugés autant que la syntaxe, sembloient la chasser plus que de tout autre pays (*). La supériorité de la langue contribue à vous donner à Turin un ton difficile à définir, mais qui n'est pas moins réel. Regar-

(*) L'auteur d'un Dictionnaire estimé, se plaignoit, il n'y a pas long-tems que l'influence de la langue Française adoptée par la cour, avoit corrompu sensiblement la prononciation Angloise; que le mal augmentoit tous les jours; et que si l'on n'y trouvoit un remède, l'Anglois, suivant les apparences, alloit devenir *un véritable jargon*, que chacun parleroit à sa fantaisie. V. *A complet Dictionary of the English language both with regard to sound and meaning, etc.* by Th. Sheridan. London 1789. (Preface.)

dez-bien, et vous verrez qu'un Savoisien, dans la capitale, est quelque chose de mieux qu'un Provincial.

Les Souverains se rappellent que nous fûmes leurs premiers sujets; huit siècles de bienfaits d'une part, et de fidélité de l'autre, forment des liens bien forts et bien doux. Ils s'occupent de la Savoie plus que de toute autre province de leurs états: loin d'être jamais perdus de vue, on peut dire que nous avons quelquefois fatigué la bonté et la sollicitude de nos Souverains. La critique leur a même reproché de tems en tems l'excès de cette sollicitude; elle a dit que le secret de gouverner infiniment mieux est souvent de gouverner infiniment moins.

Si les défauts du caractère Piémontois vous frappent beaucoup, ce n'est pas que vous en ayez moins, c'est que vous en avez d'autres: du reste, puisque les Piémontois vous supportent, vous pouvez bien les supporter: ou je ne sais rien en *dynamique*, ou l'effort est égal.

Ce qui fait qu'il vous arrivoit souvent de ne pas rendre pleine justice à ce peuple, c'est que vous étiez trop accoutumés à faire venir vos opinions de France comme vos étoffes,
et

et que les François sont incontestablement le peuple de l'univers qui juge le plus mal les autres, surtout les Piémontois pour lesquels ils n'ont jamais eu une grande inclination (*).

(*) La partie la plus foible de la littérature Française est sans contredit, celle des voyages : c'est là où se montrent à découvert les défauts les plus saillans du caractère français ; la fureur de tout ridiculiser, et la précipitation des jugemens qui leur nuit, même lorsqu'il leur arrive par hazard de louer. Si vous avez habité le Piémont, lisez ce que les voyageurs François en ont dit, et vous concevrez à peine qu'il soit possible de se tromper à ce point, en mal, et même en bien, lorsqu'ils louent par hazard comme je le disois tout-à-l'heure. Les détails, sur cet article, me mèneraient trop loin. Qu'on me permette seulement deux citations très-originales. M. M***, (anonyme que je regrette de ne pas connoître,) observe très-finement dans ses Lettres sur l'Italie, 6 vol. in-12, à l'article de Turin. “ *Que cette ville possède une*
„ Bibliothèque publique, où les livres sont entassés fort inutile-
„ ment, parce que personne ne les lit ”. Un autre voyageur François, beaucoup plus honnête, et non moins instruit, nous dit, en parlant des mœurs de Turin. “ *L'ordre dans*
„ cette cour, (de Turin,) est tel qu'il s'étend jusques sur
„ les mœurs des particuliers: on seroit sûr de mériter la dis-
„ grace du Roi par une conduite qu'on nommeroit ailleurs ga-
„ lanterie, et la police de Turin ne permet aucune fille publi-
„ que ”. Voyez Lettres contenant le Journal d'un voyage fait à Rome en 1783, 2 vol. in-12.

Quels observateurs, bon Dieu ! l'un ne trouve point de savans à Turin. et l'autre n'y trouve point de filles : mettez ces deux bêtises dans la balance, vous les trouverez en équilibre.

Sans doute le Piémontois a des défauts, et même des défauts très-prononcés, parce qu'ils sont greffés sur un caractère sombre et énergique. Il porte les préjugés nationaux, à l'excès : on les reproche aux François, et l'on a grandement raison ; mais certainement, ils ne sont pas moins forts en Piémont. Ils ont même, dans ce pays, quelque chose de plus repoussant, parce qu'ils ne sont pas enveloppés de ces graces et de cette aménité dont on est toujours plus ou moins dupe. La vanité Française *impatiente* ; l'orgueil Piémontois *irrite*. Le mérite étranger est une marchandise qui n'est pas tout-à-fait prohibée en Piémont ; mais qui paye au moins de très-gros droits ; et si elle vient de France elle échappe difficilement à la confiscation. Cette partie de la nation qui a conservé le caractère antique, présente encore dans ses manières une certaine rudesse qui a fait quelquefois tort au gouvernement dans un pays où l'impolitesse obtient souvent moins de grace que la scélératesse. Le peuple, enfin, dont les mœurs ne sont pas adoucies par l'éducation, est souvent cruel dans ses vengeances. Il ne boit pas le sang, (chacun a son goût,) mais, lorsqu'il est agité par des

passions violentes, il se détermine trop aisément à le verser (*).

Voilà le mauvais côté du caractère Piémontois : mais, par combien de bonnes qualités ces défauts ne sont-ils pas rachetés !

Vous ne trouverez pas un peuple plus calme dans ses jugemens , et moins susceptible de cet enthousiasme éphémère pour les hommes et pour les choses , qui finit par tourner en modes les maximes les plus importantes du gouvernement.

Vous ne trouverez pas un peuple plus ami de l'ordre ; le Piémontois aime, par - dessus tout, que chaque chose soit à sa place : il exige strictement le respect de ceux qui le lui doivent : mais il le rend à ses supérieurs, comme il le reçoit de ses inférieurs, non pas seulement sans répugnance et sans murmure, mais avec plaisir. Ailleurs, la subordination n'est qu'un devoir ; en Piémont, elle est un *goût* : en un mot, le Piémontois obéit et com-

(*) Il y a cependant de l'exagération à cet égard, et je crois qu'il ne seroit pas difficile de prouver qu'il se commet en Piémont, proportion gardée, moins de crimes, et d'un genre moins atroce, qu'il ne s'en commettoit en France, même avant l'Ère des crimes.

mande avec passion ; et c'est , peut-être , là le trait principal de son caractère.

On n'a jamais accusé l'aristocratie nobiliaire de manquer de splendeur en Piémont ; et cependant , il n'existe aucun pays , sans exception , où le mérite séparé de la naissance , ait un accès plus libre à toutes les places de l'état. L'accord de deux choses qui paroissent s'exclure , mérite grande attention , et pourroit fournir des réflexions neuves ; mais il est impossible de tout dire : forcé de parcourir rapidement un terrain immense ; si , par hasard , on vient à découvrir une mine , c'est bien assez de dire aux manœuvres. “ *Creusez-là* ”.

Si vous avez un ennemi en Piémont , vous ne ferez pas mal de vous ôter de son chemin : mais si vous y avez mérité un ami , ce sera une belle conquête. Les amis de Piémont sont uniques , comme ses organsins.

A l'égard des talens , le Piémont en possède d'éminens dans tous les genres ; et , dans ce moment encore , c'est un Piémontois qui tient en Europe le sceptre des mathématiques. (1)

(*) *Micat inter omnes*
TAURINUM Sydus , *velut inter ignes*
Luna minores.

Observez que votre législation civile et criminelle , l'organisation des finances , l'assiette et le recouvrement des impôts , l'admirable *Péréquation* , le cadastre , *la Mappe* , l'affranchissement des mains - mortes , le dépôt des actes publics ; c'est-à-dire , les institutions les plus sages de l'Europe , sont des productions de la sagesse Piémontoise.

Enfin , pour terminer par un fait général ; et si incontestablement vrai , qu'il ne sauroit pas même être soupçonné de flatterie ; tous nos Souverains , depuis le Duc Louis , sont Piémontois , et je ne crois pas qu'on puisse leur opposer , pour les talens , aucune autre suite de Princes. Le témoignage de l'illustre Robertson , sur cette longue et brillante dynastie , ne déparera point cet écrit. “ La position des „ Ducs de Savoie , dit-il , en tenant leur gé- „ nie toujours alerte , et les forçant à une ap- „ plication , et à une activité toujours soute- „ nue , en a formé une race de Souverains „ unique peut-être dans l'histoire du monde , „ pour la sagacité à découvrir leurs véritables „ intérêts , la vigueur de leurs résolutions , et „ leur dextérité à se prévaloir de toutes les

„ circonstances favorables qui se sont présentées à eux. ” (*)

Quand les masses sont aussi bonnes, il ne faut qu'une légère dose de philosophie pour s'accommoder aux détails : il n'y a rien de si important pour vous, que de vous identifier avec le Piémont, et de vous accoutumer à le regarder simplement comme la portion la plus considérable de notre patrie commune. Vos frères cadets ont fait fortune ; ce n'est pas une raison pour les haïr. Conservez seulement la dignité de l'aînesse. Allez vivre parmi eux. Parlez peu et bien ! parlez même leur langue ou leur langage, (et pourquoi pas ?) ne faites pas des phrases ou des épigrammes à la Française : ne vendez point trop ce qui se fait ailleurs ; sachez respecter ce qui se fait autour de vous, et vous trouverez en Piémont, je ne dis pas l'hospitalité, mais souvent la fraternité.

Reste le gouvernement militaire qui a fait, depuis long-tems, et sur-tout, depuis l'origine des troubles de la France, le sujet de vos réclamations, et de toutes les brochures pro-

(*) Robertson's History of the Emper. Charles V, Tom. IV. p. 369. de l'Edit. de Bâle.

fondes qu'on a publiées dans ces derniers tems, contre le gouvernement du Roi de Sardaigne.

A cet égard, je commence par faire ma profession de foi ; car tout écrivain qui bronche sur les principes, ne mérite aucune considération. Ainsi, je conviendrai franchement que la réunion du pouvoir militaire et judiciaire dans les mêmes mains, seroit une institution tout-à fait impolitique, et bien plus dangereuse encore, pour le Souverain, que pour les Peuples.

L'homme répugne naturellement à être jugé par la volonté de l'homme, parce qu'il se connoît lui-même, et qu'il sait ce qu'il vaut ; il ne se fie donc qu'à la loi qui n'est pas la volonté aveugle, corruptible, capricieuse et momentanée de l'homme ; mais la volonté générale, éclairée, stable, et *impassionnée* du *Législateur*.

Car la loi n'est qu'une règle générale, établie sans passion, pour réprimer les passions.

Oh ! saintes et divines loix, émanations célestes ! honneur de la nature humaine ! C'est par vous, seulement, que les Souverains se rapprochent de leur modèle. Lorsqu'on se recueille un instant, et qu'on réfléchit sur les

merveilles de l'organisation politique, on croit entendre la voix de la Divinité même, qui crie aux Souverains : " Je vous charge de conduire „ les hommes, vous qui n'êtes que des hommes ; tremblez, mais ne désespérez pas. „ Vous écouterez les sages, afin que vos volontés soient sages : vous les écrirez, afin „ qu'elles soient invariables : et vous les ferez „ exécuter par d'autres, afin que l'homme ne „ puisse jamais se substituer au Législateur. Si „ les dépositaires de votre autorité se trompent, vous ne répondrez de rien ; car, du „ moment où vous aurez établi, autant qu'il „ est en vous, de bonnes loix et de bons Ministres pour les faire parler, vous serez quittes envers MOI et les hommes ”.

Ces hautes spéculations ont pour les esprits droits un charme séduisant qui peut conduire à l'erreur. Les théories sont belles, mais il faut les plier à la nature humaine, et se garder, comme d'une très-grande imperfection, de prétendre à la perfection idéale. Que les loix fondamentales d'un état restreignent autant qu'on voudra le pouvoir arbitraire : que dans une monarchie pure, les coutumes et l'opinion publique renforcées par la conscience du Sou-

verain, donnent à ce pouvoir toutes les bornes que vous pourrez imaginer, il faudra toujours laisser quelque chose à l'arbitraire : il faudra toujours qu'il y ait indépendamment de la force légale, une force administratrice qui soit affranchie des formes, et qui puisse agir brusquement dans une foule d'occasions. Par exemple, si vous exigez *toujours* une information et un décret pour faire arrêter un homme, je vous défie de maintenir la sûreté publique, sur-tout dans un pays tel que la Savoie, ouvert de toute parts, et qui deviendrait bientôt l'égoût de tous les pays qui l'environnent.

Que la puissance économique, dont je parle, existe sous le nom d'un Lieutenant - général de police, ou d'un commandant militaire, ou d'un Comité de recherches, de sûreté publique, &c. Qu'importe ? c'est toujours la même Puissance, sous des noms différens.

Cette espèce de juridiction économique étoit confiée en grande partie parmi nous, aux Commandans militaires, et il est certain qu'il en est résulté souvent de grands abus ; car, toute administration arbitraire dépend absolument des qualités personnelles de l'administrateur, qui peut commettre toutes sortes de fau-

tes, puisqu'il est sujet à toutes sortes d'imperfections. Croyez, cependant, qu'il y auroit le plus grand inconvénient à priver parmi nous l'état militaire de toute influence dans le gouvernement.

Nous sommes habitués à une espèce de gouvernement; perfectionnons-le autant qu'il est possible; dénonçons les abus au gouvernement, avec respect et modération; mais tenons-nous-y, et laissons les autres peuples se gouverner comme ils l'entendent. Ne croyons point que les hommes, en général, soient faits pour la liberté, ou, pour le même degré de liberté, ou qu'ils doivent jouir, par les mêmes moyens, du degré de liberté qui leur convient: Toutes les pages de l'histoire réfutent ces idées générales, qui sont des rêves de jeunes gens.

Si l'on ôtoit aux chefs militaires cette portion de la police intérieure qui leur est confiée, il faudroit leur substituer une nouvelle Magistrature, et des légions de sbirres que vous seriez obligés de soudoyer. Une armée en tems de paix est un poids accablant: c'est une très-bonne idée de l'employer à maintenir la tranquillité intérieure. La nature de l'homme le

porte à désirer la puissance : un certain degré de juridiction , ou , pour mieux dire , d'inspection , est le salaire de l'Officier militaire qui veille à la tranquillité publique. Le soldat même s'élève à ses propres yeux en s'attribuant une partie de cette puissance dont il n'est , cependant , que l'instrument mécanique.

Ce n'est point un mal , assurément , que la poursuite et la capture des malfaiteurs soient confiées aux Militaires , lorsqu'ils n'ont ce droit , comme parmi nous , qu'en concurrence , avec les différentes magistratures auxquelles la loi leur enjoint expressément de prêter main-forte sans examen et sans retard.

Quand aux peines , il n'y a aucun inconvénient qu'un Commandant militaire puisse envoyer un tapageur du peuple , au Corps de garde , pour vingt-quatre heures ; car cette réclusion est une correction , plutôt qu'une peine.

A l'égard des peines plus sévères , malgré l'extrême rareté des cas , et les mesures secrètes , employées pour prévenir les abus , il est sûr qu'on n'a pas toujours réussi , et cet objet est digne d'occuper la sagesse du Roi. En attendant , nous rirons des exagérations ridicules des milles et une brochures publiées contre le

gouvernement du Roi de Sardaigne (*), dans lesquelles on dépeint tous les Officiers militaires de ce Souverain faisant distribuer des coups de bâton à volonté, comme des Cadis Turcs. Quelle absurdité ! nous avons vu, il y a peu de tems, deux voleurs punis de cette peine; nous l'avons vu encore infliger à un cocher, qui avoit frappé de son fouet une sentinelle en faction : et ces deux exemples, les seuls, je pense, dont on se rappelle en Savoie, sont séparés par une intervalle de 15 ou 20 ans.

Nous avons ouï raconter, il y a quelques années, que le Gouverneur de Turin, pour

(*) Un morceau unique sur le gouvernement du Roi de Sardaigne, c'est le Chap. XXXI, du Livre intitulé, *Constitutions des principaux Etats de l'Europe*, par M. Lacroix, Professeur de Droit public, au Lycée de Paris, 4 vol. 8°. Paris 1791. Tom. III, p. 72 et suivantes. Le gouvernement donna l'année dernière quelque célébrité à ce livre, en prenant des précautions pour en interdire l'entrée, tandis qu'il falloit, au contraire, faire traduire ce beau Chapitre en Italien, et le faire distribuer dans les deux langues et dans tout l'Etat, aux frais du gouvernement. Jamais, peut-être, il n'existera un monument aussi curieux de l'art si utile et si perfectionné à Paris, de parler de ce qu'on ne sait pas. L'auteur n'a pas lu, ou n'a pas compris une seule ligne de nos lois; et pour réfuter son ouvrage, avec tout le détail nécessaire, il suffit d'écrire sur les marges à l'extrémité de chaque ligne " *Cela n'est pas vrai* ".

extirper un abus funeste au bon ordre, avoit pris le parti de faire donner, sur le champ, des coups de nerfs de bœuf à tout homme sans aveu et sans profession trouvé la nuit dans les rues avec un stilet dans sa poche. — C'étoit, je crois, un petit mal pour ceux qui dormoient, et qui ne vouloient pas porter de stilet. Ce qu'il y a de sûr, c'est que, suivant les mêmes relations, ces misérables qui bravoient dix ans de galères, redoutèrent la punition Turque. — Sans doute, on pouvoit punir ces hommes d'une autre manière. Peut-être elle auroit mieux réussi; peut-être plus mal : les loix doivent être adaptées au génie des peuples, à la nature des délits, aux localités de tout genre, dont il est impossible de juger de loin. On a beaucoup crié, par exemple, contre la sévérité des anciennes loix Françaises, et vous verrez qu'en France il en faudra toujours venir à ce système, et que les Magistrats du grand siècle, contre lesquels on a tant invectivé, avoient très-bien jugé leur nation en lui donnant des loix terribles.

Une peine grave infligée sans preuve légale est certainement un grand mal ; mais, nulle part vous ne trouverez que les loix de S. M.

le Roi de Sardaigne , donnent à la Puissance militaire , le droit d'infliger des peines ; tout se réduit au droit d'arrêter , dans certains cas : si donc il y a eu des abus dans ce genre , ils étoient hors de la loi : et je ne doute nullement qu'ils ne fussent sur le point de disparaître entièrement par le seul ascendant de la raison. Il est impossible qu'un peuple entier demande sagement une réforme sans qu'elle s'exécute. La répugnance d'un Souverain , à corriger les abus , est presque toujours fondée sur les torts des frondeurs : ils prennent le ton de la révolte et de la sédition : ils insultent l'autorité , et lui inspirent des allarmes légitimes ; ensorte que , de peur de se voir forcée , elle résiste même aux réformes utiles. Les gens sages qui aiment mieux les abus que les révolutions , irrités de même contre l'audace des novateurs , se mettent à aimer de rage ces mêmes abus , qu'ils ne faisoient que supporter. Ainsi , se forment les partis , les haines politiques et tous les maux qui en sont la suite. Ne perdez pas de vue cette grande vérité ; que les gouvernemens n'ont jamais d'autres défauts que ceux des peuples gouvernés. Les révolutionnaires François triomphent lorsqu'ils font le tableau de l'étonnante

corruption de l'ancien régime : mais, ces vices dont ils parlent, sont les vices des François, qui les ont portés tous dans leur ridicule et horrible République. L'unique différence c'est que la monarchie, quoique gangrenée dans l'intérieur, se soutenoit, cependant, par le seul aplomb et par l'appui extérieur des anciennes coutumes, comme ces vieux arbres qui vivent par leur écorce et font encore l'ornement des forêts tandis que le trône consumé par le tems est devenu le repaire de mille insectes hideux : au lieu que la République éphémère, dépourvue de l'appui qui soutenoit la Monarchie, n'est qu'un édifice construit avec du sable pétri dans le sang, et ne doit pas durer plus long tems que l'accès de fièvre qui tourmente les François dans ce moment. Les Politiques, à deux sous la feuille, vous disent depuis quatre ans, et, peut-être, vous ont fait croire que les princes peuvent faire tout ce qui n'est pas défendu par une loi fondamentale ; si vous croyez cela, vous vous trompez plus qu'il n'est possible de vous l'exprimer. Comme il y a toujours dans la musique quelque chose qu'il n'est pas possible de noter, il y a de même dans tous les gouvernemens quelque chose

qu'il n'est pas possible d'écrire. Les Jurisconsultes Romains ont jetté sans prétention dans le premier chapitre de leur Collection, un fragment de jurisprudence Grecque bien remarquable. "*Parmi les loix qui nous gouvernent,* „ dit ce passage, *les unes sont écrites et les autres ne le sont pas*". Rien de plus simple et rien de plus profond. De là tant de bévues des voyageurs qui croient nous avoir fait connoître l'état politique d'un peuple, lorsqu'ils nous ont copié à la hâte quelques-unes de leurs loix écrites. Le gouvernement marche chez les Anglois, à-peu-près aussi-bien que le comporte notre foible nature; transportez ce gouvernement en France, avec toutes ses pièces, jusqu'à la plus petite; tout ira mal. Connoissez-vous quelque loi Turque ou Persane, qui permette expressément au Souverain d'envoyer un homme à la mort, sans le ministère intermédiaire d'un tribunal? Connoissez-vous quelque loi écrite, même religieuse, qui le défende à nos Rois ou aux autres Souverains de l'Europe chrétienne. Cependant, le Turc n'est pas plus surpris de voir son maître envoyer le cordon fatal, que de le voir aller à la Mosquée. Il croit avec toute l'Asie; et peut-être même avec
toute

toute l'antiquité , que le droit de mort exercé immédiatement dans certaines occasions , est un appanage légitime de la Souveraineté. Mais nos Princes frémiroient à la seule idée de condamner un homme à mort ; parce que , suivant notre manière de voir , cette condamnation seroit un meurtre. Suivez cette observation , et vous verrez que le véritable caractère des gouvernemens est beaucoup moins déterminé par les loix écrites que par les préjugés ; qu'on abuse de ce dernier mot en le prenant toujours dans une acception odieuse ; qu'il y a d'excellens *préjugés* , qui sont les plus anciennes et les plus saintes des loix ; que tous les gouvernemens sont bons parce qu'ils sont le résultat de la convention tacite des hommes réunis , et l'expression réelle de leur assentiment , fondé sur leur caractère , et sur des circonstances sans nombre qu'il est impossible de connoître toutes(*) ; que l'art de réformer les gouvernemens

(*) Ensorte que Pope a dit , avec autant de vérité que d'élégance , dans l'Essai sur l'homme , si je ne me trompe :

For forms of government let fools contest !

Whate'er is best administred , is best.

c'est-à-dire. " Que les sots disputent sur la meilleure espèce

ne consiste pas du tout à les renverser pour les refaire sur des théories idéales , mais à les rapprocher de ces principes internes et cachés , découverts dans les tems anciens par le bon sens antique et l'instinct machinal de chaque peuple. Que le siècle de la raison précède heureusement , par-tout , le siècle des dissertations , et que , presque toujours , les gouvernemens sont faits lorsqu'on commence à écrire les loix.

En examinant de sang-froid tout ce qu'on a dit sur le sujet important de la juridiction militaire , vous verrez que le Roi peut aisément prévenir tous les abus , par quelques lignes de règlement qui mettront toutes les choses à leur place , et fixeront le devoir et la puissance de tout le monde. S'il y a eu des abus , (et quel pays n'en présente aucun ?) c'est à présent , moins que jamais qu'il faut en demander le redressement par des insurrections ou par des déclamations fanatiques. D'abord , il n'est pas douteux que les Souverains vont s'occuper de plusieurs systèmes d'amélioration : la secousse terrible que vient d'éprouver l'Europe , l'exige

„ de gouvernement : le meilleur est celui qui est le mieux
„ réglé .”

absolument ; et vous verrez que , dans ce cas , comme dans mille autres , le bien résultera du mal. D'ailleurs , lorsque la mer en furie sera rentrée dans ses bords , personne ne connoît l'espèce de limon dont elle aura couvert le rivage. Pour effacer jusqu'aux dernières traces des principes désorganiseurs jettés sur notre malheureuse terre , le gouvernement aura besoin d'être assisté par l'esprit public ; ne lui refusons point cette assistance sacrée : abjurons l'aigreur , le ressentiment , les misérables jalousies ! Soyons tous frères , et travaillons d'un commun accord au bonheur de la grande famille. Sujets fidèles de toutes les classes et de toutes les provinces , sachez être Royalistes ! autrefois , c'étoit un instinct , aujourd'hui , c'est une science. Serrez-vous autour du trône et ne pensez qu'à le soutenir. Si vous n'aimez le Roi qu'à titre de bienfaiteur , et si vous n'avez d'autres vertus que celles qu'on veut bien vous payer , vous êtes les derniers des hommes. Elevez-vous à des idées plus sublimes , et faites tout pour l'ordre général. La majesté des Souverains se compose des respects de chaque sujet. Des crimes et des imprudences prolongées ayant porté un coup à ce caractère auguste , c'est à

nous à rétablir l'opinion, en nous rapprochant de cette loyauté exaltée de nos ancêtres : la philosophie moderne a tout glacé, tout rétréci : elle a diminué les dimensions morales de l'homme, et si nos pères renaissent parmi nous, ces géans auroient peine à nous croire de la même nature. Ranimez dans vos cœurs l'enthousiasme de la fidélité antique, et cette flamme divine qui faisait les grands hommes. Aujourd'hui on diroit que nous craignons d'aimer, et que l'affection solennelle pour le Souverain, a quelque chose de romanesque qui n'est plus de saison : si l'homme distingué par ces sentimens vient à souffrir quelque injustice de ce Souverain qu'il défend, vous verrez l'homme au cœur desséché jeter le ridicule sur le sujet loyal ; et quelquefois même, celui-ci, aura la foiblesse de rougir. Voilà comment la fidélité n'est plus qu'une affaire de calcul. Croyez-vous que du tems de nos pères, les gouvernemens ne commissent point de fautes ? Vous ne devez point aimer votre Souverain, parce qu'il est infail-
 ble, car il ne l'est pas ; ni parce qu'il aura pu répandre sur vous des bienfaits ; car, quand il vous auroit oublié, vos devoirs seroient les mêmes. Il est heureux de pouvoir joindre la

reconnaissance individuelle à des sentimens plus élevés et plus désintéressés ; mais quand vous n'auriez pas ce bonheur , n'allez pas vous laisser corrompre par un vil dépit , qu'on appelle *noble orgueil*. Aimez le Souverain comme vous devez aimer *l'ordre* ; avec toutes les forces de votre intelligence : s'il vient à se tromper à votre égard , vengez-vous par de nouveaux services : est-ce que vous avez besoin de lui pour être honnêtes ? ou ne l'êtes-vous que pour lui plaire ? les admirateurs enthousiastes de la démocratie ne cessent de répéter que le peuple ne doit rien à personne , et que chaque individu lui doit tout : qu'*Aristide* n'avoit pas droit de murmurer en écrivant son nom sur la coquille fameuse , et que ses devoirs n'avoient pas changés après l'injustice atroce qu'il recevoit de ses concitoyens. J'adopte volontiers ces idées exaltées pourvu qu'on les généralise , et qu'on les applique au *Souverain* quelconque. Quoi ! je devrai pardonner au vil *Proletaire* qui demande injustement ma mort où mon exil sur la place publique , et je ne pardonnerai pas à mon Roi un passe-droit ou quelque'autre erreur , qui même , n'en sera une , peut-être , qu'aux yeux de mon amour-propre. — Quel délire ! loin

de nous ces systèmes faux ou exagérés qui ne sont propres qu'à nous perdre. Respectons les anciennes maximes, d'autant plus que l'amour pour le Souverain doit renforcer, parmi nous, l'amour pour la Souveraineté : laissons à l'opinion publique le soin de faire justice comme elle pourra, des fautes qui nous ont livrés aux François : ces fautes sont absolument étrangères au Roi qui en est la victime autant que nous. Nous a-t-il jamais regardés comme des étrangers ? s'est-il isolé de nous ? a-t-il regardé froidement notre perte comme un arrangement personnel, ou comme l'élément d'un calcul politique ? Non, non : pour son cœur paternel, pour sa tendresse royale, *il n'y a point de Mont-Cenis*. Nos malheurs sont les siens ; et depuis le moment fatal qui nous a fait changer de maîtres, à travers l'effroyable cahos qui a suivi la conquête, son œil ne s'est point égaré : loin de nous juger d'une manière sinistre ; loin de généraliser les erreurs du petit nombre, il a su, bientôt, repousser les jugemens d'une opinion trompeuse et nous consoler de ses injustices. Il n'est pas seulement le Souverain, il est l'ami de la Savoie : rendons - lui donc amour pour amour, et servons - le comme ses pères furent

servis par les nôtres. Vous, sur-tout, membres du premier ordre de l'état (*), souvenez-vous de vos hautes destinées : si votre attente a pu être trompée sur quelque chose : si vos cœurs froissés n'ont pas trouvé d'abord le remède qu'ils attendoient ; songez aux malheurs du moment, à des circonstances uniques, aux jugemens généraux, que la sagesse même n'avoit point encore eû le tems de particulariser, songez à tant de préoccupations, et aux mal-entendus qui en furent la suite. Que vous dirai-je ? si l'on vous avoit demandé votre vie, vous l'auriez offerte, sans balancer, vous auriez tous volé sur le champ de bataille ! eh bien : la patrie demande quelquefois des sacrifices d'un autre genre, et non moins héroïques, peut-être, précisément parce qu'ils n'ont rien de solennel, et qu'ils ne sont pas rendus faciles

(*) On a publié une brochure intitulée, "*Exposition de la conduite d'une partie de la Noblesse Savoisienne*". Ouvrage d'un homme très-François et très-irrité : il faut bien la lire, puisqu'elle est faite ; mais l'auteur me permettra d'observer, avec les égards dûs à tout cœur profondément ulcéré, que nul homme n'a droit, sur-tout, sous le voile de l'anonyme, de faire parler des individus, ou des corps dont il n'a reçu aucune commission, à moins qu'il n'élève la voix que pour exprimer des sentimens de loyauté et d'allégeance.

par les jouissances de l'orgueil. Aimer et servir ; voilà votre rôle. Souvenez-vous en, et oubliez tout le reste ; comment pourriez - vous balancer ? vos ancêtres ont promis pour vous.

Teiles sont les réflexions que j'ai cru devoir présenter , non pas seulement à la Savoie , mais à ma patrie , en général. Je connois l'extrême délicatesse du sujet que je viens de traiter ; mais je suis rassuré par la pureté de mes intentions. Je crois la conscience un guide infailible ; pourquoi ne tromperoit - elle que moi ? S'il existe dans cet écrit une seule ligne où la passion ait osé se montrer à mon insçu , je suis le premier à la condamner : mais je prie l'Ange de *Sterne* , de laisser tomber une larme sur cette ligne.

6 Juin 1793,

QUATRIÈME LETTRE.

*Idee générale des Loix et du Gouvernement de
S. M. le Roi de Sardaigne, avec quelques ré-
flexions sur la Savoie en particulier.*

*Non ego te meis
Chartis inornatum silebo.*
HOR.

HEUREUX les peuples dont on ne parle pas !
Le bonheur politique , comme le bonheur do-
mestique n'est pas dans le bruit ; il est fils de
la paix , de la tranquillité , des mœurs , du res-
pect pour les anciennes maximes du Gouver-
nement et de ces coutumes vénérables qui tour-
nent les loix en habitudes et l'obéissance en
instinct.

Cet état est précisément celui dont vous jouis-
siez : nul Etat de l'univers ne présentait plus
d'ordre , plus de sagesse , plus d'uniformité ,
plus d'horreur pour les innovateurs et les gens
à projets.

Ce qu'on craignoit par-dessus tout dans notre
Gouvernement , c'étoit les secousses , les inno-
vations , les mesures extrêmes , et les coups

d'éclat, dont on a presque toujours à se repentir.

Tout se faisoit en silence ; mais tout se faisoit bien ; et c'est un fait incontestable, que sur presque tous les points de l'administration, nous avons devancé la plupart des autres peuples.

L'art de gouverner sans se brouiller avec personne, et sur-tout avec l'opinion, est aussi ancien que la maison de Savoie. Ce talent a brillé sur-tout dans les matières religieuses, qui ont causé ailleurs de si grands troubles dans les tems anciens, et qui ont toujours été si bien réglées parmi nous (*).

Comment donc est-il arrivé que dans ces derniers tems, on paroissoit oublier parmi vous la maxime célèbre ; *Le mieux souvent est l'ennemi du bien* ? Hélas ! c'est que notre malheureuse espèce est rarement dirigée par la raison : c'est que l'homme est inquiet par sa nature, et toujours porté à chercher une meilleure situation, au lieu de jouir en paix des agrémens de

(*) Le fameux Sarpi écrivoit déjà dans le XVI^e siècle à son ami Lefchassier, à Paris. *Dux Allobrogum Franciæ proximus sæpius jurè Francico utitur, RELIQUIS ITALIS, RES EJUS MAGNA EX PARTE IGNORANTIBUS. P. Sarpii op. in-4^o. Tom.*

la sienne : c'est enfin parce que les agitateurs François épuisoient leur tactique infernale pour vous corrompre ; qu'ils prenoient même la parole , et parloient pour vous , sans aucune commission , le langage des séditeux.

Enfin ; il seroit inutile de revenir sur le passé ; le mal est fait : il ne s'agit plus que d'en tirer parti. Les vœux d'une coupable minorité l'ont emporté sur les craintes et sur l'horreur du reste de la nation. Cette minorité vouloit la conquête et la révolution ; nous avons eu l'un et l'autre. A présent vous pouvez comparer et juger. La *liberté* et l'*égalité* sont venues se présenter à vous sous les habits de deux divinités ; mais bientôt , jettant ces habits trompeurs , et déployant leurs ailes funèbres , elles ont plané sur notre malheureuse terre et montré les haillons sanglans et les serpens des furies.

C'est le moment de ramener l'œil de l'observation sur ce que vous avez perdu. Les passions sont à peu près réduites au silence , les cris d'un tas de vils séditeux et de coupables désespérés ne peuvent plus étouffer la voix de la raison : comparez l'état où vous êtes à celui dont on vous a privés ; l'avantage du contraste répandra un lustre particulier sur l'ancien gouvernement.

On a déclamé parmi vous comme ailleurs contre la Noblesse, contre le Clergé, contre les privilèges : on a hurlé contre le despotisme, la tyrannie, le monstre féodal, etc. etc. On vous a dit avec un courage merveilleux (*). “ Que „ lorsque les Rois vous tenoient dans les fers, „ ils vous annonçoient le plus souvent sous le „ nom de loix ce qu’un cruel génie inventoit „ pour aggraver votre servitude et vous rendre „ plus malheureux ; que ces tems de calamités „ n’étoient plus ; la raison éternelle et la souveraineté du peuple, ayant exercé dans l’Assemblée Nationale des Allobroges, l’empire „ suprême que les armes françoises leur avoient „ reconquis : que ce ne seroit plus la volonté „ d’un despote ou de ses ministres fourbes et „ ineptes, qui seroit proclamée au peuple, „ mais la volonté nationale : que vous ne verriez plus d’édits pour pressurer la dernière „ partie de votre subsistance, ou pour enchaîner vos bras et votre industrie ; mais des loix

(*) Adresse aux Allobroges, ou Manifeste du 14 Novembre 1792, portant publication et enregistrement des procès-verbaux de l’Assemblée Nationale des Allobroges ; publié de la part de la Commission provisoire d’administration. Procès-verbaux, p. 72 et suiv.

„ salutaires qui briseroient pour jamais vos
 „ chaînes , et qui vous délivreroient de ces
 „ impôts désastreux qui ne furent jamais com-
 „ binés et établis que par l'orgueil et l'igno-
 „ rance au mépris des droits de l'homme. . . .
 „ Que la Royauté , ce fléau des peuples , la
 „ noblesse héréditaire , tous les privilèges et
 „ tous les genres d'oppression qui les suivent ,
 „ avoient été abolis , ainsi que la dîme deve-
 „ nue odieuse et injuste à tant de titres : que
 „ la Gabelle , le Cens et tous ces impôts créés
 „ au milieu des excès de la tyrannie et de la
 „ féodalité ; ces institutions qui sacrifioient le
 „ sang et les sueurs du peuple à l'entretien des
 „ Palais (*) et des Châteaux , avoient été anéan-
 „ tis : que tous ces corps séculiers et réguliers
 „ qui ne se recrutoient qu'en morcelant les
 „ familles , et qui ne subsistoient qu'en étouf-
 „ fant les générations dans un égoïsme scanda-
 „ leux (†) avoient de même été abolis ; et que
 „ les biens qu'une piété aussi aveugle que trom-

(*) Les Palais de Savoie ! c'est un peu fort : mais il ne faut pas chicaner des gens d'esprit qui ont dit plus haut L'EMPIRE SAVOISIEN ! Proc. verb. 23 Octobre 1792. p. 9.

(†) Je plains beaucoup *une génération étouffée dans un égoïsme* ; cette mort doit être cruelle.

„ pée , avoit soustrait en détail à la fortune nationale pour en alimenter une oisiveté superstitieuse , avoient été déclarés appartenir à la masse de la nation ”.

Voilà certes de grandes accusations contre le gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne : on n'en a pas accumulé davantage contre l'ancien régime de France. Discutons - les froidement. Raisonçons ; ou plutôt , ne raisonnons pas : citons des faits , et opposons tableau à tableau.

Le Clergé et la Noblesse ne formoient point un corps séparé dans l'Etat : la première de ces deux classes ne possédoit d'autre autorité que celle qui étoit nécessaire à l'exercice de ses fonctions. Le Gouvernement protégeoit cette autorité et la contenoit dans ses bornes.

La Savoie jouissoit des libertés de l'Eglise Gallicane , et l'exercice de ces libertés maintenu très-sévèrement n'a jamais compromis le respect dû à l'autorité légitime de l'Eglise. Le Piémont de son côté est un pays d'obédience qui a reçu les tribunaux d'inquisition ; mais cette juridiction , dirigée par des mains dirigées ; n'est véritablement qu'une arme défensive , et ne sauroit blesser que l'homme assez fou pour se jeter sur elle.

On conviendra qu'il faut quelque habileté pour tirer parti des deux systèmes, et les soutenir sans inconvéniens.

Le Haut Clergé ne connoissoit ni l'opulence, ni le faste qui la suit ; il jouissoit de cette aisance précieuse qui empêche d'être méprisé et qui permet d'être bienfaisant. Ses mœurs étoient édifiantes et sa conduite exemplaire. Toujours accessible à ce qu'on appelloit ailleurs, le *Bas-Clergé*, (expression qui nous étoit inconnue) les hommes les plus difficiles ne l'ont jamais accusé de morgue : mais si la morgue ne lui étoit pas permise, la dignité lui appartenoit. Lorsque des circonstances rares permettoient à un Evêque de quitter son Diocèse et de paroître à la Cour, on ne l'y nommoit point *M. l'Abbé* : il étoit une *Grandeur*, au pied de la lettre ; un véritable *Seigneur spirituel* : il avoit les entrées, personne ne pensoit à lui envier cet honneur, et le peuple apprenoit de ses Souverains à révéler ses Pontifes.

L'ordre des Curés jouissoit de toute la considération nécessaire. La Noblesse même paroisoit assez souvent dans cette classe ; et tandis qu'on voyoit un Gentilhomme occuper une Cure, on voyoit le mérite sans ayeux briller

sous la mitre. Vous avouerez, j'espère, que tout ne va pas si mal lorsqu'on ne peut montrer aucune place au-dessous du premier ordre de l'état, et aucune place au-dessus du second.

En général le Clergé étoit édifiant, austère même, et tout-à-fait étranger aux dissipations : (*) il n'avoit que l'influence nécessaire : il ne pouvoit persécuter, et ne persécuteroit réellement que les vices, par ses exemples et par ses conseils.

Les revenus attachés à chaque bénéfice étoient différens, et celle doit être : l'égalité, dans ce genre comme dans tous les autres est ridicule et même impossible. Le Pasteur de Campagne est riche avec 2000 liv. de rente, là où le plus riche individu de son troupeau possède à peine le quart de ce revenu, et l'Evêque au milieu d'une ville ne pourroit jouir de la considération dont ses fonctions ne peuvent se passer, s'il n'avoit pas des reve-

(*) Depuis quelques mois une portion considérable de ce Clergé jouit des bienfaits de l'hospitalité chez des peuples voisins, je puis hardiment invoquer leur témoignage en sa faveur, je crois qu'il a quelquefois droit sur leur estime comme ils en ont sur son éternelle reconnaissance.

nus proportionnés à sa dignité. Comme il y a d'ailleurs , dans l'Eglise Catholique une hiérarchie dans les fonctions ecclésiastiques , il y en a une aussi dans les revenus ; et cette double hiérarchie est utile. Il est des préjugés dont l'homme ne peut se défaire. Il faut que l'Eglise soit respectée, et pour qu'elle le soit , il faut que les premières classes de la société ne dédaignent point d'en faire partie. Le Clergé entier participe à cette illustration. L'éclat qui environne le Cardinal jette un reflet utile jusques sur le Presbytère de Campagne. Tout se tient dans l'ordre moral et politique : gardons-nous des extrêmes , et surtout de ces systèmes aériens fondés uniquement sur ce qu'on appelle *la Raison* , et qui n'est cependant que le *Raisonnement*. (*) Encore une fois , l'homme a besoin de préjugés , de règles pratiques , d'idées sensibles , matérielles , palpables. Vous ne le menerez point avec des syllogismes ; et telle est la nature de cet être tout à

(*) Tout le monde connoît les vers charmans de Molière ,
Raisonner est l'emploi de toute la maison ,
Et le Raisonnement en bannit la Raison.

Le dernier est la devise de la France dans le dix-huitième siècle.

la fois si grand et si petit, qu'il n'est sûr de ses vertus mêmes que lorsqu'il les a tournées en préjugés.

Venons à la Noblesse : vous savez à quoi se réduisoient ses privilèges : à nommer des Juges de Terres qui étoient examinés et approuvés par le Sénat. Le Vassal ne pouvoit changer son Juge ni proroger ses fonctions au-delà du terme de trois ans fixé par la Loi. Dès que l'intérêt du Seigneur se trouvoit mêlé dans une affaire, son Juge cessoit d'être compétent pour en connoître, et la cause étoit portée en première instance au Tribunal du Préfet de la Province. Les fermiers et les agens des Seigneurs, étoient exclus des Conseils d'administration, dans leurs Paroisses; et les Intendans, Promoteurs des droits des Communes étoient chargés d'y veiller.

L'amusement de la chasse étoit encore laissé aux Seigneurs par le plus grand nombre des investitures; et ce n'étoit point un mal. Le bon ordre exige impérieusement que la chasse soit très-restreinte. Elle entraîne des abus considérables, elle ôte au peuple le goût du travail. Le laboureur ou l'artisan chasseur est bientôt ruiné; c'est donc un bien que toute per-

sonne ne puisse s'adonner librement à cet exercice. D'ailleurs, la chasse, dans le fait, n'étoit rien parmi nous : point de chasse à cheval ; presque point de fauve ; et si un Seigneur avoit fait une trouée dans la haye d'un pauvre homme, celui-ci n'avoit-il pas droit de l'amener devant les Tribunaux, et de se faire dédommager ? Enfin, personne n'ignore que très-peu de Seigneurs attachoient de l'importance à ce droit de chasse si restreint et si innocent. C'est un fait constant qu'on chassoit de tout côté ; que tout artisan et tout paysan avoit son chien et son fusil, et qu'on s'est plaint mille fois de cet abus.

La Noblesse n'étoit donc réellement qu'un titre honorifique utile à l'état par les obligations plus étroites qu'il imposoit aux Nobles, et qui n'a jamais nui à personne puisqu'il ne donnoit qu'une distinction purement morale sans aucune espèce de puissance sur les personnes.

La richesse n'étoit pas plus l'apanage de cette classe que le pouvoir : elle étoit fortuite parmi les Seigneurs comme parmi les particuliers. Quelques fidéicommiss réduits à quatre degrés pouvoient, tout au plus, la perpé-

tuer un peu plus long-tems dans leurs familles.

Il faut avouer que l'influence naturelle de la Noblesse , dans l'exercice des emplois est un puissant ressort entre les mains du gouvernement. On ne sauroit croire combien cette prépondérance personnelle ajoute de force à l'ascendant de l'autorité déléguée : (*) on plie sans répugnance sous l'autorité de l'homme dont le père étoit déjà au - dessus de nous : mais à l'égard d'un homme nouveau, le respect , comme dit une vieille maxime, est réellement *quelque chose de forcé qui ne demande qu'à finir*. En vain la raison dit à l'envie que tout doit commencer ; qu'en jalousant l'élévation du mérite, elle travaille contre elle - même , puisqu'elle a les mêmes prétentions , et que son espoir peut-être réalisé demain. Rien ne peut nous apprendre à plier de bonne grace sous nos égaux de la veille, il faut à l'homme nouveau beaucoup de tems et un mérite supérieur pour obtenir enfin cet ascendant, qui rend l'autorité aimable en la dispensant des actes durs et mortifiants.

Mais comme il faut bien se garder de don-

(*) Bacon. Essais de morale et de politique, chap.

ner trop d'extension à cette idée, qu'on cherche dans l'univers un pays où le mérite seul conduise plus sûrement aux grandes charges de l'état, où l'on trouve en plus grand nombre, de ces hommes,

. *favorisés des Dieux,*
Qui sont tout par eux-mêmes et rien par leurs ayeux.

Tous les jours les grands emplois faisoient passer dans la Noblesse des hommes qui obtenoient ainsi une illustration marquée, sans devenir tout-à-coup les égaux du Gentilhomme de race ; ce qui, heureusement, n'est pas possible. La Noblesse est une sémence précieuse que le Souverain peut créer ; mais son pouvoir ne s'étend pas plus loin : c'est au tems et à l'opinion qu'il appartient de la féconder.

Venons aux privilèges pécuniaires. — Faut-il parler des *immunités* du Clergé ? Ce mot étoit sur le point de devenir une plaisanterie. Ce que nous appelions *l'ancien Patrimoine de l'Eglise*, (*) jouissoit de l'exemption des im-

(*) On donne ce nom aux biens que l'Eglise possédoit en 1564 ; date de l'Edit d'Emanuel - Philibert, qui commença à gêner les acquisitions des gens de main - morte ; mais seulement sous le rapport féodal, et sans frapper les yeux du Peuple par une nouveauté trop marquante ; méthode invariablement adoptée par nos Princes.

pôts ; mais vous ne vous êtes , peut - être , jamais donné la peine d'apprendre que cette exemption ne se montoit qu'à la somme de 30,000 livres (*) sur toute la Savoie ; tout le monde sait d'ailleurs qu'on l'a réduite au tiers dès qu'on l'a pu sans inconvénient ; et l'exemption entière alloit disparaître au moment où la Savoie fut envahie.

Le privilège des biens féodaux est encore un objet imperceptible qui ne peut choquer personne. Cette exemption n'étoit que de 22,000 liv. sur toute la Savoie , et d'ailleurs elle n'étoit que la compensation des *cavalca-*
des et autres devoirs du fief imposés sur les biens féodaux , et qui en rendoient la condition détériorée.

Vous savez d'ailleurs que les biens féodaux

(*) Comme je parle ici pour la première fois de livres de Savoie , les lecteurs étrangers voudront bien observer que la valeur intrinsèque de la livre de Savoie et celle de la livre Tournais sont entr'elles , à très-peu de chose près , dans la proportion de 6 à 5 ; ensorte que le Louis de France ne vaut physiquement que 20 liv. de Savoie ; ou , si l'on veut une exactitude rigoureuse , 20 liv. 6 deniers ; le pair légal baisse un peu le Louis au - dessous du pair physique ; mais pour la commodité du calcul , il n'y a pas d'inconvénient de l'évaluer à 20 liv. de Savoie.

et ceux de l'ancien Patrimoine de l'Eglise avoient été assujettis comme les autres, à toutes les impositions fixées pour les dépenses publiques, dont ces fonds ressentent l'avantage comme les autres. Où sont donc les privilèges ? où sont les abus ?

Aucun emploi civil, militaire ou économique n'étoit entaché de vénalité, nous ignorions les survivances, et ces espèces de fidéï-commis odieux, qui rendoient ailleurs certains emplois, le patrimoine de quelques familles. Toutes les carrières étoient ouvertes au mérite. Toujours, on le recherchoit; quelquefois on se trompoit comme ailleurs : mais comme on ne parvient aux grands emplois chez le Roi de Sardaigne qu'en passant par tous les grades intermédiaires, l'autorité a le tems d'écouter la voix publique et de se réformer.

Personne ne pouvant obtenir un grand emploi sans avoir passé par tous les grades, cet ordre de choses favorise puissamment une autre maxime du gouvernement Piémontois, dont on ne sauroit trop vanter la sagesse; c'est que nulle profession et nul emploi ne sont

censés au-dessous de la Noblesse. (*) Aucun préjugé n'empêche un Gentilhomme de chercher la fortune ou l'illustration dans toutes les carrières où il se trouve appelé par son goût et par ses talens. La Noblesse qui est le sang de la Monarchie peut donc circuler librement dans toutes les veines de l'état : il suffit de savoir tirer parti de cet avantage inappréciable pour qu'aucune classe d'hommes ne puisse devenir ennemie par essence de la Noblesse, et par conséquent de la Monarchie. Voulez-vous sentir tout le prix de cet avantage ? il

(*) Il faut seulement en excepter les emplois, non-seulement très-subalternes, mais qui de plus sont isolés, et ne conduisent à aucun emploi supérieur. Lorsque S. M. nous honora de sa présence, en 1775, on vit à Chambéry deux ou trois femmes d'Avocats à la Cour : c'est que ces Avocats étoient de fort bons Gentilshommes. Le Roi étoit le maître de ne pas les avancer dans la Magistrature ; mais la distinction attachée à la naissance demeurait intacte, puisqu'elle ne peut se perdre que par l'exercice d'une profession dérogeante ; les étrangers qui liront ceci comprendront comment toutes les puissances sont balancées chez le Roi de Sardaigne, comment la femme de l'homme le plus élevé en dignité, le plus influent dans l'état peut jalouser celle d'un subalterne des bureaux de son mari ; comment, comment, etc. etc., et ils apprendront (peut-être) à ne pas écrire le tableau des gouvernemens dans leur chaise de poste.

n'y a qu'à supposer que, dans une Monarchie quelconque, la Noblesse s'éloigne tout-à-coup de tous les emplois civils: il se formera sur le champ dans l'état deux puissances distinctes, d'abord rivales, et bientôt ennemies ouvertes: on verra d'un côté l'influence héréditaire, et de l'autre l'action du pouvoir délégué séparées par une ligne tranchante, se balancer, se heurter et se disputer l'autorité souveraine, dont la marche deviendrait on-doyante à mesure qu'elle obéirait à l'une ou à l'autre de ces deux forces. Le danger seroit égal à égale distance de la ligne droite.

Au fond, les emplois sont le patrimoine naturel du mérite sans ayeux: comment pourroit-il s'élever et sortir de l'obscurité si le gouvernement ne lui présente pas ce moyen? Mais il n'est pas moins infiniment utile qu'une quantité considérable de Nobles se jette dans toutes les carrières en concurrence avec le second ordre. Non-seulement la Noblesse illustre les emplois qu'elle occupe, mais, par sa présence, elle unit tous les états, et par son influence elle empêche tous les corps dont elle fait partie de se cantonner; elle crée partout un esprit Monarchique, et partout elle

combat toute action contraire à ce gouvernement. C'est ainsi, toute proportion gardée, qu'en Angleterre, la portion de la Noblesse Angloise qui entre dans la Chambre des Communes, tempère l'acreté délétère du principe démocratique, qui doit essentiellement y résider, et qui *brûleroit* infailliblement la Constitution sans cet amalgame précieux. (*)

Si d'un côté les maximes du Gouvernement Piémontois n'excluent aucune charge de l'honneur d'être exercée par un Noble, réciproquement elles n'excluent aucun homme, quelle que soit l'obscurité de sa naissance, de l'honneur d'exercer les premières charges de l'état. Les plus hautes dignités Ecclésiastiques, les premières Magistratures, et jusqu'aux places du Ministère ont toujours été remplies indistinct-

(*) Je sais que, dans le sens strictement légal, le *Lord* seul, en Angleterre, peut porter le titre de *Noble*; sur quoi un *profond* publiciste qui a réfuté *victorieusement* M. de Calonne, n'a pas manqué d'observer que, à *proprement parler*, *il n'y a point de Noblesse en Angleterre*. Au lieu de s'amuser à réfuter une assertion aussi profonde, il vaut mieux remarquer que cette *fonte* d'une partie de la Noblesse dans la Chambre des Représentans, est peut-être le trait le plus merveilleux de ce merveilleux gouvernement.

tement par des hommes nés dans le plus haut rang ou dans les classes inférieures.

Dans l'état militaire même, le tiers des officiers est pris dans ce qu'on appelloit en France *le Tiers-Etat* ; et nous en avons vu parvenir du rang de simple soldat à celui de général.

Sans doute le mérite dénué de naissance a besoin de plus d'efforts et de plus de bonheur pour s'avancer. Le gouvernement de Sardaigne ressemble en cela à tous les gouvernemens de l'univers : est-ce un mal ? je n'en crois rien : j'espère approfondir ce sujet dans une lettre particulière sur l'aristocratie héréditaire : en attendant , observez en passant qu'un des grands avantages de la Noblesse , c'est *qu'il y ait dans l'état quelque chose de plus précieux que l'or*. Souffrez donc patiemment que les services des pères soient le patrimoine des enfans , et que le Noble ait une espèce de droit acquis aux emplois lorsqu'il n'en est pas exclu par ses vices ou par son incapacité. Cette distinction qui vous blesse est infiniment avantageuse. C'est elle qui tient les richesses à la seconde place , et qui les empêche de devenir l'objet unique de l'ambition universelle , alors , tout est perdu ; on ne voit dans les

emplois que les revenus et l'honneur n'est qu'un accessoire ; mais l'honneur est trop fier pour supporter la seconde place : si on ose l'y condamner sa vengeance est toute prête ; il se retire. Combien d'exemples parmi nous du désintéressement antique ! Combien on pourroit vous citer de chefs de finance ou de Ministres qui sont morts dans une honorable pauvreté après avoir vécu sans faste, et supporté des travaux immenses. Dans les états du Roi de Sardaigne, et surtout en Savoie, il n'étoit pas aisé d'augmenter sa fortune par un emploi, sans voir diminuer sa réputation.

Si nous élevons nos regards jusqu'à nos Souverains, quel sujet du Roi de Sardaigne ne seroit pas fier de cette longue dynastie de Princes qui a produit tant de sages, tant de héros, et pas un tyran ; jamais la douce humanité n'est descendue de ce trône antique : depuis huit siècles elle n'a fait qu'y changer de nom. Qu'opposerez-vous, dans l'Europe, au génie vigoureux, au coup-d'œil d'aigle, à l'impétuosité créatrice de Victor-Amé II ; à la vaillance calme, à la probité politique, au bon sens infaillible de Charles-Emanuel III ?

et pour l'esprit naturel, les connoissances acquises, l'amabilité, l'inexprimable bonté, aucun Prince régnant ne peut être placé au-dessus de Victor-Amé III. Sa passion dominante, son désir de tous les instans est de répandre le bonheur autour de lui : ce noble désir n'a pour lui d'autres bornes que celles de la possibilité. Aussi la critique ne sait lui reprocher que d'être trop facile et trop libéral, c'est-à-dire qu'elle lui reproche d'être bon, car la nature humaine ne comporte pas des caractères si bien tempérés qu'ils n'aient pas même les défauts qui sont les excès des vertus. Ce reproche, au reste, seroit peut-être tolérable ou excusable dans la bouche du mérite oublié ; mais il est révoltant dans celle des personnes qu'il a comblées de ses bienfaits.

Regardez autour du Roi ; vous verrez sa famille entière donner le spectacle des vertus du vieux tems. Vous verrez de jeunes Princes très-appliqués, très-assidus à leurs devoirs dans tous les genres, échappant aux passions par la surveillance incorruptible qui les environne, et parvenant à l'âge mûr à travers les flots tumultueux d'un monde qui leur ressem-

ble si peu , sans avoir jamais attristé l'œil de la sagesse. (*)

Gardez - vous de blâmer cette étiquette roide qui veille à la porte de la Cour pour en bannir les tons évaporés, les parures extravagantes et les plaisirs *Majesticides*. Désirez au contraire, que cette duègne antique n'ait point de distraction : sans doute elle est un peu brouillée avec la joie , mais c'est pour le bonheur des peuples : laissez l'ennui secouer ses aîles sur un bal de cour ; c'est un petit mal pourvu qu'on saute gaîement dans nos *Vogues*. (**)

Rendons encore cette justice au Roi de Sardaigne que pour satisfaire son goût dominant pour la bienfaisance , il n'a mis aucun nouvel impôt : sans doute un Prince doit se défier de ses inclinations généreuses ; mais vous qui blâmez les suites de ce penchant ; hommes sévères ! Ah ! si jamais vous aviez payé les fantaisies du libertinage , que vous aimeriez payer celles de la bienfaisance !

(*) Belle Aréthuse , ainsi ton onde fortunée ,
Roule au sein furieux d'Amphitrite étonnée ,
Un crystal toujours pur et des flots toujours clairs ,
Que ne corrompt jamais l'amertume des mers.

(**) Fêtes et bals champêtres.

Quoiqu'en puisse dire la critique , il faudra toujours finir par admirer l'art prodigieux avec laquelle on conduit la machine depuis près de 60 ans , sans augmenter les impôts , et sans que le crédit ait souffert la moindre atteinte.

C'est ici la grande pierre de touche avec laquelle vous jugerez infailliblement tous les gouvernemens. La passion ment et calomnie , c'est son métier ; elle n'a ni conscience ni pudeur : mais dès que l'intérêt s'en mêle , ne craignez pas qu'il se trompe.

L'Assemblée Nationale disoit en 1789 comme ses échos Allobroges vous l'ont répété, il y a deux mois. " Les Nations ne manquent „ jamais à leurs engagemens ; leur foi est „ sacrée : les tyrans au contraire , " etc. (*)

Elle ouvrit donc un misérable emprunt digne de la République de Raguse ; un emprunt de 30 millions. On observa finement dans ces comices augustes , que la sureté de cet emprunt qui reposoit sur la loyauté de la Nation , permettoit d'offrir aux prêteurs un intérêt plus bas que l'ordinaire : cette observation

(*) Adresse du Conseil général du Département du Mont-Blanc aux Citoyens de ce Département, du 7 May 1793, page 2.

réussit, et l'on n'offrit que le $4\frac{1}{2}$ pour $\frac{9}{10}$; mais on prit la liberté de rire prodigieusement du quatre et demi, et l'on ne voulut point prêter.

M. Necker, fort de l'hypothèque morale, fit donc un nouvel effort; il proposa de meilleures conditions: il offrit de recevoir la moitié de ces 30 millions en argent et l'autre moitié en *papillotes*: mais la Nation qui connoissoit la nation, fut impitoyablement sourde et n'offrit pas un écu.

Et peu de tems auparavant ce même Ministre avoit pu, sans difficulté augmenter de 800 millions la dette du *tyran*.

Il est aisé de dire à un voleur, *je vous estime infiniment*; mais s'il s'avise de vous dire *prêtez-moi donc de l'argent*; oh! c'est autre chose.

Dans cette adresse immortelle que nos Sérénissimes Souverains vous ont faite pour vous persuader l'excellence des assignats, dont on avoit l'audace de douter un peu, je lis ce passage remarquable. (*)

“ Pour vous pénétrer de plus en plus de
» l'erreur profonde où vous avez été induits

(*) A l'endroit cité.

» relativement

relativement aux assignats ; réfléchissez un instant sur les billets d'Etat, qui circuloient dans la ci-devant Savoie. Ces billets n'étoient hypothéqués que sur le firmament, soit, comme on vous l'a dit tant de fois, sur les Royaumes de Chypre et de Jérusalem (*). ET CEPENDANT ILS AVOIENT OBTENU UN CRÉDIT SANS BORNES : les assignats hypothéqués sur des biens-fonds n'en obtiendroient pas autant ? " etc. c'est-à-dire. . .

Vous receviez sans difficulté les Billets du Roi de Sardaigne qui jouissoient d'un crédit sans bornes ; donc , à plus forte raison , vous devez rece-

(*) Un bel esprit de Carrefour ayant dit, que les billets du Roi de Sardaigne étoient hypothéqués sur le Royaume de Chypre et de Jérusalem, on ne sauroit croire à quel point cette épi-gramme a fait fortune parmi le beau-monde de la révolution Allobroge. On auroit pu de même reprocher au Roi de France, que les contrats sur sa bonne ville de Paris étoient hypothéqués sur le Royaume de Navarre ; et au Roi d'Angleterre que les billets de l'Echiquier, l'étoient sur le Royaume de France ; mais je ne vois pas que les bons plaisans de Londres et de Paris y aient jamais pensé. L'esprit est comme la grace ; chacun a le sien. *Unus quidem sic ; alius autem sic.* Au reste, nos maîtres qui ajoutent toujours aux premières découvertes ont jugé à propos d'accoler le FIRMAMENT au Royaume de Chypre, ce qui fait, sans contredit, un très-bel effet.

malgré une guerre dévorante : les billets d'Etat sont au pair , et loin de succomber sous cette rude épreuve , on peut espérer fermement que le crédit en sortira victorieux et plus robuste qu'auparavant.

Jusqu'à présent , le Ciel avoit assez aimé le Roi de Sardaigne pour lui refuser la gloire militaire. Le beau côté d'un règne entièrement pacifique ne peut être cherché dans les armes. Après 45 ans de paix , il est assez naturel que l'état militaire devienne une espèce de corporation de faveur où la Fortune armée d'un parchemin , et d'un extrait-baptistaire avance innocemment ses bons amis , sans s'inquiéter le moins du monde de leurs talens dans la tactique. Au fond , qu'importe encore ? Ces Messieurs font assez bien leur métier en tems de paix : mais la guerre vient-elle à s'allumer ? Le moment du péril appelle les talens et les classe sans erreur : en un clin-d'œil on voit disparaître les inutiles , les enfans , (jeunes ou vieux) ; les veaux-d'or , les *Pyrophobes* , et l'honneur national se réveille fièrement. Vous l'a-

recevoit de confiance , et qu'ils y avoient cours au pair sans la moindre difficulté.

vez vu déjà : pendant que les folliculaires françois qui sentent fort bien qu'on peut tout dire à ceux qui peuvent tout croire , amusoient la crédulité Nationale avec la prise du FORT DE L'ASSIETTE (*), une partie de notre armée déployoit pour son coup d'essai le plus grand courage dans les combats sanglans du 8 et du 12 Juin, et couvroit les barrières du Piémont de cadavres ennemis.

Il est impossible de prévoir les événemens futurs : ils dépendent trop de ce puissant Souverain que le grand FRÉDÉRIC appeloit *Sa Majesté le Hazard* ; mais , si nous voyons s'ouvrir des scènes plus importantes ; si le Roi vient se mettre à la tête de ses troupes , il combattra comme son Père , en Roi-Soldat ; avec la bravoure héréditaire dans la Maison de Savoie :

(*) Toute la Savoie fidèle a frémi lorsqu'elle a entendu célébrer de tout côté la prise du Fort de l'Assiette , et le haut fait d'armes de ces mille Grenadiers qui ont passé la Rivière à la nage pour monter à l'assaut les premiers. Calmez-vous sujets fidèles, il n'y a point de *Fort de l'Assiette* : cette Rivière traversée à la nage et dont on a oublié de vous dire le nom , est précisément aussi profonde et aussi poissonneuse que la Rivière de Gênes : et si les Français ont absolument résolu de nager au pied de l'Assiette , ils y nageront dans le sang.

l'armée sera digne de son Roi, et le Roi sera digne de son armée; nous vaincrons ou nous mériterons de vaincre.

Revenons au Gouvernement intérieur. Les François ont trouvé dans cette Savoie qu'ils ont envahie, ce qu'ils n'ont jamais possédé chez eux; une imposition territoriale assise sur ses véritables bases et calculée avec toute la sagesse dont une telle opération est susceptible.

Tout le sol de la Savoie fut estimé lorsqu'on exécuta ce grand travail, il y a 60 ans environ, comme on estime dans les Tribunaux un jardin, dont la valeur seroit l'objet d'un procès. L'attention fut portée au point qu'une étendue de terrain de 20 toises quarrées que vous appelez *journal*, fut souvent divisée en deux ou trois portions qui reçurent des estimations inégales, parce qu'on les trouva d'inégale bonté.

L'autorité sentant fort bien que les avances de l'agriculture ne sont pas disponibles, ne fit asseoir l'impôt que sur le *produit net* (*),

(*) Il est assez singulier que cette expression de *Produit net* ou de *Revenu net* qui a si fort retenti depuis dans les écrits des économistes, se montre comme base d'un système d'im-

dont elle se reserva le cinquième ; mais cette portion ne fut pas calculée sévèrement à beaucoup près ; et comme elle fut fixée en valeur numéraire , elle n'arrivoit guère dans ces derniers tems qu'au douzième du revenu net.

Tout le sol de la Savoie fut encore mesuré , et représenté par des cartes topographiques de la plus grande exactitude : chaque commune possède la sienne : là , toutes les propriétés particulières sont tracées fidèlement suivant leur véritable étendue et figure , sur l'échelle , commune pour tout le duché , d'une demi-ligne par toise. Chaque *Portrait* de ces différentes propriétés porte sur la carte un numéro invariable qui devient pour ainsi-dire , le nom de cette portion de terre. Le cadastre réunit tous ces numéros à côté des noms des propriétaires rangés en colonnes alphabétiques : deux colonnes parallèles expriment l'étendue de chaque pièce en journaux , toises et pieds ; et l'impôt qu'elle supporte , en Livres , sous et deniers.

Un second livre reprend tous ces nombres et les classe par ordre numérique : un troi-

position dans l'édit de la *Péréquation* du Roi Charles-Emanuel , qui ne se doutoit guères de l'existence de frère *Quesnay* et compagnie. Cet édit est du mois de Novembre 1728.

sième enfin , malheureusement fort négligé ,
marque tous les changemens des propriétés.

Cherchez quelque chose de mieux , ou peut-être même d'aussi bon en Europe. On parloit sur l'impôt territorial en France pendant que nous agissions : et c'est bien nos Souverains qui pouvoient dire de ces Dissertateurs élégans comme le sculpteur de Plutarque „ *Ce qu'ils ont* „ *dît nous le ferons* : ou , pour mieux dire , *Nous* „ *l'avons fait depuis long-tems* ”

Est-il nécessaire de vous parler encore de la modération de l'impôt territorial ? elle est connue de tout le monde. (*) Tous les autres impôts réunis à la taille ne formoient en Savoie qu'un dividende de six livres par tête , et de cinq même depuis la réduction du prix du sel. (**)

Ces derniers impôts portoient sur des consommations plus ou moins nécessaires. Je n'ignore pas qu'ils ont été blâmés dans ces derniers tems par des gens à systèmes ; mais ces

(*) Chaque journal ne payoit que sept sous , commune faite : le Terrain le plus précieux n'en supportoit que Cinquante. Et c'est encore à cette somme que s'éleveroit la quote-part de chaque habitant si l'on divisoit le Capital de la Taille par le nombre de têtes.

(**) On se rappellera l'évaluation de la livre de Savoie.

Novateurs n'ont pas fait fortune. Sans entrer dans cette discussion, contentons-nous d'observer que le préjugé général s'obstine à regarder cet impôt comme très-doux, très-utile, et même absolument indispensable.

Si ce préjugé a tort, il a tort avec Montesquieu, Smith et cent autres.

Au reste l'impôt indirect ne frappoit parmi nous sur aucun objet de première nécessité, excepté le sel dont le prix étoit fort léger. (*)

Un impôt infiniment précieux pour les Peuples, c'est celui qui portoit sur l'enregistrement des actes publics. Chez le Roi de Sardaigne la négligence ou la méchanceté ne peuvent rien sur cette foule d'actes qui règlent l'état et les Propriétés des hommes : à peine il sont écrits que l'autorité publique s'en empare et les tient à jamais sous sa garde. Certes ; le tribut modéré dont nous payons cette belle institution doit nous paroître bien léger.

Il est à-peine nécessaire de parler des douanes, objet imperceptible en Savoie.

La justice étant une dette rigoureuse du Sou-

(*) Le tabac, le plomb, la poudre, et le papier timbré étoient les seuls objets de vente exclusive.

verain envers ses sujets, l'impôt assis sur les jugemens pouvoit paroître, au premier coup d'œil, moins conforme aux Principes d'une saine politique. Mais c'est une charge ancienne à laquelle nous étions accoutumés : si on l'avoit changée contre un autre, peut-être que le changement auroit blessé les peuples : peut-être encore est-il bon, du moins jusqu'à un certain point, de semer des épines sur le chemin de la chicane. La raison ne peut rien sur elle ; est-ce donc un si grand mal que l'intérêt l'oblige à s'observer ? On feroit toujours la guerre si elle ne fesoit souffrir que l'humanité.

Quant à la perfection de la grande machine des finances ; considérée dans son ensemble, l'aisance et la prestesse des recouvremens, l'économie miraculeuse des régies, et l'exactitude rigoureuse de la comptabilité ; il seroit inutile d'appuyer sur ces objets universellement connus et admirés. On diroit qu'il existe dans l'état une force mécanique qui pompe l'impôt et le verse dans les coffres du Roi.

Si les François avoient apporté en Savoie des esprits assez calmes pour observer, ils y auroient trouvé ce qu'ils se vantoient tout au

plus de chercher pour leur usage ; l'assiette et la répartition la plus juste des impôts , avec les mesures les plus sages pour en assurer l'emploi et prévenir toute espèce d'abus.

Si quelques abus plus apparens que réels s'étoient glissés dans l'administration , c'étoit précisément pour s'être éloigné des anciennes règles et ne les avoir pas appliquées strictement aux nouvelles caisses créées pour de nouvelles entreprises.

Les Principales caisses étoient celle des affranchissemens et celle des ponts et chemins. Ce dernier objet n'étoit rien il y a 50 ans ; nous avions des chemins tels qu'il les falloit pour alimenter un commerce timide et paresseux qui ne savoit mettre en mouvement , que des mulets ; mais sous ce règne tout a changé , et la Savoie a vu de vrais prodiges dans ce genre. On peut opposer à tout le chemin de *Côte-rousse* aux portes de Chambéri , les digues d'*Yenne* et de *Chautagne* , et les chaussées de la Maurienne. Et quand on songe que le superbe Pont de *Rumilly* ne nous a coûté que cent-vingt-mille livres , on comprend un peu ce que c'est que l'économie ; véritable Thuma-

turge dont il est impossible d'apprécier la puissance.

Parmi tous les excès de cette révolution qui a si fort dégradé l'espèce humaine , je place dans un rang distingué cette rage barbare qui a sévi le long des grandes routes et sur les édifices publics , contre tous les monumens des Rois. Ainsi l'on a vu parmi nous les émules dégoûtants du délire français, chercher de tout côté le nom où les insignes de nos Princes , sur-tout ceux du Roi régnant , pour les faire disparaître. Vils apostats ! sauvages dégradés ! et que croyez-vous faire en portant vos mains impures sur ces Ecussons , sur ces Cippes , sur ces inscriptions destinées à transmettre à la postérité le souvenir des ouvrages utiles ? Vous ne faites qu'arrêter les regards sur des monumens qui n'étoient pas assez remarqués : Vous faites naître l'amour de l'indignation que vous inspirez ; vous avertissez la réflexion de s'arrêter sur cette puissance unique ; sur cette Providence temporelle toujours présente, toujours agissante , veillant par-tout au bonheur de tous , centre commun de tous les intérêts , et portant sur toutes les parties de son domaine la vie et l'activité. Votre ingratitude aveugle per-

fectionne l'œil de la reconnaissance , comme les blasphèmes de l'impie exaltent les adorations du sage.

Comment exprimer, par exemple, le sentiment que fait éprouver la stupide atrocité commise à Aix, où la main de ces barbares est venue briser l'inscription, et les armes du Roi qui décoroient le fronton du bâtiment des bains? J'aurois cru que cet édifice vraiment sacré sous tous les rapports, auroit été épargné; mais que peut-on attendre de gens à qui il ne manque que trois choses; la vertu, la raison et le goût (*)?

Ai-je besoin de demander grace pour mes

(*) A propos de goût; il me paroît que l'inscription dont je viens de parler, mérite peu d'être rétablie. Je voudrais que la pierre parlât une langue intelligible aux Dames, et même aux pauvres qui ont aussi quelquefois des rhumatismes, et auxquels le Roi avoit consacré une chambre dans ces Bains. Je propose donc pour la Restauration prochaine l'inscription suivante qui sera plus courte, et surement, pas plus mauvaise que la précédente;

A L'HOMME SOUFFRANT

VICTOR-AMÉ III.

M. DCC. XCIII.

sauf à releguer dans l'intérieur les lignes purement historiques, qu'on lisoit sur le fronton.

écarts ? Non sans doute : tous les cœurs bien faits me les ont déjà pardonnés. N'est-ce pas de la caisse particulière des Ponts et chemins que je parlois tout-à-l'heure ? eh ! bien ; si l'on veut se former une idée des progrès du commerce et de l'activité générale , qui a distingué dans ce genre le règne actuel , il suffit d'observer qu'il n'y a pas trente ans , qu'on dépensoit trente - huit mille livres pour les chemins de la Savoie , et qu'il y en a à peine cinq ou six que la caisse , après avoir dépensé quinze ou vingt fois cette somme , devoit deux - cent mille livres à celle des affranchissemens.

Tout le monde connoît en Savoie , un chef d'administration très - distingué par l'étendue de ses travaux , par son désintéressement , par l'activité de son zèle et la pureté de ses intentions. Cet homme public vouloit soumettre les comptes de la caisse des Ponts et chemins , et celle des affranchissemens à la vérification la plus solennelle. C'étoit son projet favori parmi ceux qu'il imaginoit pour le bonheur public , et qui étoient moins des innovations , que des conséquences naturelles des maximes fondamentales du gouvernement , et un hommage rendu à la sainteté de ces maxi-

mes. Il disoit qu'il n'y a pas de raison de soumettre les comptes de chaque communauté, à la vérification la plus rigoureuse et la plus authentique, et d'y soustraire ceux de la Communauté universelle. Et puisque suivant nos loix, au moyen de ces actes que nous appelons *Rôles d'impositions*, chaque particulier aussi bien que dans tout autre pays du monde, voit clairement ce qu'il paye, et pourquoi il paye, au-delà de l'impôt royal et invariable; ce même homme public ne comprenoit pas, pourquoi la Communauté universelle n'avoit pas le droit de vérifier l'application d'un tribut extraordinaire et général, comme elle vérifioit dans ses différentes sections, l'emploi de la plus petite imposition locale. Il disoit qu'on n'avoit pas assez approfondi, ni suivi assez courageusement les principes qui avoient présidé à l'établissement des Communautés, il disoit que la femme de César devoit être exempte de soupçon, enfin, il demandoit un conseil pour tout le Duché, tel qu'en possède la plus petite paroisse. Il voyoit dans l'omission de cette grande et salutaire mesure, la source de l'ignorance et de la calomnie, qui avoient osé jeter des doutes sur l'emploi des sommes levées pour la

construction des chemins , et même pour les affranchissemens. En effet ; comment pouvoit-on savoir dans les montagnes de Chamonix , qu'on dépensoit un million en chaussées dans la Maurienne ? Cependant l'habitant de Chamonix payoit les deux sous pour livres , et le denier sur la viande pour faire face aux dépenses extraordinaires de la grande famille. Le peuple s'accoutumoit donc à confondre ces payemens avec la taille , et plusieurs personnes fort au-dessus de ce qu'on appelle *peuple* , (il faut le dire à la honte de la nation un peu inconsiderée dans ses suppositions ,) avoient conçu le soupçon outrageant que ces impôts tomboient en partie dans les coffres du Roi , tandis qu'il étoit aisé de prouver que jamais on n'en avoit détourné une obole , et que les caisses Royales , loin d'aspirer les sommes destinées aux travaux publics , et à la libération des emphytéotes , avoient fait au contraire , plus d'une fois des prêts immenses aux *Caisses du peuple* , s'il est permis de s'exprimer ainsi.

Voilà comment ce peuple se trompoit , et prenoit des *dépenses* pour des *impôts*.

Quoique le Gouvernement n'ait pas adopté
dans

dans toute sa plénitude l'idée que je viens d'exposer, on auroit grand tort de l'accuser d'obstination ou d'indifférence : il fut retenu par des considérations importantes. D'abord il y avoit un grand inconvénient à faire ce présent à la nation, dans le moment où elle montrait une certaine agitation. Le peuple qui ressemble si fort aux enfans doit être traité de même : il faut, autant qu'il est possible, ne jamais reculer devant lui, et ne lui jamais rien accorder de ce qu'il demande *impoliment*. En second lieu, l'établissement dont je parle, étoit nouveau, et c'en étoit assez aux yeux d'un Gouvernement essentiellement ennemi de tout ce qui lui paroît un peu trop solennel et trop opposé aux anciennes maximes. On prit donc un milieu ; et le Roi se contenta d'autoriser les Intendans, par des Lettres-patentes à publier chaque année qu'il étoit libre à tout le monde, de se rendre dans les bureaux d'intendances, et d'y vérifier les comptes des deux caisses.

Ce n'étoit pas à beaucoup près, ce qu'on avoit proposé ; mais c'étoit un acheminement à ce bel établissement, et une grande preuve de bonne foi.

On ne sauroit disconvenir que la Savoie, ne

fut chargée d'immenses droits féodaux, et de dîmes assez pesantes, du moins dans deux Provinces du Duché : mais ces propriétés immémoriales devoient être respectées ; et pour les éteindre sans injustice, il falloit beaucoup de tems, d'étude et de persévérance.

Cependant, malgré les difficultés immenses qui environnoient l'opération des affranchissemens pour un gouvernement qui ne met pas le vol et la folie au nombre de ses Ministres, vous savez que le feu Roi, après avoir pourvu à l'affranchissement des personnes en 1762, entreprit courageusement la libération des terres en 1771. Il étoit frappé des inconvéniens des droits féodaux : l'incertitude de l'assiette, la facilité des abus, la multiplicité des procès, le mystère des opérations dans l'art effrayant des Rénovations, les entraves mises au Commerce par la Directe ; l'exemple enfin du Piémont où l'affranchissement des terres s'étoit opéré sans inconvénient dans le siècle passé ; tout se réunit pour déterminer cet excellent Prince à procurer le même avantage à la Savoie. Il publia donc le célèbre édit du 19 Décembre 1771. Bientôt de nombreuses réclamations auxquelles on devoit s'attendre en suspendirent

l'exécution. Le Roi prêta l'oreille la plus attentive à toutes les objections ; aucune plainte ne fut repoussée ; et comme après avoir tenu pendant quelque tems un langage isolé , les mécontents parurent se réunir et parler ensemble dans un écrit présenté à l'administration ; alors le Roi soumit ses projets à l'examen d'une commission composée de tout ce qu'il y avoit de plus savant et de plus intègre dans la Magistrature ; et il lui demanda formellement : *s'il convenoit de révoquer l'Edit d'affranchissement où s'il falloit l'exécuter ?*

Voilà bien la marche de la sagesse qui ne s'obstine jamais , et qui est toujours prête à se corriger.

Mais la commission , d'une voix presque unanime , jugea que l'Edit devoit être exécuté , et il l'a été. Des Loix postérieures l'ont expliqué et modifié à quelques égards , et depuis vingt-deux ans , le Tribunal supérieur chargé de cette grande opération , n'a jamais suspendu ses fonctions.

Il faut convenir que l'Edit d'affranchissement ne fut attaqué par aucune raison solide. L'extinction des droits féodaux paroissoit d'autant plus convenable que ces droits n'é-

toient plus , à beaucoup près le patrimoine exclusif de la Noblesse. D'abord , *les Fiefs vovians* , dont le nombre étoit immense pouvoient être possédés par toute sorte de personnes : d'ailleurs , nous n'étions plus dans le tems où chaque Seigneur cantonné dans son Château faisoit exploiter son fief sous ses yeux , connoissoit tous ses débiteurs , se trouvoit avec eux dans une rélation journalière , ouvroit son cœur aux prières de l'indigence , et pouvoit mettre dans l'exaction de ses droits cette générosité qui est toujours , plus ou moins , l'appanage d'une naissance et d'une éducation distinguées. Dans l'état actuel des choses les Droits féodaux étoient beaucoup moins le patrimoine des Nobles , que celui de leurs fermiers , et d'une phalange de praticiens impitoyables qui ne cessoient de spéculer sur la renovation et l'exaction des Droits féodaux au détriment du malheureux agriculteur. Quelle fut donc , en dernière analyse , l'intention du Législateur ? Il voulut donner au Peuple le gain de ces vampires ; il l'autorisa à s'affranchir de tout devoir féodal en donnant aux propriétaires des Fiefs , le capital au denier vingt - cinq du revenu que leur produisoient ces fiefs. Voilà l'idée

fondamentale, l'idée mère de l'Edit d'affranchissement ; et il faut avouer que rien ne devoit paroître tout à la fois plus utile et plus équitable.

Peut-être qu'un de ces Politiques cauteleux, *omnia tuta timens*, et capable de voir non-seulement les choses, mais l'enchaînement des choses ; peut-être, dis-je, qu'un tel politique auroit pu concevoir quelques inquiétudes ; mais il seroit inutile d'examiner aujourd'hui, ce que des hommes timides auroient pu dire ou penser il y a vingt-cinq ans : ce qu'il y a d'incontestable, c'est que le Gouvernement a mis dans l'opération de l'affranchissement toute la prudence, toute l'équité, toute la douceur qu'on pouvoit désirer. Si l'on s'est trouvé entraîné dans une foule de difficultés imprévues ; c'est qu'on n'a pas su mettre dans l'exécution de l'Edit l'ordre, la suite, et les soins nécessaires ; c'est qu'on a trop multiplié les formes ; c'est qu'on a eu le malheur de s'abandonner à cette intempérance d'écritures, qui est pour nous une vraie maladie *endémique*. Sans doute on pouvoit faire mieux, et nous en avons une preuve incontestable dans une Province située au-delà des Monts où l'affranchissement s'est exécuté avec une aisance re-

marquable , et avec des formes simples qui peuvent servir de modèle. Mais ce n'est pas le Gouvernement qui avoit construit ce labyrinthe où la justice égarée attendoit l'apparition de quelque *Thésée* ; il avoit tout fait pour le mieux , et malgré les difficultés imprévues et accumulées , l'opération avançoit.

Après l'objet important des affranchissemens , le premier dont le Gouvernement se seroit occupé auroit été celui des dîmes. Déjà même il avoit mis la main à l'œuvre ; et quoiqu'il eut commencé sous de fâcheux auspices , nous ne devons pas moins lui tenir compte de sa bonne volonté. A présent , tout le monde conviendra , je pense , de l'impossibilité où l'on se trouvoit d'ajouter cette entreprise immense à celle de l'affranchissement , au moment où les *Répartitions* pesoient le plus douloureusement sur la nation. Quand les circonstances auroient été favorables ; quand les esprits auroient été parfaitement tranquilles ; quand les personnes chargées de cette opération auroient eu le loisir et les connoissances nécessaires pour s'en acquitter ; quand on auroit porté dans cette affaire l'activité qui résulte du zèle employé par la confiance , il est clair que cette

nouvelle entreprise passoit nos forces. D'abord il est incontestable que le rachat des dîmes étoit impossible. On avoit évalué le prix des Droits féodaux à cinq ou six millions : maintenant, on sait qu'il s'élevait à onze ou douze. Le tiers seulement de cette somme se trouvoit payé au bout de vingt ans, et même par des impositions générales qui n'étoient que provisionnelles. Le rachat des dîmes auroit coûté près de vingt millions, le rachat étoit donc une idée chimérique ; d'ailleurs, le projet d'anéantir les dîmes par ce moyen ou par d'autres, tendoit sourdement à salarier les prêtres comme de simples Officiers civils ; idée fautive, perfide, anti-catholique, anti-monarchique et bien connue pour telle par ceux qui auroient voulu la faire adopter.

Ce qui étoit possible et infiniment juste, c'étoit d'alléger le poids de la dîme dans les endroits où il étoit accablant, et de simplifier la jurisprudence des dîmes, source intarissable de procès ; mais le moment n'étoit pas favorable : on ne fait rien de bon, lorsque les esprits sont agités : d'ailleurs, il faut encore vous dire la vérité sur ce point, comme sur d'autres ; elle germera quand il plaira à Dieu.

Si la grande et utile entreprise de diminuer le poids de la dîme a été complètement manquée dans son principe , est - ce la faute du Souverain , ou celle des personnes qu'il avoit consultées ?

Pour résoudre cette question , il faut en faire quelques-unes.

A - t - on déclaré franchement au Roi qu'il falloit avant tout assigner une somme disponible pour les dépenses considérables que l'opération projetée alloit nécessiter : qu'il falloit faire mouvoir un grand nombre de bras , ordonner une multitude d'écrits , de plans , de voyages , etc. sous peine de marcher en aveugles , et de tomber dans une foule d'erreurs également funestes et honteuses ?

Lui a-t-on dit qu'il n'avoit en Savoie aucun corps capable de se charger de cet ouvrage , et que ses Magistrats , surtout se trouvant déjà dans l'impossibilité absolue de rendre la Justice à ses peuples (*) étoient bien éloignés de

(*) Une communication précieuse que je dois au hasard me met en état d'assurer que le Sénat de Savoie avec le travail le plus obstiné ne pouvoit pas juger 500 procès par an , commune faite , et qu'il y en avoit 2000 sur le tapis au moment de l'invasion. Ajoutez les affaires criminelles qui

pouvoir ajouter de nouvelles occupations à celles qui les accabloient ?

Enfin ; a-t-on présenté au Roi un plan sur la dîme ? il faut avoir le courage de l'avouer , il n'en a reçu aucun , il n'a donc pu se décider , et les vacillations qu'on a reprochées au gouvernement sur ce point , et sur d'autres étoient presque uniquement notre faute. Quand un Souverain a manifesté l'envie de faire le bien et qu'il a demandé conseil ; il est irréprochable : or , c'est ce qu'avoit fait le Roi de Sardaigne ; mais comment a-t-on répondu à ses intentions ? il demandoit un avis : on lui en a donné plus de vingt. On parloit en Savoie de loix , d'abus , de réformes , et l'on ignoreit jusqu'aux élémens de la politique ; et l'on ne savoit pas même délibérer. Quand donc commencera - t - on à comprendre que les assemblées , les corps quelconques ne sont pas faits pour créer des plans ou des systé-

prenoient une grande partie de son tems , et les affaires politiques sur lesquelles on le consultoit. — Et on laissoit croire au Roi que ses Sénateurs pouvoient s'acquitter de leurs fonctions principales , et faire marcher de front les opérations relatives à l'affranchissement et aux dîmes ! je le dis sans balancer ; ce n'étoit pas le *tromper* , c'étoit le *trahir*.

mes dans aucun genre , mais seulement pour délibérer par *oui* , ou par *non* , sur les plans qu'on leur propose ? L'art de délibérer n'est que le sacrifice de l'orgueil individuel. Présentez un Règlement de quelques pages à l'examen de mille personnes successivement, il n'y en aura pas une qui n'y veuille changer au moins un mot : vous ferez donc mille corrections dans quelques pages ? Oh ! combien nous étions jeunes ! combien les idées les plus simples avoient de peine à s'établir parmi nous ! la marche étoit si évidente dans ce cas : le Roi demandant des lumières sur un objet aussi intéressant, les corps honorés de sa confiance devoient d'abord discuter la question en assemblée générale : c'est-là où la discussion devoit mettre au jour toutes les manières de voir et faire naître une foule d'idées lumineuses. Tout étant ainsi préparé, il falloit choisir un très-petit nombre d'hommes revêtus de la confiance générale et les charger de rédiger un projet de loi destiné à être présenté au Souverain ; ensuite délibérer par *oui* ou par *non* sur ce projet, sauf à y ajouter (et même très-sobrement) ces sortes de corrections qui n'altèrent point l'ensemble des idées.

J'insiste beaucoup sur ce point ; parce que c'est encore un de ceux où nous devons nous plaindre de nous-mêmes. On n'aura jamais assez répété que les corps ne peuvent rien produire de bon directement : ils sont faits pour éclairer les génies créateurs , pour leur fournir des matériaux ; pour approuver ou pour rejeter ; mais non pour créer. On vous a dit que le Roi avoit eu l'avis de tel ou tel corps sur la dîme , sur le libre commerce des grains avec Genève , et sur d'autres sujets importants ; on vous a trompés. Le Roi , pour prix de sa confiance , n'a reçu à chaque occasion que des collections de *oui* , de *non* , et de *Peut-être* , qui n'ont eu que le funeste et infailible effet de le faire douter de la possibilité de ses vues d'amélioration. Prendre une foule d'opinions individuelles presque toutes divergentes et les mettre sous les yeux d'un malheureux rédacteur en le chargeant d'en former un tout , c'est se moquer de la raison et du gouvernement.

Si comme il est infiniment probable , l'objet important des dîmes est nouvellement mis sur le tapis , nous pourrons trouver de grandes instructions auprès d'une illustre nation.

Il s'est formé à *Exeter* en Angleterre une société pour prendre en considération précisément le même objet.

Cette société s'est procuré d'abord par voie de souscription des sommes très-considérables pour les dépenses qu'exige une telle entreprise : ensuite elle a recueilli dans la province ou elle siège une foule de mémoires de la part de toute sorte de personnes , (*) bientôt elle a déclaré dans les papiers publics que la substitution d'une rente en grain , ou de quelque autre équivalent , au paiement de la dîme , tel qu'il a lieu dans ce moment , seroit suivant l'avis unanime de la province , la source d'une infinité d'avantages ; et que si les autres provinces du Royaume embrassoient le même avis , on feroit , alors les démarches nécessaires auprès du gouvernement. (**)

Cette marche préliminaire seule , est une leçon pour nous , puisqu'elle indique précisément tout ce qu'il faut faire et tout ce que nous n'avons pas fait ; mais si elle a des suites ; si

(*) Même de celles qui ont le malheur de n'être pas graduées en droit Romain.

(**) London Chronicle. June 1793, N^o. 5742.

elle est fondée sur un véritable désir d'opérer le bien ; enfin si elle obtient l'approbation du gouvernement, il est possible que notre travail se trouve tout fait, et se borne à une traduction ; car, je le répète, c'est absolument la même question. La différence des gouvernemens ne fait rien à la chose : il s'agit purement et simplement d'une question de police générale tout - à - fait indépendante du droit politique : voici le problème. *Diminuer les inconvéniens de la dîme sans diminuer le degré d'indépendance et de considération nécessaire à l'Eglise.* Il est possible que le Gouvernement Anglois resolve ce problème d'une manière conforme à nos maximes, et, dans ce cas, ses déterminations pourroient nous servir d'exemple. Aucun genre de gloire n'est étranger à notre grande Alliée : elle est à la tête de toutes les découvertes, de toutes les entreprises faites pour honorer l'espèce humaine : armes, sciences, politique, législation, littérature, arts utiles et agréables, son énergie suffit à tout. Lorsque le tonnerre de la Grande-Bretagne dirigé par la main du brave compagnon de RODNEY aura frappé nos coupables ennemis, pourquoi ne demanderions-nous pas

des *subsidés* de lumières à la Patrie de PITT et de BURKE ?

Espérons , en attendant que l'expérience nous aura mûris, et que le Roi sera secondé dans ses vues de bienfaisance comme il mérite de l'être. Il n'y a pas de Gouvernement plus digne du concours des gens sages , parce qu'il n'y en a pas de plus timide , et qui prête une oreille plus docile aux conseils et aux remontrances de la raison. Si dans ces derniers tems , vous avez pu désirer plus de confiance de sa part , ce moment de suspension est absolument étranger au caractère général du Gouvernement : il tenoit comme on ne l'aura jamais assez répété , à des circonstances uniques ; et cette observation est une éponge que le bon sens passe sur toutes les taches que vous pourriez reprocher à l'administration depuis quatre ans.

Nous avons parcouru ensemble les principales bases du Gouvernement : et nous les avons reconnues parfaitement conformes à la raison : affirmer qu'il ne s'y étoit glissé aucun abus , ce seroit manquer à ce même Gouvernement , qui certes est assez bon pour n'être pas dans le cas de mendier les éloges déshono-

rans de la flatterie ; mais comparez les abus qui ont pu vous frapper dans l'administration avec ceux que vous aurez apperçus ailleurs , et jugez.

Les premiers cris de la France qui obtinrent quelque faveur en Europe , portoient sur les privilèges pécuniaires des deux premiers ordres de l'état ; sur le despotisme des ministres dont elle demandoit la responsabilité ; sur la vénalité des charges civiles et militaires devenues le Patrimoine de quelques familles.

Aucun de ces abus (*) n'existoit parmi nous. Nous ne connoissions aucun privilège pécuniaire ; aucune charge vénale. Les Ministres à Turin n'ont de pouvoir que dans leur relation avec le Roi , et ensuite de ses ordres écrits , et soigneusement conservés pour les causes les plus légères.

Mais s'agit-il d'attenter à la liberté d'un sujet ;

(*) Par cette expression , je n'entends pas , à beaucoup près , adopter dans toute leur étendue les jugemens généraux portés en France sur ce qu'on appeloit *les abus*. Avant de condamner telle ou telle institution ; telle ou telle coutume , il faut y regarder de près , et pouvoir se rendre la justice qu'en envisagé la chose sous toutes les faces possibles.

de s'écarter de la marche ordinaire de la Justice pour éviter des scandales ; pour ne pas divulguer des secrets politiques ; pour sauver l'honneur des familles , ou pour accorder de ces grâces qui peuvent tirer à conséquence ; Le Roi ne se détermine que sur l'avis motivé des principaux Magistrats dont le nom seul garantit au public l'équité et la convenance de ces sortes de jugemens. Tout prisonnier d'état est entendu , convaincu et jugé par plusieurs hommes d'une intégrité au dessus du soupçon et avec d'autant plus de soin que le crime est plus grave. Toute la différence est que la Procédure demeure secrète. En tout tems le prisonnier est libre d'écrire directement au Roi qui se fait rendre compte chaque année de la conduite de chaque prisonnier , pour distribuer des actes de clémence. Jamais aucun ministre n'a pris sur lui une lettre de cachet ; aussi ces lettres sont infiniment rares : elles s'accordent à l'instance des pères ou d'une assemblée de Parens , tantôt pour prévenir des crimes , tantôt pour en punir de secrets, mais toujours après un examen approfondi. Je ne veux point tirer des noms malheureux de l'ombre qui les enveloppe, mais vous avez tous connu le petit nombre de

Prisonniers

Prisonniers d'état enfermés à *Miolans* unique prison d'état en Savoie , ils étoient bien soustraits à *l'œil* mais non à la *connoissance* du public. Tout le monde savoit *Quand* et *Pourquoi* ils avoient été arrêtés , enfin il faut le dire ; parce que cette critique est honorable ; on s'est plaint plus d'une fois dans les états du Roi que les Prisons d'état autorisoient trop souvent les erreurs de la clémence , et fesoient oublier cette maxime d'un homme célèbre , la plus belle chose , peut-être , que les hommes aient jamais dite , LA JUSTICE EST LA BIENFAISANCE DES ROIS ”

Vous avez ici une grande preuve de ce que je vous disois dans ma précédente lettre sur le caractère des Nations , il y a des prisons d'état chez le Roi de Sardaigne comme il y en avoit en France : on emprisonnoit parmi nous dans certains cas , comme on le fesoit en France sans procédure régulière , du moins publique. Enfin , dans les deux pays , on a demandé souvent : *Pourquoi ce prisonnier est-il là ?* Mais en France cette question signifioit : *Pourquoi n'est-il pas chez lui avec sa femme et ses enfans ?* Et parmi nous : *Pourquoi n'est-il pas en galère , ou au gibet ?*

Mais dira-t-on peut-être, s'il plaisoit au Roi d'en user autrement ; de commettre toute sorte d'actes arbitraires sans conseil et sans autre motif que son caprice ; de donner carte blanche à ses Ministres et à ses favoris, de leur permettre de faire arrêter d'honnêtes gens pour s'amuser, et de les faire pourrir dans les cachots sur la recommandation de quelque jolie Gourgandine ! si, si, si, ect.

Pourroit-il donc se trouver des personnes capables de faire cette objection sérieusement ? peut-être bien. Dans ce cas, comme je n'ai aucune réponse sérieuse à faire, nous passerons à d'autres objets.

L'Administration de la Justice ne vous laissoit rien à désirer du côté de l'intégrité de ses Ministres. En Savoie, comme ailleurs, on se plaignoit souvent des Juges : jamais l'intérêt ne veut convenir d'avoir tort ; mais vous savez que tout le monde doit être content d'une Magistrature dont personne ne se plaint excepté le plaideur qui a perdu son procès. Jetez les yeux sur les différens pays de l'Europe, et vous verrez que, dans ce genre, vous n'aviez pas à vous plaindre ; car on juge de tout par comparaison, et le bon n'est autre

chose que ce qu'on peut se procurer de meilleur, vos Magistrats avoient, en général, l'esprit de leur état, ils étoient presque tous studieux, solitaires, et très-éloignés de ces vaines dissipations qui s'accordent si peu avec les devoirs attachés à cette profession. L'or et les femmes, les deux grandes puissances de l'univers, n'ont jamais influencé leurs jugemens, et puisque la malignité ne racontoit rien dans ce genre, il faut sans doute qu'elle ne connut rien d'un peu remarquable. Dans l'administration de la Justice criminelle, ils n'ont jamais commis une seule de ces erreurs homicides qui flétrissent les Tribunaux, et même un peu les Nations; vous ne les en avez même jamais soupçonnés.

Malheureusement, pour plaider, comme pour faire la guerre, il faut premièrement de l'argent, secondément de l'argent, et troisièmement de l'argent. Quelques précautions qu'on prenne à cet égard, il n'y aura jamais de différence que du plus au moins. Mais la belle institution de l'Avocat des pauvres corrige cet inconvénient chez le Roi de Sardaigne autant qu'il est possible. Défenseur public des accusés et Patron des pauvres au nom de

la loi, son serment l'oblige à prêter à l'indigence un Ministère gratuit, non-seulement il a des aides et des représentans gagés par le Souverain; mais la loi, par une disposition pleine de sagesse et d'humanité, a statué que nul homme ne pourroit suivre la carrière du Barreau avant d'avoir consacré deux années de sa vie au soutien de l'Avocat des pauvres dans ses nobles fonctions.

Une preuve incontestable que les affaires une fois portées dans les premiers Tribunaux étoient jugées sans la moindre acception de personnes, c'est que l'influence personnelle des Magistrats qui auroit dû être la plus à craindre sur ce point, étoit absolument nulle; c'est que les derniers des hommes pouvoient appeler un Magistrat dans les Tribunaux, le chicaner, le fatiguer avec l'audace la plus familière, et qu'il étoit traité par ses collègues, je ne dis pas avec impartialité, mais avec je ne sais quelle dureté qui fit demander un jour s'il falloit donc qu'un Magistrat eût deux fois raison pour avoir la permission de plaider.

La confiance générale du peuple est encore une preuve parlante en faveur du premier Tribunal. Le désir universel d'être jugé par

lui, annonçoit bien qu'on ne craignoit point d'y rencontrer l'influence du rang.

Il est vrai que la marche ordinaire de la Justice étoit quelquefois suspendue par ces commissions, ou attributions particulières que nous nommions *Délégations*; mais je ne crois pas que ces sortes de faveurs aient jamais été plus communes sous le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne que sous l'empire de toute autre Monarchie. J'ajoute que lorsqu'elles sont demandées par les deux parties intéressées, elles n'ont pas de très-grands inconvéniens; et que dans ces derniers tems, elles facilitoient l'expédition des affaires et soulageoient les Tribunaux dont les occupations passaient infiniment les forces. Croyez - vous d'ailleurs qu'on ait beaucoup entretenu le Roi sur l'intervention plus ou moins directe de la puissance Royale dans l'administration de la Justice civile ou criminelle? Je n'en crois rien; et je persiste dans l'opinion qu'il n'y a point de Gouvernement aussi docile que le nôtre à la voix de la sagesse. Tandis que, dans d'autres pays les vices et les intrigues de la Cour ont souvent rendu inutile toute la bonne volonté des gens en place; parmi nous, au

contraire, les peuples n'ont jamais à se plaindre que des erreurs ou de l'insouciance des gens en place, dont les remontrances motivées et décentes n'ont jamais été vaines.

Observez d'ailleurs que les différens gouvernemens, ont leurs bons côtés et leurs côtés foibles; qu'il ne faut pas les juger sur les règles d'une perfection idéale; et surtout qu'il ne faut juger que l'ensemble.

Tout le monde connoît ces vérités triviales; mais ce que tout le monde ne sait pas, c'est que le principe de chaque gouvernement a besoin pour conserver la force qui lui est nécessaire, d'être un peu exagéré et de se tenir un peu au-delà des limites théoriquement justes de sa puissance; s'il se laisse pousser jusqu'à ces limites, vous le verrez bientôt reculer en-deçà. Il seroit inutile de vous débattre contre cette maxime qui est vraie comme la nature; et il s'en faut de beaucoup que les autres gouvernemens présentent sous ce point de vue moins d'inconvéniens que la Monarchie.

Pour terminer ce que j'ai à vous dire sur l'administration de la Justice, il faut m'arrêter un instant sur deux articles qui ont beaucoup occupé les critiques. Je veux parler des dé-

fauts de la procédure civile, et de la disproportion absolue qui se trouvoit entre le nombre des procès et celui des personnes chargées de les juger.

Il faut convenir que les Magistrats se trouvoient dans l'impossibilité absolue de se tenir au niveau des affaires, dont l'expédition languissoit malgré tous leurs efforts : mais ce n'étoit point la faute du Gouvernement ; la Savoie avoit participé au mouvement général qui a triplé et quadruplé en Europe le commerce et tous les genres d'affaires, ensorte que le même nombre de Juges qui suffisoit il y a cinquante ans, pouvoit fort bien n'être plus suffisant de nos jours.

Il est vrai encore que la procédure civile a besoin à quelques égards d'être prise en considération : sur ce point il n'y avoit qu'un cri, et ce cri paroissoit être celui de la raison, et ne tenir aucunement à cet esprit d'innovation qui est la maladie du siècle. Mais la cause du mal est évidente pour tout homme qui a des yeux, et le remède n'est pas difficile à trouver.

Au reste, c'est un bien qu'on n'ait encore tenté aucune réforme dans ce genre : en y met-

tant la main plus tard on réussira mieux. Il faudra bien se garder alors d'examiner séparément les deux causes de la stagnation des affaires ; car la nécessité d'une augmentation dans le nombre des Tribunaux ou des membres qui les composent pourroit bien n'être qu'apparente.

Si de la forme qui n'est que la déclaration et l'exécution des loix , nous passons à l'examen des loix mêmes , je puis encore vous interpeller avec confiance d'en chercher de meilleures chez les autres nations. J'ajoute que si elles n'ont pas été portées à un plus haut degré de perfection ce ne fut pas la faute de Victor-Amé II qui, le premier , peut-être des Souverains modernes , recueillit toutes les loix de ses prédécesseurs ; les compara , les choisit , les mit en ordre ; réprima l'influence des commentateurs ; décida une foule de questions que le droit Romain avoit laissées indécises , et fit un effort immortel pour faire présent à ses peuples d'un code de loix civiles sous le nom de *Constitutions Royales*. Ce fut encore moins la faute du feu Roi Charles - Emanuel de sage et illustre mémoire qui fit travailler dix ans ses principaux Magistrats à la revision de

ce code, et qui s'environna certainement de toutes les lumières dont il pouvoit disposer. Sans doute le Recueil des Constitutions Royales peut encore être perfectionné ; mais tel qu'il est, c'est un ouvrage admirable, qui contient d'excellentes choses, et qui tiendra toujours un rang distingué parmi le petit nombre d'entreprises de ce genre.

Je me livrerois avec plaisir à l'examen détaillé de notre Législation civile ; mais cette analyse quoique très-abrégée passeroit encore de beaucoup les bornes de cet ouvrage. D'ailleurs, il s'en faut infiniment que toutes les loix civiles méritent d'être remarquées. Partout il y en a de purement arbitraires qui ne sont nullement dignes d'arrêter l'œil d'un observateur ; mais il en est qui tiennent aux mœurs publiques et au caractère national ; et quelquefois il suffit d'indiquer une ou deux de ces loix pour faire connoître une nation.

Forcé de me borner, j'indiquerai seulement parmi les loix du Roi de Sardaigne qui méritent une attention particulière, celles qui *maltraitent* les fils de famille et les femmes, suivant l'expression ordinaire, ou qui les *met-*

tent à leur place, suivant une manière de voir qui à ses partisans.

Parmi nous, l'autorité paternelle est à-peu-près ce qu'elle étoit chez les Romains. La loi veille sur les propriétés du fils de famille : elle les protège efficacement contre la mauvaise conduite du père ; mais, celui-ci en a la jouissance : et tandis que le fils habite sous le toit paternel, rien qu'une émancipation solennelle ne peut briser le lien de l'autorité paternelle. Nos Princes ont donc sanctionné les dispositions de la loi Romaine sur ce point important, et tout ce qu'elle pourroit avoir de dur est adouci par les exceptions dont le détail n'est point de mon sujet.

Quant aux femmes, les testateurs qui leur sont unis par le sang peuvent les favoriser autant qu'ils le jugent à propos ; mais s'ils n'expliquent pas leurs volontés et qu'ils s'en reposent sur la loi du soin de disposer de leur succession, ces femmes en sont exclues par leurs frères : le père, d'ailleurs ne doit à sa fille qu'une dot en argent proportionnée à ses facultés, et ces dispositions de la loi paroissent beaucoup plus conformes qu'on ne le croît

communément à la saine politique et à la loi naturelle.

A parler exactement , la femme n'appartient pas à la maison de son père : du moins elle n'y tient que par les liens moraux de l'amour et du respect : elle n'est point destinée à vieillir sur le foyer paternel : au contraire , la nature la chasse de la maison qui l'a vue naître : elle y appelle même des inimitiés étrangères qui entrent dans ses vues pour avertir la fille de famille qu'elle n'est pas chez elle , et pour la jeter plutôt dans une autre maison dont elle doit épouser le nom , les intérêts et les destinées. Ses véritables propriétés sont celles de son mari ; il est bon qu'elle *trouve* chez lui la richesse , mais non qu'elle l'y *porte* : les loix dont je parle suivent ce système : elles diminuent l'influence des femmes en diminuant le nombre des cas où elles peuvent enrichir leurs maris.

D'un autre côté , l'influence des jeunes gens étant fort réprimée par l'autorité paternelle , qui dure autant que la vie du père , on voit au premier coup-d'œil que ces loix appartiennent à un peuple calme et réfléchi , ami par essence de la subordination , et qui déteste

dans la marche des affaires, les variations, les soubresauts et les inconséquences.

Si le caractère national a produit ces loix, elles influent à leur tour sur le caractère national et le renforcent : les avantages qu'elles produisent sont immenses, et les inconvéniens qui en résultent sont nuls ou insensibles. Les fils de famille vivent paisiblement sous le joug salutaire qui les assujettit : la naissance de la liberté ne précède pas chez eux celle de la raison. Si les mœurs publiques ne sont pas pures, au moins elles sont graves et décentes ; et c'est beaucoup. Rarement les Tribunaux rétentissent de ces divisions scandaleuses qui font la honte et la désolation des familles. En Savoie même où l'indivisibilité et la substitution éternelle des fiefs n'altèrent point l'intégrité de la puissance paternelle (*),

(*) Sur cet article le Professeur du Lycée que j'ai déjà cité honorablement à la pag. 92, est vraiment impayable. *Le droit de primogéniture*, dit-il, *s'exerce en Savoie avec la plus grande rigueur, l'aîné n'est tenu de donner à ses frères ou à leurs fils que le quart de l'héritage dont il devient propriétaire... les filles par une injustice plus révoltante encore sont exclues de la succession des fiefs... ainsi la Savoie est une des contrées où l'orgueil du nom est compté pour tout, et impose silence à la*

c'est un fait connu de tout le monde que les émancipations ne sont pas recherchées, que les mariages se font sur la bonne foi des pères, et que l'union intérieure des familles forme le plus beau côté du caractère national.

Et les loix qui restreignent les droits des filles les condamnent-elles au célibat? nullement: elles se marient comme ailleurs: souvent même, nous voyons en Savoie la sagesse aimable, avec mille ou douze cent Louis dans sa poche, franchir les Alpes en conquérante et s'établir en Italie. De quoi pourroit-elle donc se plaindre? elle est aussi puissante que Charlemagne.

voix de la nature. Telles sont les idées perverses qu'a fait naître cette barbare chimère, etc. (Constit. des princ. états de l'Europe, T. 3. p. 76.) et il n'y a point de primogénitures légales en Savoie! et les fiefs sont patrimoniaux, divisibles et aliénables! et tous les mâles succèdent ab-intestat, par égale portion! et la fille du bourreau est exclue par ses frères comme celle d'un Chevalier de l'Ordre, etc. etc. L'ignorance peut obtenir grâce lorsqu'elle est modeste, et qu'elle ne calomnie pas: ses innocentes bévues peuvent même avoir le mérite d'un Bouffon qui fait rire; mais quand elle prend un ton haut et tranchant, et qu'elle décrédite les Gouvernemens pour les ébranler, je crois qu'elle change de nom et qu'elle prend celui de crime.

Je viens de parler des loix proprement dites: je demande maintenant si, dans ce qu'on appelle *Gouvernement* ou *Administration*, il existe ailleurs rien de mieux imaginé que nos *Assises*? A des époques marquées par la loi, tout le monde est appelé solennellement à se plaindre de ce qu'il a pu souffrir de la part du pouvoir judiciaire dans toutes les juridictions inférieures. Les Préfets des Provinces reçoivent les plaintes contre les Juges des Seigneurs; ceux-ci exercent le même droit à l'égard des Châtelains qui ne forment point un degré de juridiction, mais qui sont plutôt les Lieutenans de ces mêmes Juges pour les affaires de peu d'importance faites pour être décidées sur les lieux. Enfin, tous les trois ans les Sénateurs, se partageant les provinces, vont recevoir les plaintes contre les Préfets, et tous les Officiers de leurs juridictions, examiner leur conduite, visiter les registres, et surtout, porter un œil sévère sur l'exaction des droits judiciaires.

Durant ces assises la loi met expressément le Juge qui les subit en état d'accusation: ses fonctions sont suspendues, et si l'on ne porte aucune plainte contre lui, le Juge supérieur qui

tient les assises l'*absout* formellement ; comme tout autre accusé.

Je m'assure qu'il n'y a pas d'étranger instruit qui n'admire une pareille institution : peut-être que ceux qui en jouissent trouveront qu'elle ne produit pas tout le bien qu'on pourroit en attendre ; mais d'abord, personne ne sait comment la Justice seroit administrée dans les Tribunaux inférieurs, si l'on supprimoit les assises. D'ailleurs, je ne fais point ici l'éloge de la nation, mais celui du Législateur. Tout me ramène à cette vérité éternelle qui contient toute la politique ; c'est que les peuples n'ont jamais à se plaindre que d'eux-mêmes.

Si notre Législation civile fait tant d'honneur à nos Souverains, les loix criminelles méritent peut-être encore de plus grands éloges. La marche de la procédure criminelle est admirable, et peut être présentée comme un exemple de ce bon sens précieux qui évite les extrêmes et qui domine dans notre administration.

Deux systèmes diamétralement opposés fixoient sur ce sujet l'attention des observateurs.

En France, tout étoit secret : la loi pouvoit même la rigueur au point de refuser un conseil à l'accusé ; et s'il obtenoit quelque connoissance des informations, c'étoit par des voies clandestines que la loi n'avouoit point.

En Angleterre ; si l'on excepte les opinions du grand Jury , tout est public.

Nos législateurs , passant avec une sagesse merveilleuse à une égale distance de ces deux systèmes dont ils ont évité les inconvéniens , ont décidé que l'instruction seroit rigoureusement secrète afin que nulle astuce , nulle foiblesse , nulle manœuvre criminelle ne put entraver la marche de la justice.

Mais dès que l'instruction est achevée , elle devient publique : la loi environne l'accusé de tous les secours possibles : elle lui donne un défenseur nécessaire et gratuit : elle a créé une Magistrature pour s'acquitter de cette fonction sacrée , (*l'Avocat des Pauvres* ,) elle permet à l'accusé de choisir d'autres défenseurs ; elle l'abouche avec eux en secret toutes les fois qu'il le désire ; elle lui donne une copie des informations ; elle confie même l'original , s'il le demande au défenseur public : enfin il n'ignore

n'ignore rien, et tous les moyens de défense lui sont accordés.

Je doute que la sagesse puisse aller plus loin.

Les écrivains françois ont beaucoup vanté dans ces derniers tems la procédure publique, parce que c'étoit une *mode* angloise, et que tout devoit être à l'angloise.

O imitatores ! servum pecus ; quod mihi bilem ,

Bilem , sapè jocum vestri movere tumultus !

Ce n'est point ici le lieu de détailler les inconvéniens de la procédure, ou pour mieux dire, de l'instruction publique, (*) qui sont

(*) M. le Baron de Meerman a fait des objections très-sensées contre la procédure criminelle d'Angleterre, dans un ouvrage écrit en hollandais, dont je ne connois que quelques fragmens intéressans ; traduits dans le Journal Encyclopédique (Sept. 1788. Tom. 6. p. 3. p. 419.) ; il raisonne même par les faits en observant. " Qu'avec toute cette prétendue supériorité de Jurisprudence criminelle, il n'est
 55 peut-être point de pays au monde où un plus grand nombre de condamnés à mort persistent sur les bords de l'éternité à protester qu'ils sont innocens du délit pour lequel
 55 ils sont envoyés au dernier supplice... que plusieurs d'entre eux crient vengeance contre les témoins parjures qui causent leur perte. Que, d'un autre côté, des milliers de coupables échappent à une juste condamnation, etc. " Je ne s'avise point de décider, car, pour acquérir le droit d'avoir

Certainement très-considérables. On ne sait pas jusqu'à quel point l'esprit public d'un excellent peuple est capable de corriger les inconvéniens d'une loi. Souvent on croit qu'une nation prospère *par* une institution, tandis qu'elle prospère *malgré* cette institution. D'ailleurs, les meilleures loix sont comme les plantes; il s'en faut de beaucoup qu'elles puissent toutes supporter la transplantation, sous d'autres climats; et quand on voit ces prétendus Législateurs de la France prendre des institutions angloises sur leur sol natal et les transporter brusquement en France, on ne peut s'empêcher de songer à ce général Romain qui fit enlever un cadran solaire à Syracuse, et vint le placer à Rome sans s'inquiéter le moins du monde de la latitude. (*)

Faites disparaître de notre procédure quelques subtilités de forme qui allongent inuti-

une opinion à soi sur ce point, il faudroit avoir séjourné long-temps en Angleterre; mais je crois qu'il est permis de douter et de louer les Législateurs qui ont dit,

Inter utrumque tene, medio tutissimus ibis.

(*) Ce qui rend cependant la comparaison inexacte, c'est, que le bon Général ne se vançoit pas de savoir l'astronomie.

lement l'information surtout contre les accusés absens : mettez plus de célérité dans la preuve et dans la punition des délits légers, et je crois qu'elle aura toute la perfection dont les choses humaines sont susceptibles.

Nos lois criminelles laissent sans doute beaucoup à désirer pour l'exacte définition des délits, leur classification et la graduation des peines. En général, cependant, elles sont très-sages et très-humaines : elles ne prodiguent point la peine de mort. Si quelquefois elles se rapprochent des anciennes lois françaises, comme, par exemple, dans la poursuite de l'infanticide ; on voit néanmoins qu'elles ne les suivent qu'avec tremblement et qu'elles s'arrêtent toujours à quelque distance de la cruauté.

La torture n'est point encore proscrite chez le Roi de Sardaigne. On sait que le Roi Charles Emmanuel inclinoit à l'abolir lorsqu'il publia ses lois : mais de vieux criminalistes lui ayant représenté qu'il alloit couper les bras à la Justice ; il se retint, et ne voulut point faire violence à Popinion, lors-même qu'il étoit plus avancé qu'elle. D'ailleurs, sur cet article, vous trouverez encore que nos Législateurs avoient donné une preuve remarquable de sagesse en

statuant que ce moyen terrible de chercher la vérité ne pourroit être employé que sur l'ordre direct, ou sur l'approbation des tribunaux supérieurs. Enfin, je voudrois entendre sur ce point un membre du Sénat de Savoie, et savoir de lui avec quelles précautions la sagesse des Juges appliquoit la loi. Il y a des choses qu'on ne sait bien que lorsqu'on les a vues.

Je n'ai rien à dire sur l'état des prisons : hélas ! sur ce point tous les Gouvernemens sont coupables : celui que nous regrettons n'avoit pas de plus grands reproches à se faire que les autres ; que ceux mêmes qu'on cite comme des modèles. L'envoyé du ciel, HOWARD, est entré dans les prisons de Chambéri ; il n'a pas été révolté : il a dit, " que les prisonniers y „ reçoivent chaque jour de bon pain ; souvent „ de la soupe ; et qu'en hyver ils sont pourvus „ d'habits et de couvertures par une société „ de dames charitables " (*), par-tout ses yeux n'ont pas été aussi satisfaits.

(*) Howard, *Etat des prisons* &c. Je placerai ici comme objet de comparaison un tableau tracé dans ce même ouvrage, par la main de cet homme extraordinaire : " Voyez, dit-il, „ ceux qui sortent des prisons ; ce sont des spectres qu'on tire „ du sépulcre : ceux qui survivent à un emprisonnement pro-

On ne dira pas au moins que la loi condamne les prisonniers à l'oubli, ou qu'elle ne se souvient d'eux que pour les envoyer au supplice.

Elle enjoint à tous les juges inférieurs de faire part immédiatement au Sénat des emprisonnemens qu'ils ont ordonnés, et au Sénat de rendre la liberté sur le champ au prisonnier si l'emprisonnement ne paroît pas suffisamment

39 longé au milieu des besoins et de la douleur ne font plus
39 capables d'aucun travail. La plupart sont dévorés par le scot-
39 but; d'autres ont les pieds meurtris, bouffis, et tombant,
39 pour ainsi dire en putréfaction. On en voit qui portent sur
39 les vaisseaux l'infection et la mort : d'autres qui ont été
39 absous, effrayés du sort auquel ils ont échappé cherchent
39 d'honnêtes occupations; mais ils les demandent d'une voix si
39 cassée; ils présentent un visage si timide, des bras si des-
39 séchés, et si foibles qu'ils ne peuvent s'en faire accorder...
39 Alors le désir d'être honnêtes s'éteint dans leurs cœurs; et
39 le désespoir, une invincible nécessité les entraînent malgré
39 eux dans la route du crime, où ils trouvent le remède à la
39 faim qui les poursuit, et bientôt après la prison et la mort.”
Ibid pag. 41, de la Traduction Française.

Quelle peinture! où donc se trouve l'original de ce tableau en Turquie, peut-être? Non; c'est en Angleterre. M. de Meer-
man, dans le livre cité, pag. 48, remarque donc encore avec
raison que “plusieurs des prisons d'Angleterre, celle de New-
gate en particulier, sont indignes de la générosité des An-
glois, de cette nation qui s'honore d'avoir un Howard pour
Citoyen”.

motivé. Le tribunal suprême est même chargé de punir sur le champ les Juges de la manière qui lui paroîtra le plus convenable , s'ils se sont rendus coupables par trop de précipitation.

Une fois par semaine chaque prisonnier paroît en personne devant un Magistrat dans les Capitales , et devant les Juges dans les Provinces. On s'informe comment ils sont traités ; et sur-tout si leurs défenseurs ne les négligent point , et viennent assez souvent s'entretenir avec eux.

Trois fois par an tous les prisonniers des Capitales paroissent devant les Sénats assemblés ; ils disent ce qu'ils veulent ; on est là pour les écouter : c'est ce qu'on appelle *les visites générales*.

Vingt jours plutôt les Préfets font de leur côté les mêmes visites dans les Provinces , et ils en envoient le résultat dans les trois villes Capitales ; ensorte que , trois fois par an , les tribunaux suprêmes ont sous les yeux un tableau général , contenant le nom de chaque détenu dans toutes les prisons de l'état ; son âge , sa patrie , la date de sa détention , l'espèce de délit dont il est accusé ; le nom du Juge ou du Magistrat qui prend les informa-

tions , et le point où elles se trouvent portées ; de manière qu'il n'y a pas une plainte qui n'arrive sûrement , et pas une négligence dans l'administration de la justice criminelle qui ne soit infailliblement connue.

La sagesse des législateurs ne peut aller plus loin. Si, sous l'empire de telles loix , les yeux sont encore affligés par le spectacle de certains abus , c'est aux gens en place à se frapper la poitrine.

Les supplices , enfin , ordonnés par nos loix criminelles , n'ont rien d'atroce , elles ne s'arrogent point le droit de prolonger la mort , et de vouer au désespoir les derniers momens d'un être intelligent et religieux. Malheureux ! il n'a plus que ces momens : qu'il en jouisse !

D'autres nations peuvent soutenir le spectacle d'un criminel étendu sur une croix de St. André , pour y souffrir tout ce que la nature humaine peut souffrir. Elles peuvent supporter le bruit de la barre terrible , tombant à coups redoublés sur les membres de l'infortuné : elles peuvent entendre le cri des os fracassés , et l'accompagner même de battemens de mains (*).

(*) Un criminel roué à Paris , montra jusqu'à la fin tant d'insolence et d'endurcissement , qu'au moment où il jetta le

Elles peuvent voir ces muscles frémissans ; ces yeux gonflés de sang ; ces membres pendans enlacés dans les rayons d'une roue ; ces os rompus perçant de leurs pointes acérées des chairs meurtries et sanglantes ; un malheureux enfin , survivant à sa mort et n'existant plus que par la douleur. Elles peuvent le voir prolonger son effroyable agonie d'un soleil à l'autre ; tandis que la Religion , seule sur un échaffaud dont la pitié humaine a disparu , essaye de repousser le blasphème qui voudroit s'échapper de cette bouche desséchée. — Ah ! jamais , non jamais nous ne soutiendrions ce spectacle épouvantable. A peine voudrions-nous l'ordonner pour le parricide , si ce crime nous étoit connu. Chose étrange ! Les François nous ont donné le supplice de la roue ; nos tribunaux y condamnent encore les grands criminels , et leurs arrêts contiennent le détail horriblement minutieux des tourmens destinés aux coupables ; mais , sans qu'on sache pourquoi ; et par l'ordre seul de la conscience publique , ces arrêts ne s'exécutent point à la lettre. Le Magistrat

premier cri sous le premier coup de barre , le peuple présent à l'exécution se mit à battre des mains de tout côté. Tableaux de Paris. Tom.

les trace sans frémir : il sait que l'humanité en tempérera la rigueur. Cette fille du Ciel accompagne la victime ; elle monte sur l'échafaud : elle permet l'appareil redoutable qui doit effrayer l'œil de la multitude : mais au moment où le bras odieux se lève, elle fait signe à la mort, et le fer ne brise plus qu'un cadavre.

Parcourez successivement toutes les parties de l'administration : partout vous verrez une raison calme présider à toutes nos institutions, et nos Législateurs précéder presque toujours ceux des autres nations, ou perfectionner les loix étrangères en se les appropriant. Puissent les armes et la politique de l'Europe réunies nous rendre bientôt ce gouvernement sous lequel nous avons prospéré pendant huit siècles. Lorsque Victor - Amé sera rentré dans l'héritage antique de ses pères, nous n'aurons qu'un vœu à former : c'est qu'on prenne enfin des mesures pour que la cruelle ambition de nos voisins ne vienne pas, une ou deux fois dans chaque siècle, anéantir chez nous les bienfaits de la nature et ceux de nos Souverains.

Le plus grand de nos malheurs ; ou , pour

mieux dire, le seul, est sans contredit ce funeste voisinage. Sans remonter trop haut dans les tems anciens, on sait ce que nous eûmes à souffrir de la part des François sous le règne d'Emanuel-Philibert et sous celui de Charles-Emanuel. Un homme illustre écrivoit au commencement du XVII^e. siècle, qu'à cette époque l'or gagnoit sur l'argent, à cause de la facilité de le transporter avec soi, de tout côté, et de le soustraire à la rapacité étrangère, *au milieu des dangers et des calamités* qui écrasèrent la Savoie. (*) Le Duché d'Aoste se rappelle encore avec terreur tout ce que ces impitoyables ennemis lui firent souffrir à la fin du siècle dernier : le commencement du nôtre ne fut pas plus heureux pour nous : en 1742 les malheurs de la guerre furent tempérés par la générosité des ennemis qui occupèrent la Savoie : cependant elle nous fit beaucoup souffrir. L'inaltérable sagesse de deux règnes avoit enfin fermé ces plaies, et nous jouissions en paix d'un bien-être visiblement progressif : et voilà que, tout-à-coup, contre la foi publi-

(*) *His nostris miserrimis et periculosissimis temporibus.* Le Président Favre dans son Code. L. 2, T. 30. D. 27.

que, contre les règles les plus sacrées du droit des nations, nous sommes envahis par ces mêmes François; pillés, outragés, martyrisés dans notre honneur et notre conscience, avec une audace, une scélératesse, une cruauté sans exemple. Voyez donc Nations de l'Europe! voyez comment nous sommes traités, et décidez enfin si la Savoie n'est qu'une ferme que son maître ne doive pas même entourer d'une palissade, et dont la destinée irrévocable soit d'être pillée et saccagée au moment où les gerbes commencent à s'ammonceler dans les granges.

Personne ne m'accusera d'avoir fait des efforts pénibles pour ne présenter que les côtés favorables du gouvernement Piémontois. J'en appellerois à l'expérience qui est la pierre de touche du raisonnement. Certainement, il est impossible qu'un pays prospère sous un mauvais gouvernement; c'est-à-dire, sous un gouvernement qui ne convient pas au caractère du peuple: or, il est certain que vous prospériez sous ce gouvernement. Il est certain que la population prenoit des accroissemens rapides: si jamais vous avez pris la peine d'interroger les Pasteurs des Campagnes

sur ce point important, il ne pourra vous rester aucun doute raisonnable à cet égard. Je crois même qu'on n'avanceroit point un paradoxe en soutenant que votre population relative égalait celle de France.

Que vous reste-t-il donc à désirer ? rien ; sinon qu'il ne vous arrive jamais de méconnoître ce que vous possédez, et de laisser égarer vos désirs vers un état de perfection ou de bonheur trop au-dessus du point où vous pouvez atteindre. Votre pays n'est qu'un point sur le globe. Les grandes intrigues politiques, les guerres, les conquêtes ; tous les honneurs des gazettes ne sont pas faits pour vous, et certes, il faut peu de philosophie pour se passer de cette terrible gloire. La paix, la tranquillité, l'utile monotonie des usages, l'honnête médiocrité, la douce obscurité du bonheur et l'habitude de respecter toujours les mêmes choses, voilà votre lot : il est aisé de s'en contenter, la nature vous a donné le premier élément du bonheur ; un caractère fait exprès pour votre situation. Rejetez loin de vous ces théories absurdes qu'on vous envoie de France comme des vérités éternelles, et qui ne sont que les rêves funestes d'une vanité

Immorale. Quoi! tous les hommes sont faits pour le même gouvernement, et ce gouvernement est la démocratie pure! Quoi! la Royauté est une tyrannie; un gouvernement proscrit par la loi naturelle, et tous les hommes doivent se révolter contre cette espèce de Souveraineté! Quoi! tous les politiques se sont trompés depuis Aristote jusqu'à Montesquieu. Toutes les nations ont été dans l'erreur! aucune d'elles n'a connu ses droits! La raison ne fait que de naître! elle est née à Paris, et ces théories infaillibles ont été découvertes par des hommes ramassés dans la lie d'une nation en délire; par des hommes sans nom dans les sciences, par des rhéteurs boursoufflés, sans propriétés, sans honneur, sans culte, sans morale, et qui depuis quatre années, ne manifestent aux yeux de l'univers, que le déplorable talent d'organiser le mal? Non, ce n'est point sur la terre la moins fertile en découvertes qu'on a vu ce que l'univers n'avoit jamais su voir; ce n'est point de la fange du manège que la Providence a fait germer des vérités inconnues à tous les siècles.

. . . . Steriles nec legit arenâs,
Ut caneret paucis, meritisque hoc pulvere verum.

Ah ! je vous en conjure , fuyez ces systèmes ridicules autant que funestes : vous êtes nés sujets d'une Monarchie. Toutes vos habitudes ont pris le pli de ce gouvernement ; vous avez prospéré sous son influence : aimez - le ; respectez-le , défendez-le : il vous rendra en bonheur ce que vous lui donnerez en fidélité et en amour. Mon intention n'est point de déprécier les autres gouvernemens : je vous le repète ; ils sont tous bons , et je me croirois coupable de vanter la Monarchie à des Républicains , autant que je le serois de prêcher la Démocratie au sein d'une Monarchie. Mais il est utile de faire valoir les beaux côtés de celui auquel nous devons l'obéissance. Je ne prétends point vous présenter une dissertation en règle sur les avantages de la Monarchie ; elle m'écarteroit trop du but particulier de cette lettre : souffrez seulement qu'en la terminant j'arrête votre réflexion sur deux observations qui m'ont toujours paru d'un très-grand poids.

La Monarchie est le seul gouvernement où l'affection individuelle pour le Souverain renforce à chaque instant et perpétue le principe du Gouvernement. Qu'est - ce que le peuple

dans une Démocratie ? un nom : un être moral : si vous obtenez de lui une faveur, la reconnaissance se divise ; et ce sentiment, comme tous les autres, s'affaiblit en se divisant : voilà pourquoi les Démocraties durent si peu ; parce qu'elles ne peuvent se soutenir que par l'exaltation, et que l'exaltation est un état forcé qui n'est pas naturel à l'homme. Dès que la ferveur Démocratique est tombée, le gouvernement n'a plus de centre, plus d'unité : le peuple ne sait plus que faire de son pouvoir, il ne sait plus même où réside ce pouvoir ; et comme il a besoin de voir l'autorité ; il l'aide lui-même à se réunir sur un petit nombre de têtes, ou de se concentrer en un point.

Dans le système de la Monarchie, le Souverain n'est pas un être moral : c'est un homme comme vous : il y a entre vous et lui une communication de sentimens ; une réciprocité de service et de reconnaissance comme entre tous les autres hommes. Tout ce que vous possédez de grandeur, de puissance, de distinction, vous le devez à cet homme ou à ses Prédécesseurs. Les souvenirs dans ce genre sont aussi puissans que les jouissances du moment ; ou, pour mieux dire, ce sont aussi des jouissances

durables que le tems renforce au lieu de les affaiblir. Vos pères n'ont pas fait une action grande ou utile, dont le mérite ne vienne se réunir sur votre tête, pour vous rendre cher au Souverain. Réciproquement, tous les bienfaits de la famille Royale envers la vôtre se réunissent pour vous en un seul faisceau; et vous en tenez compte au Souverain vivant. Successeur de tous les bienfaiteurs, il succède à toute la reconnoissance payée dans le tems à chacun d'eux, et tous vos sentimens réunis sur le même homme, acquièrent une intensité prodigieuse; comme les rayons du soleil qui n'excitoient qu'une chaleur modérée, dispersés dans l'espace, deviennent un feu ardent lorsque le miroir les a réunis dans un point.

C'est ainsi que se forme la *Noblesse*, c'est-à-dire une succession de reconnoissance accordée par le Souverain à une succession de services. Si elle paroît plus essentielle à la Monarchie, c'est qu'elle y est plus palpable, et plus agissante; c'est qu'elle y est une relation d'homme à homme.

Encore un mot sur la Monarchie dans son rapport avec cette Aristocratie héréditaire qui a excité de si grandes clameurs depuis que les novateurs

novateurs François lui ont déclaré la guerre;

L'histoire de tous les tems et de tous les peuples vous convaincra de deux vérités incontestables : savoir ; que l'égalité est impossible et que l'aristocratie héréditaire est inévitable.

Permettez-moi de supposer pour le moment la vérité de ces propositions : nous y reviendrons peut-être : je vous le demande donc ; à supposer qu'on ne puisse se passer de cette aristocratie , existe-t-il un gouvernement où elle présente moins d'inconvéniens que dans la Monarchie ?

La hiérarchie des rangs étant jugée nécessaire par la supposition que j'ai faite , tout ce qu'on a droit d'exiger , c'est qu'elle n'établisse point une barrière insurmontable entre les différentes familles de l'état ; et qu'aucune d'elle ne soit humiliée par une distinction dont elle ne peut jamais jouir.

Or c'est précisément le cas d'une Monarchie tempérée comme la nôtre, ou comme celle de France avant la révolution. Il n'y a point de famille que le mérite de son chef ne puisse faire passer du second ordre dans le premier. Le peuple même se plaignoit de la facilité des

métamorphoses, et l'opinion révoltée refusoit de les sanctionner lorsqu'elles n'étoient fondées sur aucun mérite. Indépendamment même de cette aggrégation flatteuse, ou avant qu'elle ait acquis par le tems l'influence qui en fait le prix, tous les emplois de l'état sont placés sur la route du mérite pour lui tenir lieu des distinctions héréditaires, et pour l'en rapprocher : il a droit à tout ; et souvent il obtient tout. La Monarchie est réellement, s'il est permis de s'exprimer ainsi, une *aristocratie tournante* qui élève successivement toutes les familles de l'état : tous les honneurs, tous les emplois sont placés au bout d'une espèce de lice où tout le monde a droit de courir : c'est assez pour que personne n'ait droit de se plaindre. Le Roi est le Juge des courses.

Et cet ordre de choses vous paroîtra encore plus parfait si vous songez que l'aristocratie de la naissance et des emplois déjà rendue très-douce par le droit qui appartient à toute famille et à tout individu de jouir à son tour des mêmes distinctions, perd encore tout ce qu'elle pourroit avoir de trop offensant pour les conditions inférieures, par la suprématie universelle du Monarque, devant laquelle nul

citoyen n'est plus puissant que l'autre. L'homme du peuple qui se trouve trop petit lorsqu'il se compare à un grand Seigneur, le compare lui-même au Souverain : et ce titre de *Sujet* qui les soumet l'un et l'autre à la même puissance et à la même Justice, est une espèce d'égalité qui endort les souffrances inévitables de l'amour-propre.

Il est tems de finir : la Monarchie est un gouvernement légitime autant qu'un autre , paisible, sûr et durable plus que tout autre. Parmi toutes les Monarchies de l'Europe la nôtre est une des plus modérées, des plus tempérées par les loix , par le culte , par l'opinion nationale et par le caractère ineffaçable de la maison régnante. Le Roi ne peut faire de vous une nation riche , puissante , influente : la nature ne l'a pas voulu ; mais , à la place de l'éclat , elle vous a donné le bonheur si vous le voulez. Maintenant , il faut travailler de toutes vos forces à fermer les plaies de l'état : peut-être que les malheurs de la Savoie feront éclore des biens qu'à peine nous osions espérer. Une longue prospérité produit à la fin le sommeil des gouvernemens : l'adversité leur rend de l'énergie , double leurs forces , et les

met en état d'exécuter de grandes choses pour le bonheur des peuples. Mais tous les efforts du Roi seroient inutiles s'il ne trouvoit pas des alliés indispensables dans l'esprit public et dans l'affection des peuples. Ou toutes les apparences sont trompeuses , ou vous touchez au moment qui doit vous rendre votre Souverain : il revient environné de vos frères , de vos fils , de vos époux , de vos amis ; de tous ces héros de l'honneur illustres entre tous les *Fidèles* de l'univers , et dont la foi sans tache et sans rivale brille de rayons dont l'éclat se réfléchit sur vous. Volez au - devant d'un Souverain si bien entouré et si digne de votre tendresse. Tendez - lui les bras ; recevez-le , non point avec ce respect étudié , ces applaudissemens mécaniques , ces cérémonies tristement pompeuses , où le cœur n'est pour rien ; mais avec cette allégresse franche , cet abandon du sentiment , et cette joie filiale qu'il est impossible de contrefaire , même pour tromper les Rois.

3 Juillet 1793.

Fin de la quatrième Lettre.

P O S T - S C R I P T U M

Sur la population relative de la Savoie (v. la p. 188.)

DEPUIS que cette lettre est livrée à l'impression j'ai recouvré quelques papiers qui me mettent à même de donner des notions certaines sur cet article intéressant très-peu connu de mes compatriotes même.

Comme il faut absolument un objet de comparaison, je choisirai la France telle qu'elle étoit sous le Ministère de M. Necker qui en a rendu un compte très-détaillé.

Voici donc quelle étoit à cette époque la population de la France en général, et de ses Provinces en particulier, par rapport à leur étendue en lieues quarrées, (*) suivant le livre de cet ancien Ministre *sur l'Administration des Finances de la France*.

(*) Il s'agit ici de la lieue Françoisse de 2282 toises $\frac{2}{3}$, et de 25 au degré.

Noms des Généralités.	Nombre d'hommes par lieues quarrées.
Aix	658
Amiens	1164
Auch et Pau	603
Besançon	779
Bordeaux et Bayonne	885
Bourges	747
Châlons	663
Dijon	918
Grenoble	649
La Rochelle	1034
Lille	1772
Limoges	757
Lyon	1522
Metz	514
Montauban	908
Montpellier	794
Moulins	629
Nancy	934
Orléans	695
Paris	1540
Perpignan	660
Poitiers.	653
Rennes	1282
Rouen, Caen, Alençon (Normandie.)	1170

Noms des Généralités.	Nombre d'hommes par lieues quarrées.
Soissons	982
Strasbourg	1183
Tours	964
Valenciennes	1131

Étendue de la France en lieues
 quarrées, sans la Corse . . 26,931 lieues,
 Population totale . . 24,000,656
 Nombre d'hommes par
 lieues quarrées, commune
 faite de toutes les Provinces . . 919

Maintenant pour comparer cette population
 à la nôtre, j'observe d'abord que l'étendue
 totale de la Savoie est de 2,700,000 *Journaux*
 suivant les mesures parfaitement exactes prises
 à l'époque de la *Péréquation*. Il s'agit donc en
 premier lieu de réduire cette quantité de jour-
 naux en lieues quarrées de France.

Le *Journal* de Savoie est une surface de
 400 toises, ou de 20 toises quarrées : mais
 ces toises sont composées de 8 piés, et ce
 pié que nous appellons *pié de chambre* excède
 de 6 lignes précises, c'est-à-dire de $\frac{6}{144}$ ou de

$\frac{5}{24}$, le pié de Roi, qui lui-même n'est contenu que six fois dans la toise de Paris, élément de la lieue Française dont il s'agit ici : d'où il suit, qu'ayant égard à la raison composée du plus grand nombre de piés contenus dans notre toise, et de l'excès de notre pié sur celui de Roi, la toise de Savoie est à celle de Paris dans la proportion de 100 à 72 ou de 25 à 18.

La lieue Française de $2282\frac{2}{3}$ toises, est donc égale à $1643\frac{8}{25}$ toises de Savoie, c'est-à-dire, à 82 côtés de journaux ; (en négligeant toujours les fractions insensibles qui ne font qu'embarasser le calcul.) Prenant donc le carré de $82 = 6724$, on aura en journaux l'étendue de la lieue carrée de France. Et puisque cette lieue est égale à 6724 journaux, les 2,700,000 journaux valent $401\frac{419}{1681}$ (à-peu-près $\frac{1}{4}$) lieues carrées.

Quant à la population ; on n'a point encore employé en Savoie la méthode connue de découvrir le nombre d'hommes vivans par la quantité des morts et des naissances : mais on sait par la voie des dénombremens que la population s'élevoit au moment de l'invasion, à 400,000 âmes, environ. Au fond, à parler exactement, il n'est pas possible de connoître

la population autrement que par les dénombremens ; car le calcul par les morts et les naissances n'est fondé lui-même que sur des dénombremens antérieurs , au moyen desquels on a comparé en différens pays le nombre des hommes vivans , comptés l'un après l'autre , avec le nombre des morts et des naissances , comptées de même une à une.

Mais il y a un vice moral dans tous ces dénombremens : c'est la vanité humaine qui se mêle à tout et qui gâte tout : on aime à s'exagérer les avantages de son pays ; c'est une maladie incurable qui tient d'ailleurs à un principe excellent ; demandez à l'habitant d'une ville le nombre de têtes qu'elle renferme ; vous êtes sur qu'il exagérera ; et l'on exagère sur la population totale , comme sur les dénombremens partiels. (*)

(*) Ainsi j'ai beaucoup de doute sur les 24 millions d'hommes attribués à la France. L'Abbé Dubos ne lui donnoit que 16 millions d'habitans ; Dupré de St. Maur 18 ; Voltaire et d'autres encore , 22 : MM. d'Expilli et Mohan ont cru qu'elle en contenoit 24 : M. Necker , qui a toujours montré pour la France une tendresse dont tous les partis l'ont fort mal récompensé , s'est hâté d'adopter ce calcul ; bientôt on est allé jusqu'à 25 : l'Auteur des *Considérations sur le Traité de Com-*

D'ailleurs dans ce nombre de 400,000 âmes on compte les habitans de la Savoie qui sortent tous les ans pour chercher leur subsistance dans les pays étrangers, mais qui reviennent constamment passer une partie de l'année chez eux.

Tout bien considéré; je crois qu'en cavant au plus bas, on pouvoit, avec une parfaite assurance, porter la population de la Savoie au moment de l'invasion à 380,000 âmes; abstraction faite même de ceux qui n'y passent que quelques mois de l'année; et que s'il y a une erreur dans cette évaluation, elle est en moins et non en plus.

Divisant donc ce nombre par $407 \frac{1}{4}$, nombre de lieues quarrées, on trouvera 944 habi-

*merce du 16 Septembre 1786 entre la France et la Grande-Bretagne, en compte 26; enfin, on vient il y a très-peu de tems de donner à la France, dans la Convention Nationale, 27 millions d'habitans. — Miséricorde! Messieurs, arrêtez-vous donc. J'ai peur qu'elle n'en ait 30 bien comptés au sortir de cette jolie petite guerre. Alors on se rappellera le mot d'un Courtisan de mauvaise humeur, sur le compte de son maître qui se faisoit appeller *Grand*, et à qui la guerre avoit enlevé plusieurs provinces. " *Notre Souverain* ", dit-il, *ressemble à un fossé: plus on lui ôte de terre et plus il est grand.* "*

tans par lieue quarrée ; c'est-à-dire une population relative qui surpasse celle de la France en général , et même celle de la plupart de ses provinces prises séparément ; puisque sur 28 Généralités , 19 sont au-dessous de 944.

Mais si la population de la France a été exagérée par M. Necker , comme je le soupçonne , et si l'on réfléchit que sur nos 2,700,000 journaux , il y en a environ 540,000 en rochers éternellement stériles de par la nature , la population relative augmentera considérablement. Quoiqu'il en soit , il est clair que les déclamations banales sur l'*impopulation* de la Savoie , n'avoient point de fondement , ou du moins , n'étoient pas mieux fondées qu'ailleurs.

Au reste ; il faut convenir que la population étoit encore fort au-dessous du point où elle pouvoit s'élever : mais , elle augmentoit tous les jours : à l'époque de la Péréquation (en 1738) sur les 2,700,000 journaux que contient la Savoie , il y en avoit 1,233,335 en Communes , c'est-à-dire en friches. Le Gouvernement favorisoit de toutes ses forces la vente et la culture de ces terres : l'ouvrage avançoit rapidement ; partout s'ouvroient de

nouveaux débouchés au commerce ; de tout côté on bâtissoit ; quelques manufactures commençoient à naître : enfin , le mouvement général augmentoit d'une manière sensible pour les yeux les plus distraits. Et c'est au milieu de cet état d'avancement et d'espérances que la Révolution nous a surpris !

Labitur ex oculis nunc quoque gutta meis.

L E T T R E S
D' U N
ROYALISTE SAVOISIEN
A SES COMPATRIOTES

A D R E S S E
DE QUELQUES PARENS
DES MILITAIRES SAVOISIENS
A
LA CONVENTION NATIONALE
DES FRANÇAIS.

. Erant qui libera possent
Verba animi proferre

JUVEN.

à Chambéry chez Curtet
imprime. de L'Assemblée provisoire.
1793.

NB. Des circonstances , qu'il seroit inutile d'expliquer , avoient nécessité de légers retranchemens dans la première édition de cet ouvrage ; les mêmes raisons ne subsistant plus , la seconde édition sera parfaitement conforme au manuscrit. On laisse subsister l'*Avis de l'Éditeur* qui voulut bien se charger , il y a quelques mois , de faire imprimer l'*Adresse des Parens*. Quoique ce morceau soit très-court , il sera aisé d'y reconnoître la sainte colère et le style vigoureux d'un grand défenseur des bons principes.

A D R E S S E
DE QUELQUES PARENS
DES MILITAIRES SAVOISIENS
A
LA CONVENTION NATIONALE
DES FRANÇOIS.

L É G I S L A T E U R S ,

AU moment où il ne fut plus permis de douter que l'armée françoise , campée sous le fort de *Barreaux* , se disposoit à envahir la Savoie , c'est-à-dire vers le milieu du mois de Septembre dernier , presque toute la Noblesse du pays s'en éloigna : la conquête qui se préparoit ne devoit point ressembler aux conquêtes ordinaires. Les dogmes politiques qui nous arrivoient escortés par les armes françoises , étoient connus de tout l'univers. Ils venoient détruire

A 2

l'existence et les propriétés de la Noblesse ; blesser son honneur , (réel ou chimérique ,) tourmenter sa conscience , et violer ses inclinations les plus chères. Exiger d'elle qu'elle attendit tranquillement les conquérans , et qu'elle leur tendit les bras , c'étoit exiger d'elle , non pas de la philosophie et du courage , mais cette espèce d'insensibilité stupide qui ne peut jamais porter le nom de vertu.

Une foule de familles nobles passèrent donc les Alpes , et se réfugièrent en Piémont ou dans la vallée d'Aoste , sous la domination de leur Souverain.

Bientôt les Militaires suivirent le reste de la Noblesse , et prirent leurs quartiers d'hyver dans les mêmes provinces.

Cependant se formoit en Savoie cette Assemblée Nationale Allobroge qui se déclara souveraine un mois après notre départ ; détruisit en sept jours notre ancienne constitution , et vous donna la Savoie.

Les mesures indispensables pour la sûreté du Piémont ayant nécessité de grandes gênes dans les communications ; les décrets de l'Assemblée Allobroge ne nous par-

vinrent que vers le milieu de Novembre ;
et parmi ces décrets , celui du 26 Octobre
nous frappa sur - tout d'étonnement et de
terreur.

Les Allobroges y disent , dans leur style :
Que “ l'Assemblée Nationale considérant
„ que , dans ces momens de crise qui pré-
„ cèdent et accompagnent les Révolutions
„ politiques des Etats , tout Citoyen doit
„ énoncer , par un acte positif , sa soumis-
„ sion à ses décrets , et conserver ses for-
„ ces et ses moyens pour le triomphe de
„ la liberté , de l'égalité ”.

„ *Qu'en contradiction de ces principes ,*
„ il s'est fait une émigration extraordinaire
„ de gros propriétaires et de ci - devant
„ privilégiés ”.

„ Qu'il doit être glorieux pour un ci-
„ toyen vertueux et patriote d'habiter son
„ pays dès que le despotisme armé et tous
„ ses suppôts en sont bannis , et qu'il faut
„ être l'ennemi de sa patrie et de l'égalité
„ pour *la* fuir au moment de sa régénéra-
„ tion , décrète ce qui suit ”.

ARTICLE PREMIER.

„ Tous les Citoyens qui ont émigré dès

„ le 1 Août sont invités à reprendre leur
„ domicile dans le *laps* de deux mois; et,
„ provisoirement, tous leurs biens seront
„ séquestrés; avec défense à tous les Pro-
„ cureurs, débiteurs, etc. de *ne* rien alié-
„ ner, hypothéquer ou acquitter etc.

ARTICLE II.

“ Il est défendu à tout notaire.... d'authen-
„ tiquer aucun acte de vente, quittance,
„ échange, accusément ou autre en faveur
„ d'un émigré, sans la permission des Mu-
„ nicipalités qui répondront des suites de
„ l'acte *au préjudice de la nation* ” (*).

A la première lecture de ces étranges dé-
crets, il fut permis de n'y voir que le ré-

(*) Un chef-d'œuvre du code Allobroge bien supé-
rieur à tout le reste, c'est l'incroyable préambule de la
loi sur les biens du Clergé: en le lisant on se rappelle
l'observation de *Mirabeau* dans sa Monarchie Prussienne:
“ Qu'il est impossible qu'on raisonne bien dans un pays
„ où l'on écrit ridiculement”. Ce préambule ayant besoin
d'aide pour franchir les frontières de l'Allobrogie, nous le
publierons à la fin de ce petit ouvrage, pour l'attacher,
suivant l'expression heureuse d'un écrivain français, au
piloti de l'impression.

sultat d'un de ces enthousiasmes momentanés qui égarent jusqu'à l'homme de bien, et dont la probité, avertie par le remords, se hâte de rougir.

On nous traitoit d'*émigrés*, dans le décret, quoique nous n'eussions absolument rien de commun avec les émigrés françois auxquels on prétendoit nous assimiler.

On nous traitoit de *Privilégiés*, et nous l'étions si peu, que c'étoit un problème de savoir si, en regardant la Noblesse comme un élément de la constitution monarchique, il nous restoit assez de privilèges pour remplir notre destination politique.

On ne nous accordoit que deux mois pour rentrer en Savoie, et cette précipitation étoit une cruauté inouïe sous le double aspect de la saison et des chemins; cruauté d'ailleurs tout-à-fait inutile, puisque notre présence, plus ou moins retardée, étoit parfaitement indifférente à la chose publique.

Nous commençâmes donc par demander des délais. Nous représentâmes les frais immenses et les dangers d'un voyage de cette espèce entrepris au cœur de la saison rigoureuse, avec des femmes et des enfans,

Tout parloit pour nous : quelle apparence qu'on nous refusât une faveur aussi simple ? Cependant , nous nous trompions ; on fut inexorable.

Combien il nous en coûta de nous transplanter de nouveau ! avec quel déchirement de cœur nous quittâmes les foyers de l'hospitalité pour obéir à un décret tyrannique , d'autant plus amer pour nous qu'il parloit de la main de nos compatriotes ; de cette Assemblée Allobroge dont la main lourde et cruelle détruisoit tout , semoit la désolation de toute part , et fesoit le mal pour le mal sans réflexion et sans motifs.

Le pouvoir , quand il est à sa place , possède toujours , plus ou moins , une certaine modération ; et pour ainsi dire , une certaine pudeur qui assouplit le joug des loix , et sait épargner des larmes lors même qu'il se détermine à sévir. Il agit sans secousse avec une force tranquille qui forme son caractère distinctif.

Ainsi le fleuve bienfaisant , retenu dans le lit que lui creusèrent la nature et le tems , s'avance majestueusement au travers des provinces qu'il enrichit , et le silence rapide

de ses ondes étonne et réjouit les regards.

Mais le fils de l'orage, le torrent vagabond, passe, détruit et disparoit.

S. M. le Roi de Sardaigne ayant laissé à toute sa Noblesse non-militaire la liberté de venir en Savoie défendre ses propriétés, nous avons lieu de croire, au moins, que le sacrifice pénible de nos inclinations seroit le seul qu'on nous demanderoit, et qu'en vivant paisiblement sous les loix du gouvernement qui nous protège, nous n'avions plus aucun malheur à redouter.

Mais c'étoit encore une erreur, et il se trouve que nous n'avons obéi au décret, que nous n'avons quitté une terre hospitalière, que nous n'avons rejoint nos foyers que pour contempler notre ruine de plus près.

Par une interprétation révoltante du décret du 26 Octobre, on veut en étendre la disposition aux militaires, c'est-à-dire, à la plus grande partie de la ci-devant Noblesse.

Il est cependant de la plus grande évidence que la qualification d'*Emigré* qui ne nous convient nullement, convient encore

moins aux militaires, et qu'il faut violer les loix du langage autant que celles du bon sens, pour l'attribuer à des hommes essentiellement errans ainsi que leurs drapeaux.

L'Assemblée des Allobroges adoptoit elle-même ces principes sans s'en appercevoir; car en *invitant* (*) ce qu'elle appelloit *les Emigrés* à rejoindre *leur domicile ordinaire*, elle excluait formellement les militaires de la disposition de son décret.

Néanmoins, quel est notre étonnement d'apprendre que, jusques dans le sein de la Convention, les propriétés des militaires sont menacées, et de voir même commencer les séquestres de toute part, sans aucune loi qui les ordonne.

Longtems nous avons nourri une espérance bien douce; nous osions nous flatter que l'humanité parleroit aux cœurs de nos compatriotes: que loin de donner une ex-

(*) Cette délicatesse est remarquable: l'Assemblée n'*or.* donne point; elle n'*enjoint* pas, ce sont là des expressions profanées par les édits des tyrans. Elle se contente de nous *inviter* à nous séparer de nous-mêmes, pas davantage; et seulement à peine de la confiscation de tous nos biens. — Douce et élégante souveraine!

tension cruelle à une loi déjà trop cruelle, ils s'empresseroient, au contraire, d'en tempérer la rigueur. Le dirons-nous ? Nous attendions encore davantage, par une suite de ce penchant naturel qui s'éteint si difficilement dans les ames bien-nées, nous espérions que les auteurs du mal, ou leurs représentans, le répareroient eux-mêmes de la manière la plus noble et la plus solennelle : qu'un beau mouvement de générosité les engageroit à prendre la parole, à plaider la cause des militaires au tribunal de la Convention, maintenant que la Savoie est réunie à la France, et à vous conjurer eux-mêmes de mettre les propriétés des militaires sous la sauve-garde de la loi.

Mais toutes les consciences sommeillent, toutes les bouches sont muettes ; il faut enfin cesser de croire à la justice, à la bonté, à la générosité des hommes ; il faut surmonter une grande répugnance, et demander justice. Nous dénonçons à vous et à l'Europe le brigandage le plus odieux, peut-être, qu'on ait jamais tenté à l'ombre des loix. Nous vous demandons, pour votre honneur, nous pouvons le dire hardiment,

autant et plus que pour notre propre intérêt, le *Rapport* et l'anéantissement radical de ce décret du 26 Octobre, décret inique et absurde sous tous les points de vue; et nous demandons encore, pour éviter toute équivoque et toute fausse interprétation, *que les propriétés de tout Savoisien au service de la Cour de Turin, ou simplement absent, soient mises sous la protection et la sauve-garde de la loi.*

Sans la défaveur qui nous assiège, il n'y aurait aucun doute sur le succès de notre demande : nos moyens sont victorieux; et, pour en être convaincu, il suffit de vouloir nous entendre.

Partons d'abord d'un principe incontestable sur lequel il est impossible que les opinions soient divisées. C'est que le 22 Septembre dernier, à six heures du matin, Victor Amé III étoit notre légitime Souverain, à cette époque les militaires répandus dans la Savoye et qui voyoient depuis longtems les préparatifs hostiles de nos voisins, ne doutoient point qu'ils ne fussent destinés à défendre cette Province, et, dans une honorable impatience, ils attendoient le moment

de signaler leur valeur. Mais il étoit écrit que leur bonne volonté devoit être inutile, il fallut s'éloigner sans combattre. Tirons le rideau sur des événemens inexplicables ; et, sur-tout, gardons-nous d'insulter l'honneur. Le courage malheureux et trompé, doit exciter dans tous les cœurs bien faits une compassion respectueuse, fort éloignée du langage adopté par tant d'hommes inconsidérés : mais ces gens-là parlent leur langue : laissons-les, et poursuivons.

Nous osons vous le demander, Législateurs, quel étoit à cette époque si funeste pour nous, le devoir des militaires Savoyens ? Il ne peut y avoir qu'une réponse. *Ils devoient suivre leurs drapeaux.* Interrogez tous les hommes et tous les siècles, vous n'en obtiendrez pas d'autre. Sans discipline il n'y a plus d'état militaire, et si le soldat raisonne, il n'y a plus de discipline. Ces militaires devoient donc obéir à la voix de leurs chefs qui les appelloient en Piémont ; et c'est ce qu'ils ont fait. Vous voyez qu'ils sont sans reproche. Tout ce qui est arrivé depuis, leur est absolument étranger. La moralité de chaque action humaine est fixée par un acte

momentané et irrévocable. L'action bonne ou mauvaise l'est pour toujours, et aucune circonstance postérieure ne peut en changer la nature.

Un mois après l'époque dont nous parlons, un nouveau souverain s'éleva tout-à-coup en Savoie pour faire bientôt place à un troisième ; il est permis aux militaires Savoisiens d'ignorer ces grands événemens. Ils ont aujourd'hui le même souverain qu'ils avoient alors. Jamais ils n'en ont changé ; jamais ils n'ont abandonné les terres de sa domination ; et l'armée entière étoit en Piémont plusieurs jours avant la naissance de la Convention Souveraine des Allobroges. Le nouveau Souverain étoit donc pour eux au rang des Puissances Etrangères, et ils n'avoient aucun ordre à recevoir de lui.

On objecte, qu'il n'est pas permis à un Citoyen de quitter sa patrie au moment du danger et que celui qui abandonne son poste mérite d'être puni.

C'est ainsi que dans les tems de factions on invente de ces phrases vagues et commodes dont on tire ensuite toutes les conclusions dont on a besoin. On pourroit d'abord

demander la preuve d'une proposition aussi générale ; mais la vérité n'a pas besoin de chicaner : définissons seulement les termes et l'objection s'évanouit.

La *Patrie* d'un homme est le pays entier soumis à la domination de son Souverain quelqu'il soit. Les sous-divisions de ce pays peuvent encore former dans un sens plus restreint des *Patries* particulières , mais dont les intérêts subordonnés au bien général , ne peuvent nuire à la *Patrie* universelle , ni gêner l'exercice de la souveraineté ; autrement il n'y a plus de gouvernement.

Il seroit bien étrange que ces principes vous parussent douteux , à vous , Législateurs François , dont tous les soins tendent à maintenir l'unité de l'Empire François , et qui avez si fort redouté l'esprit de cantonnement et l'isolement des provinces , que vous avez forcé ces provinces d'abdiquer le nom qui les distinguoit depuis tant de siècles.

Que signifie donc cette affectation ridicule avec laquelle on s'obstine à voir dans cette imperceptible Savoie , un pays isolé , autonome , et , pour ainsi dire , une cinquième partie du globe ?

Comme si la Savoie étoit autre chose qu'une province des Etats de S. M. le Roi de Sardaigne.

Comme si le gouvernement n'avoit pas toujours été parfaitement un et indivisible !

Comme si nous n'avions pas tous le même droit public , les mêmes privilèges , les mêmes devoirs et les mêmes relations avec le Souverain !

Comme si tous les emplois de l'Etat , sans exception , n'avoient pas été constamment accessibles à tous les sujets du Roi sans distinction !

Comme si , dans ces derniers tems , les emplois les plus importans de l'Etat n'avoient pas été confiés à des Savoisien qui les remplissoient dans la Capitale !

Nous vous prions , Législateurs , de faire une supposition. Une armée ennemie s'avance sur Paris , une armée Française est en Normandie ; vous l'appellez au secours de la Patrie. Que diriez-vous de l'officier Normand qui refuseroit d'obéir , de crainte que le peuple de Normandie constitué en peuple souverain , ne le rappellât bientôt sous peine
de

de mort, tandis que vous lui défendriez de partir sous peine de mort ?

Observons, en passant, qu'il seroit aussi important que difficile d'assigner le nombre précis d'individus, nécessaire pour se constituer en peuple souverain et former un Etat à part. Si la Savoie, en se déclarant souveraine, a droit de rappeler ses enfans qui sont au service du Roi Sarde, on ne voit pas pourquoi le Genevois, par exemple, n'auroit pas à l'égard de la Savoie en général le même droit que cette province vient d'exercer à l'égard du Piémont. Alors, malheur à l'habitant d'Anneci *émigré* qui oseroit occuper un emploi à Rumilli, ou seulement y résider. La proscription seroit le prix de sa félonie : et qui sait si la même théorie, suivie courageusement jusques dans ses dernières ramifications, ne finiroit pas par nous donner des villages souverains ?

Nous ne ferons point à une absurdité palpable l'honneur de la réfuter plus longtems. Le *Poste* de chaque Citoyen, et sur-tout d'un militaire, est celui où le Souverain l'a placé. C'est à ce Souverain qu'il a juré fidélité ; il doit le suivre et ne suivre que lui.

A ces considérations tirées plus particulièrement des devoirs de l'état militaire, nous ne pouvons nous dispenser d'en ajouter une autre plus générale qui tient à la noblesse. Vous l'avez proscrite par une loi fameuse que nous respectons comme toutes les autres, dans ce moment, mais qui nous étoit parfaitement étrangère il y a quelques mois, et qui ne peut rien changer à l'ancien état des choses. Le serment du Gentilhomme est connu : il subsiste dans la mémoire longtemps après qu'on est parvenu à l'effacer du cœur ; les militaires Savoisien, et d'autres encore, qui suivent leur sort, ne sont pas seulement les *sujets* du Roi de Sardaigne ; ils sont ses *Leudes*, ses *Fidèles*, ses *Hommes*, dans toute la force du terme féodal. Ils ont promis, sur-tout ce qu'il y a de plus sacré de n'être qu'à lui ; d'employer pour sa défense tous les moyens qu'ils ont reçus de la nature, de le servir contre tous ses ennemis au péril de leur fortune et de leur vie, et de se faire écraser sous les ruines de son trône, si ce trône doit tomber. — Et l'on voudroit qu'au moment du péril ces *Fidèles* l'eussent abandonné ! que, changés tout-à-coup en lâ-

ches parjures, en raisonneurs apostats, ils fussent demeurés en Savoie, non pas seulement pour servir une autre Puissance, mais pour attendre, si, par hazard, il ne s'en formeroit point une nouvelle. — Oh ! Dieu ! Et nous vivons dans un tems où l'on a besoin de refuter ces inepties sacrilèges !

N'a-t-on pas osé nous dire froidement que tous les sermens faits à la tyrannie sont nuls, et que les militaires Savoisiens peuvent et doivent même abandonner le service de leur Souverain, pour venir dans leur patrie jouir des bienfaits du nouveau gouvernement ?

Législateurs ! si les hommes pour qui nous vous parlons étoient à la barre de la Convention, ils vous diroient qu'ils ont dû fuir une terre où ils étoient condamnés à entendre ces blasphêmes. Pour nous, Citoyens, nous sentons que les grands mouvemens de l'indignation ne nous sont pas permis. Hélas ! que sommes - nous ? Et que deviendrons-nous ? Séparés de nos amis, de nos parens, de nos défenseurs naturels, traînés par une loi de fer au milieu d'un ordre de choses si nouveau pour nous, environnés de la défa-

veur que suit un retour forcé et l'anathème de la naissance , il ne nous est permis de rien mépriser ; il faut répondre à tout , et quand nous hazardons avec défiance nos représentations , nous tremblons encore que ce ne soit pour nous un tort d'avoir raison.

Ecoutez donc, Législateurs François, écoutez tranquillement ce que nous avons à vous dire. Jadis les Athéniens n'envoyèrent point la ciguë au plus grand Philosophe de l'antiquité pour avoir soutenu au sein d'*Athènes*, que le gouvernement monarchique étoit aussi légitime que le républicain. Vous savez bien que les plus grands publicistes ont pensé de même , et nous pourrions même vous faire observer que la monarchie n'a guère été insultée qu'au milieu des grands orages politiques et par des écrivains passionnés. Le politique de sang-froid, et sans projet, en parle avantageusement ou n'en dit rien.

Cependant vous avez aboli ce gouvernement, et vous avez eu vos raisons que nous devons respecter : mais vous ne pouvez trouver mauvais que nous fussions attachés à ce gouvernement avant la conquête de la Sa-

voie , et que les militaires sur-tout , avant la manifestation des maximes contraires , aient porté au-delà des Alpes leur système et leur fidélité. Permettez à l'univers de penser sans vous et même autrement que vous : nous ne vous demandons que cela. Nous sommes modestes , comme vous voyez ; mais les malheureux doivent l'être.

Il est donc évident , sous tous les rapports , que les militaires Savoisien sont irréprochables. Ils ont fait leur devoir en partant : ils le font encore en refusant de quitter leur poste et de rentrer en Savoie. Confisquer leurs biens , c'est violer les loix les plus sacrées de la justice ; c'est punir l'innocence et l'honneur.

L'histoire a flétri le nom de ce *Lysandre* qui disoit , “ *qu'il faut amuser les enfans avec des hochets et les hommes avec des sermens* ”. Qui jamais auroit pu prévoir qu'une politique insensée se saisiroit un jour de cette maxime pour en faire une loi ? C'est cependant ce qu'on prétend faire aujourd'hui. On s'aveugle volontairement ; on ne veut pas voir qu'en établissant des exceptions vagues et arbitraires à l'obligation du serment, on

finit par en détruire la sainteté ; qu'il deviendra réellement un *hochet* , qu'il n'y aura plus rien de sacré parmi les hommes , et que les auteurs mêmes de ces funestes théories en seront les premières victimes.

Tout ce qu'on nous débite sur la tyrannie , pour affaiblir ces grandes vérités , ne mériteroit pas d'être réfuté dans tout autre moment. D'abord , nous pourrions demander en vertu de quelle loi il est défendu à un homme , si tel est son goût , de s'attacher à un tyran et de le servir ? Ce sera , si l'on veut , un goût dépravé : Eh bien ! il faut plaindre le malheureux et non le punir. Grands hommes ! Laissez les reptiles dans la fange puisque c'est leur élément : ne prétendez point en faire des aigles ; et sur-tout reposez-vous sur leur conscience , ou sur leur amour-propre , du soin de les consoler de vos mépris.

Mais nous voulons encore vous dire tout ce que nous croyons sur la *tyrannie*.

Nous croyons que cette expression , ainsi que tous les mots abstraits , ne peut , de sa nature , présenter à l'esprit une idée déterminée et circonscrite.

Nous croyons , en général , que la *tyran-*

nie est un certain abus de la puissance légitime.

Nous croyons (sans prétendre contester la légitimité de la résistance à l'oppression qui est un dogme de la République) qu'il est très-difficile d'assigner le point fixe où l'abus du pouvoir devient tyrannie et peut légitimer l'insurrection ; car depuis les erreurs involontaires du bon , du juste , du religieux Victor - Amé , jusqu'aux lubies sanguinaires des Néron et des Caligula , il y a quelques nuances , sans doute.

Nous croyons que la perfection n'appartenant point à l'humanité , tous les *Souverains* (prenez garde que nous ne disons point , tous les *Rois*) abusent nécessairement plus ou moins de leur pouvoir ; ensorte que si tout abus du pouvoir s'appelloit *Tyrannie* , et si toute tyrannie légitimoit l'insurrection , tous les peuples seroient à tous les instans en état d'insurrection.

Nous croyons que la difficulté de poser la limite qui sépare l'insurrection de la rébellion passe si fort toute imagination , que dans la supposition même où il seroit possible de se procurer le vœu raisonné de chaque indi-

vidu, on n'auroit encore rien fait, puisqu'il est manifeste qu'il faudroit tout-à-la-fois compter et évaluer les voix, et que la valeur de chaque opinion seroit en raison composée de l'intelligence, de la liberté, de l'expérience, du sang-froid et de la moralité de chaque mécontent.

Enfin, sans prétendre insulter ni même critiquer personne, nous déclarons solennellement, au nom de tous nos guerriers absens, et à la face de l'Europe qui nous entend, que, suivant la conscience et la manière de penser de ces hommes magnanimes, il falloit non-seulement avoir fait divorce avec la justice, mais qu'il falloit encore avoir éteint dans son cœur et sur son front jusqu'aux dernières étincelles de la pudeur, pour donner à Victor-Amé l'odieux nom de *tyran*.

Pourquoi dans ces malheureux tems, ne s'est-il trouvé aucun homme assez généreux pour présenter à l'univers le tableau fidèle d'un gouvernement qui n'est pas assez connu ? Quelquefois le silence du mépris ne répond point assez aux attaques de la calomnie.

Nous étions le peuple de l'univers le moins

imposé (*), et le seul peuple de l'univers dont les impôts n'eussent pas augmenté depuis soixante ans, établi en 1729, sur le pié de la cinquième partie du revenu net, mais réellement fort au-dessous, et en valeur numéraire, l'impôt n'a plus varié depuis; en sorte qu'il est douteux, si, tout compensé, il s'élevait dans ces derniers tems au douzième du revenu total. Quel homme d'état n'a pas entendu parler de ce Cadastre célèbre qui place sous les yeux de chaque propriétaire la représentation géométrique de ses possessions, leur étendue précise, la nature des différens terrains et l'impôt que supporte chaque glèbe? Qui pourroit assez vanter l'assiette et le recouvrement admirables de cet impôt territorial, que nous pouvions appeler *unique*, puisque la gabelle n'étoit qu'un poids imperceptible, même avant la dernière loi qui a réduit le sel à deux sous?

(*) L'impôt total s'élevait à peine à 8 liv. de France par tête. En France, il s'élevait à 24, au moins; on dira sans doute que la Savoie étoit pauvre. Nous en parlerons une autrefois: en attendant, il suffira d'observer que les terres s'y vendoient communément au denier 30, et très-souvent au denier 40.

Du reste , nulle rigueur dans la perception : assez communément on étoit arriéré de plusieurs mois , et l'exacteur acceptoit des à comptes. Enfin , dans ces derniers tems, le Gouvernement travailloit (et déjà il avoit réussi en partie) à former à chaque communauté au moyen d'économies insensibles , un certain fonds toujours prêt pour faire face à l'impôt dans les momens difficiles , et laisser respirer le contribuable pauvre (*).

Il n'existoit peut-être en Europe rien de plus simple et de plus parfait que l'organisation de nos finances.

La procédure criminelle est un autre chef-

(*) De ces vérités incontestables aussi connues que la lumière du soleil, il est curieux de rapprocher ce passage de l'adresse aux Allobroges, p. 78 & 79 des Procès-verbeaux.

“ Des loix salutaires brisent pour jamais vos chaînes, „ et vous délivrent de ces impôts désastreux qui ne furent „ jamais *combinés*, et établis que par l'orgueil et l'ignorance, au mépris des droits de l'homme. Impôts „ créés au milieu des excès de la tyrannie et de la féodalité; institutions qui sacrifioient le sang et les sueurs du „ peuple à l'entretien des palais et des châteaux”.

Citoyens ! *Vous en avez menti par la gorge*: pardonnez-nous encore cette formule féodale : vous voyez bien qu'on ne peut absolument s'en passer.

d'œuvre , placé avec une sagesse surprenante à une certaine distance de la procédure Anglaise et de la Françoisé , telle qu'elle existoit autrefois. Les publicistes ont souvent demandé une partie publique en faveur des accusés : on en parloit ailleurs , et les Savoyens la possédoient sous le nom presque auguste *d'avocat des pauvres*. De bonnes loix produisoient l'effet qu'on devoit en attendre. Il n'y a pas d'exemple dans ce pays d'un meurtre juridique.

La Noblesse n'avoit en Savoie que cet éclat tempéré qui brille sans éblouir. On pouvoit la comparer à ces ornemens d'architecture d'un genre sobre et élégant qui parent les murs sans les charger. Jamais elle n'a nui au peuple dont elle partageoit toutes les charges et qui partageoit avec elle tous les honneurs de l'Etat. C'est un fait connu , que les postes les plus brillans dans toutes les carrières étoient accessibles aux citoyens du second ordre. Tous les tems , et le notre sur-tout , en offrent des preuves éclatantes. Une grande partie des militaires est né dans cet ordre ; et maintenant ils combattent pour le Souverain qui leur donna avec le

premier grade militaire les honneurs de la noblesse, et le droit de paroître à la Cour à côté des premiers Seigneurs de l'Etat.

Sans doute la Noblesse avoit des privilèges et une prépondérance, comme elle en a jouï par-tout et dans tous les tems. Un sage de l'antiquité a soutenu comme une maxime politique que, dans tous les gouvernemens, les emplois devoient se confier, en général, à la Noblesse et à l'opulence, et nous ne connoissons pas de gouvernement où cette maxime n'ait été admise par le fait; peut-être on s'est trompé, car nous ne prétendons point dogmatiser. Eh! pourquoi, en effet, ne pourroit-on découvrir, après 60 siècles, des vérités nouvelles dans la politique comme on en découvre dans la physique ou les mathématiques? Mais nous disons seulement que le consentement de l'univers suffit, au moins, pour tirer une opinion ou un usage de la classe des absurdités.

La Maison de Savoie, la première, parmi les Maisons régnantes, s'est occupée de l'affranchissement des hommes et des terres; et l'ouvrage étoit presque achevé; pour exécuter cette grande opération sans injustice,

sans secousses , sans tiraillemens douloureux , le Souverain , appuyé sur le tems , s'est avancé vers son but avec une obstination tranquille comme la Sagesse , comme la nature.

L'affranchissement des terres exigeoit un impôt particulier. Les gens instruits ont toujours sù , et les ignorans même savent à-présent avec quelle probité religieuse cet impôt a été levé , employé et enfin aboli pour chaque Commune , au moment même de son affranchissement.

Des guerres sanglantes de religion ont désolé la plupart des nations de l'Europe : d'autres n'ont échappé à ce malheur que par l'inquisition et les *Auto-da-Fé*. La Maison de Savoie a su reprimer tout-à-la-fois , et les novateurs et les inquisiteurs.

Quand à la probité de l'état et au crédit qui en est la suite , tout ce que nous en savons c'est que , pendant le siège de Turin , les rentiers furent payés avec exactitude ; et qu'aujourd'hui , au milieu d'une guerre ruineuse , les billets d'état sont au pair.

L'espace nous manque pour insister sur

d'autres détails également honorables ; mais pour dire quelque chose de particulier au Roi régnant, quel Prince de sa maison s'est plus occupé de la Savoie, depuis qu'elle n'est plus immédiatement sous l'œil de ses Souverains ? Depuis vingt ans on a exécuté plus d'ouvrages publics en Savoie qu'on n'en avoit fait, peut-être, depuis un siècle. De tout côté on rencontre des chemins, des digues, des ponts qui feroient honneur aux nations du premier ordre. L'agriculture, la population, et l'industrie, dans tous les genres, avoient récompensé ces soins par les accroissemens les plus marqués : il seroit aisé d'en donner des preuves palpables : un jour, peut-être, on les verra.

Enfin, Victor-Amé est encore le Prince qui a employé le plus de Savoisien, et dans les postes les plus distingués. On a vu sous son règne un phénomène qui, peut-être, n'a pas été assez remarqué. On a vu la place de premier Président, celle d'Intendant-général en Savoie, et celle de Procureur-général : le commandement de la maison militaire du Roi, la première Ambassade, et le Ministère des affaires étrangères, se

trouver, à-la-fois, en des mains Savoyennes.

Que si, dans ces derniers tems, quelques ressorts de l'état sembloient avoir perdu un peu de leur élasticité; si quelquefois nous avons pu croire qu'il est possible d'être trop bon; si l'influence des bureaux a contrarié de tems en tems des autorités plus chéries; si les Intendans nécessairement affranchis des formes qui compriment les autres juridictions, ont pu, çà et là, fatiguer quelques individus; enfin, si le Prince s'est montré un peu trop enclin pour le gouvernement militaire dont les actes expéditifs et tranchans lui sembloient nécessaires à la police intérieure, dans un moment de crise et d'effervescence; ce n'est point ici le lieu de discuter ces reproches qui ont si fort réenti depuis quatre ans. Ils pourroient nous fournir des réflexions intéressantes sur les balancemens et les compensations qui résultent, dans le gouvernement monarchique, des différens caractères des Souverains; mais cette dissertation seroit doublement déplacée dans cet ouvrage. On peut convenir, sans danger, des taches qui tiennent à l'imperfec-

tion humaine. Que l'œil louche et myope de la malveillance s'amuse à les contempler de près; elles sont à peine visibles pour le regard général de la sagesse, et moins encore pour l'œil humide de l'amour et de la reconnaissance.

Législateurs, il faudroit peut-être tenir un autre langage pour s'entourer de quelque faveur; il faudroit peut-être parler comme la foule. — Non, non: la mort, mille fois la mort, plutôt que la fausseté et l'infamie. Si nous étions capable de transiger avec l'honneur nous serions hautement désavoués, par ceux même pour qui nous vous parlons; et du fond de ces tombeaux où reposent les cendres de vingt générations fidèles une voix formidable s'élèveroit pour nous accuser.

Vous avez entendu la profession de foi des Militaires: vous savez pour quel gouvernement et pour quel Prince ils combattent, et nous terminerions ici cette adresse, si nous ne trouvions encore sous nos piés quelques sophismes qu'il faut écarter.

Nous entendons répéter avec affectation que les militaires Savoisien^s sont dignes des
peines

peines les plus sévères. *Parce qu'ils s'apprêtent à combattre contre leur Patrie.*

D'abord, cette assertion n'est pas exacte ; à beaucoup près ; car ils pourront tout au plus se battre contre *une Province de leur Patrie*, ce qui est fort différent. Il est probable, au reste, qu'ils ne se battront jamais contre leurs frères de Savoie : mais quand il en seroit tout autrement ce seroit un malheur et non un crime.

Les militaires n'ont pas promis de servir leur Roi contre tel ou tel ennemi, mais contre tous ses ennemis en général. Le serment est irrévocable : personne n'a droit de se mettre entre Dieu et leur conscience, et d'apposer des restrictions à un acte qui n'en portoit aucune. Un serment est un contrat : les conditions une fois arrêtées entre les parties sont irrévocables. Nul tiers ne peut, pour sa propre convenance, les annuler ou les modifier postérieurement au gré de son caprice, il n'y a qu'une puissance supérieure qui puisse anéantir l'acte ; et cette puissance n'existe point dans ce moment ; car la République Française et le Roi de Sardaigne ne reconnoissent aucun supérieur commun.

Une secousse telle que celle que nous éprouvons nécessite absolument une foule d'inconvéniens dont personne ne doit répondre parce qu'ils ne sont qu'une suite inévitable des circonstances où l'on se trouve ; même dans une guerre civile bien caractérisée, la bonne-foi et l'innocence peuvent se trouver de part et d'autre. Lorsqu'enfin l'un des partis a pris une supériorité décidée ; qu'il montre tous les caractères d'une organisation paisible, que les ennemis intérieurs se taisent par crainte, par lassitude ou par conviction, et qu'enfin le consentement des nations étrangères, achève de donner à la puissance qui a vaincu tous les caractères de la légitimité ; alors seulement toute opposition est rébellion. Jusqu'à ce moment, s'il est un principe incontestable en politique c'est que chaque parti a droit de se combattre, de s'exterminer sur le champ de bataille ; mais non de se juger. L'opinion contraire est également injuste et atroce ; elle tend à produire une réciprocité effrayante d'outrages et de proscriptions. Si l'on confisque, si l'on exécute à mort d'un côté, il est certain qu'on en fera autant de l'autre ;

et de rigueur en rigueur, on en viendra enfin à faire une guerre de Sauvages. La France, dans ce moment, est en guerre avec le Roi de Sardaigne, et la Savoie est occupée par les armes de la République. Lorsqu'il sera décidé que ce pays appartient irrévocablement à la France, et qu'un traité entre toutes les Puissances belligérantes aura mis le sceau à cette conquête, nul doute que, dans le moment d'une nouvelle guerre, le Savoisien qui partiroit pour offrir ses services à l'ennemi, ne fut grandement coupable ; mais, dans ce moment, nous ne savons point à qui cette Province appartiendra dans six mois. Vous ne pouvez point vous arroger sur ce pays les droits d'une ancienne souveraineté, et tenter inhumainement de violer les consciences de tant de braves gens qui ne vous ont rien promis, qui ne vous doivent rien, et qui doivent tout à une autre Puissance.

Si nos premiers Législateurs se sont flattés par cette mesure inexcusable de ramener les militaires en Savoie, ils se trompent étrangement : si l'injustice s'obstine, l'honneur s'obstinera ; rien ne les arrachera à leurs

drapeaux. Le cri, ou les armes de l'Europe leur rendront peut-être le patrimoine de leurs pères ; mais, quel que soit leur sort, toutes les souffrances auxquelles une horrible cruauté pourroit les condamner, ne sauroient les vaincre, encore moins les humilier ; de la table même du pauvre dont ils partageroient le pain desséché, ils iroient prendre leur place autour du trône, et toute grandeur s'abaisseroit devant leur fière pauvreté.

Au reste, Législateurs, la justice que vous rendrez à nos frères doit peu vous coûter, parce qu'elle ne sauroit nuire à la République. Ce n'est point une armée qu'on vous dispute : il ne s'agit que de quelques têtes dont le poids dans la balance est absolument nul pour vous. Si vous persistez dans vos desseins sur le Piémont, la Nature vous défend de commencer la guerre avant le mois de Mai, et vous ordonne de la finir avant le mois d'Octobre. Au-delà de ces Alpes redoutables plus de soixante et dix mille hommes de troupes réglées et des milices innombrables vous attendent. Là les victoires seront équivoques, et les défaites sans ressources : là vous devrez combattre pour vivre et

combattre pour vaincre. Un peuple riche et belliqueux qui voit dans vous les ennemis de ses autels a mis tous ses moyens entre les mains de son Roi. Tous les trésors coulent vers la Capitale ; tous les bras sont levés : la mort est par-tout , le secours nulle part ; et cette terre , dans tous les tems si fatale aux François , semble se soulever pour boire un sang odieux.

Au milieu de ces périls effroyables, (dignes de la valeur françoise) que vous importe une poignée d'officiers perdus dans la foule de vos ennemis ? Certes ! vous leur devriez justice quand même vous ne pourriez le faire sans danger ; mais vous n'aurez ni le regret , ni la gloire de nous faire un sacrifice.

Nous ne pouvons finir sans mettre sous vos yeux une dernière considération qui doit être pour vous du plus grand poids.

Sans doute vous n'avez point oublié cette Convention Allobroge qui vous a donné la Savoie , ni cette Commission provisoire qui perpétue parmi nous les pouvoirs de la Convention : sans doute vous croyez leur devoir aide et protection. C'est la récompense naturelle de leur civisme. Voyez donc le

danger qui les menace , et ne leur permettez pas de s'y exposer.

Il y a deux suppositions à faire sur le sort futur de la Savoie , nous consentons à les mettre en équilibre : vous connoissez les raisons qui permettroient d'en juger autrement.

Si les jeux de la guerre et de la politique la rendent à ses anciens maîtres , ce sera , sans doute , quant à la masse du peuple , la réunion d'un père à sa famille. Le caractère connu du Roi de Sardaigne nous l'assureroit seul quand la politique ne l'ordonneroit pas impérieusement. Telle est , d'ailleurs , l'ignorance et l'aveuglement des Princes ; telle est la force des prestiges qui les environnent , que , malgré la majorité , ou , pour mieux dire , l'unanimité des suffrages qui vous ont donné la Savoie , unanimité que personne ne conteste , et dont il n'est pas permis de douter , Victor-Amé s'imagine avoir à peine mille ennemis dans ce pays ; ensorte que l'oubli du passé lui coûtera peu à l'égard de la Nation en général.

Mais quel sera le sort de ces députés dont nous vous parlions tout-à-l'heure ? On séparera , sans doute , les hommes nuls et les

trembleurs qui sont comptés ; mais la fortune de tous les autres répondra de celle des militaires jusqu'à la dernière obole. Législateurs impétueux ! vous payerez cher L'OUVRAGE DES SEPT JOURS : où chercherez-vous des excuses ? où trouverez-vous des défenseurs ? Le Décret du 26 Octobre est une atrocité froide et gratuite. Vous n'oserez pas même dire qu'il fut dicté par la crainte, le ressentiment ou la vengeance : car vous savez bien que nous ne vous avons jamais nui ; ainsi, vous serez privé de la dernière excuse des coupables, le délire des passions. Vous n'avez pas craint de nous appeller ÉMIGRÉS parce que vous connoissiez la défaveur attachée à cette qualité. Mais qu'avions-nous donc de commun avec ces infortunés auxquels vous avez osé nous comparer ? Ces hommes avoient quitté la France, ils étoient en armes contre elle ; ils résistoient aux décrets de l'Assemblée Nationale sanctionnés par le Roi ; et, en partant, comme vous le faites, de la légitimité des pouvoirs exercés par l'Assemblée Nationale, il est clair que les émigrés étoient des rebelles. Il est même bien remarquable que des Puissances

prépondérantes croyoient ou feignoient de croire publiquement à l'acceptation libre de Louis XVI. Et ces hommes si coupables aux yeux des Représentans de la nation , la Convention ne les a immolés qu'après quatre ans de résistance et une année de guerre ouverte. Et nous qui ne sommes jamais sortis des Etats , nous qui n'avons fait que passer d'une Province conquise dans une qui ne l'étoit pas ; nous que la religion du serment et les liens de la reconnoissance appelloient auprès de notre Souverain légitime ; nous qui avons précédé l'armée dans sa retraite , qui n'avons jamais vu les François , et qui ne pouvions violer vos loix , puisque votre souveraineté même nâquit seulement un mois après notre départ ; vous n'avez pas craint de nous traiter comme les émigrés François l'ont été par la Convention , et bien plus sévèrement encore ; puisqu'avec l'impétuosité de la foudre vous punissez l'honneur paisible et timoré , comme les Législateurs François ont puni l'opposition armée après quatre ans d'une résistance prolongée : sans pitié comme sans justice , vous ne nous avez donné que deux mois pour rejoindre nos foyers au milieu de

la saison la plus rigoureuse : des hommes débiles , des femmes enceintes , des enfans à la mamelle dont les dangers ont fait pâlir l'habitant endurci des Cîmes du St. Bernard , sont venus à travers quarante lieues de glace et de précipices , disputer quelques débris du grand naufrage. Isolés maintenant au milieu d'un désert tumultueux , ces infortunés regardent autour d'eux avec effroi , et ne reconnoissent plus rien ; séparés de tant d'objets chéris (hélas ! peut-être ils ne les reverront plus !) ils n'osent ni parler ni se taire ; la douce confiance n'est plus là pour leur répondre ; le soupçon armé veille à la porte de leurs demeures silencieuses ; et ils ne se seront arrachés à ce qu'ils ont de plus cher , ils n'auront obéi à vos décrets , ils ne seront venus sur leurs foyers désolés que pour être les témoins muets et passifs de l'horrible exécution que vous préparez : heureux de notre désespoir vous avez voulu savourer cette exécrationnable félicité. Ce n'étoit point assez pour vous de confisquer les biens des militaires pendant notre absence , il a fallu nous forcer d'en être les témoins , et vous nous avez montré les horreurs de l'indigence pour nous traî-

ner sur la place publique, et nous faire entendre la voix des huissiers. Ainsi l'on vit autrefois un tyran ingénieux immoler une victime à sa rage, et la faire mourir deux fois en plaçant ses enfans sous l'échafaut.

Ah! n'espérez jamais de pitié, si le crime se consomme. Le bruit d'une saturnale inouïe vous étourdit maintenant et vous empêche d'entendre la voix de votre conscience; mais si le mois de Décembre vient à finir, vous serez tout-à-coup pétrifiés, et une stupeur mortelle, ne vous laissera pas même la force de demander grâce. Vous serez entourés du cri de l'indignation, et parce que vous n'aurez écouté ni la justice, ni la miséricorde, on vous rendra justice sans miséricorde.

Quant à l'acheteur téméraire qui auroit osé mettre un prix au patrimoine de l'honneur, malheur! malheur à lui! le plus petit lambeau des dépouilles de l'innocence seroit pour lui la robe du Centaure. On le verroit sécher, brûler, disparaître sous l'œil inexorable de la justice qui prêteroit son bandeau à la clémence.

Législateurs de la France ! faites vos réflexions, la fortune a des caprices, et les armes sont journalières. Vous êtes las ; l'Europe s'ébranle. Si vous aimez ces enfans que vous avez fait naître à la liberté, prenez-en soin, et prévoyez tout.

Passons maintenant à la seconde supposition. Si la Savoie est pour jamais réunie à la France, c'est une nouvelle raison pour vous d'épargner ces guerriers généreux. Vous savez bien que leur serment seul les retient au-delà des Alpes, et que des liens de toute espèce les rappellent en Savoie. Ce n'est point pour défendre leurs titres et leurs prétentions qu'ils ont quitté cette terre affligée. Imaginez, si vous pouvez, une position à la fois plus malheureuse et plus sublime. Si vous laissez subsister le Décret du 26 Octobre, qui deviendra alors une loi de la Convention nationale ? ils perdront tout sans autre consolation que celle d'avoir fait leur devoir. Ils savent que le Prince ne peut les dédommager, et que la dette même que contracteroit sa justice ne seroit propre qu'à exciter de grandes jalousies. Et vous voulez que ces hommes intéressans soient les victi-

mes de la délicatessé de leurs consciences ! Et vous voulez absolument traiter les amis de l'honneur en ennemis de la France ! Au moment de la paix, mille bras tendus vers les Alpes, appelleroient de nouveaux citoyens : non ; alors vous les repousserez en leur montrant la mort : demain la nature vous les rendroit ; mais vous les voulez aujourd'hui : et vous les appelez par une proscription ; vous les suspendez sans pitié entre le parjure et l'indigence : si la vertu les retient , ils sont proscrits , bannis à jamais : ils ne reverront plus la Savoie. Et dans ce même moment vos loix nous enchaînent ici sous les mêmes peines : il nous est défendu de quitter ce sol baigné de nos larmes ; vous séparez sans pitié l'époux et l'épouse , le père et le fils , le frère et la sœur ; et vous mettez entre eux pour toujours les Alpes et le fer des bourreaux.

François ! Peuple n'aguère si grand et si généreux ! Toi , notre ancien frère de mœurs , de langue et de culte ; Qu'es-tu donc devenu ? et quel prestige t'aveugle ? qui t'a donné le droit d'envoyer chez tes voisins tes loix et tes armées pour tourmenter les cons-

ciences , fermer les temples , désoler trois cent familles , et communiquer à des tempéramens foibles une yvresse qu'ils ne peuvent supporter ? Nous t'en conjurons au nom de la justice et de l'humanité ; au nom de nos ancêtres communs qui furent tous sujets de Charlemagne ; au nom de cette langue universelle que nous parlons ainsi que toi , ne permets pas que la Savoie se déshonore par cette confiscation abominable qui appelleroit la vengeance du Ciel et de la Terre. Tu dis , ou l'on te fait dire , qu'il y a des crimes nécessaires : nous ne le croyons pas ; mais , pourquoi donc en laisses-tu commettre d'inutiles ? n'y a-t-il point encore assez de ruines , assez de proscriptions , assez de supplices. Et les cris du désespoir sont-ils devenus pour ton oreille farouche une harmonie flatteuse dont elle ne sait plus se passer ? Les palmes de ta liberté souillées de larmes et de sang s'agitent tristement et demandent d'être purifiées. Le génie de la confusion et du désordre , secoue ses torches sur la France : il plane sur cette terre désolée ; il défend à l'ordre d'y renaître et règne sur les débris. Depuis quatre ans seulement tu te dis libre ,

et déjà la Rénommée a publié cinquante mille meurtres. Jamais les Satellites de Néron ; jamais le vainqueur Algonkin , ne commandèrent rien de si terrible que les spectacles hideux dont tu effrayes l'univers depuis ta funeste émancipation. La mère a vu ses fils massacrés sur son sein ; des François ont porté à l'épouse enceinte la tête de son époux innocent ; le sang humain a souillé la bouche de tes *Forts* , de tes *Bachantes* impures ; dans le délire de leur fureur , ils se sont partagés d'horribles dépouilles. Quels forfaits , grand Dieu ! et cependant le peuple qui les commet peut les surpasser infiniment , car il peut en rire. Si tu veux savoir comment la postérité te jugera , écoutes les étrangers qui sont pour toi une postérité contemporaine ; interroge l'Europe que tu as fait passer si rapidement de l'étonnement à la crainte et de la crainte à l'horreur. Laisse-toi guider par cette opinion universelle qui ne peut t'égarer. Il est tems encore de revenir à toi ; si tu lasses la Providence , pour te punir , elle te fera trouver dans chaque crime des forces pour en commettre de nouveaux ; et bientôt..... déjà même , quel frémissement se fait entendre

sur tous les points de l'empire? Quel cri funèbre s'élève, roule comme la voix du tonnerre, et se prolonge de ville en ville, de province en province? Quelle main cachée dans un nuage menaçant, étend ce crêpe immense entre le ciel et la capitale? Une secousse inconnue a fait trembler l'Europe, et les nations pâlisantes te regardent et frémissent (*).

Peuple malheureux ! que pourrions-nous te dire encore ? Puisse l'Eternel t'envoyer des remords ! Tu te prosternerai ensuite pour demander des vertus.

Le 17 Janvier 1793.

(*) On découvre que l'auteur écrivant avant le meurtre du plus vertueux des descendans de St. Louis, révoquoit encore en doute la possibilité de cette catastrophe, délibérée une semaine entière, avec des transports de fureur, mêlés aux hyperboles d'un enthousiasme hypocrite contre la tyrannie. Les militaires Savoyards, le peuple de Savoie, et tous les peuples, amis ou ennemis de la République éphémère de Paris, peuvent, après cela, évaluer le poids de la fraternité qui leur est offerte par des gens qui ont égorgé leur Roi innocent, sans formes, sans procès régulier, au mépris de toutes leurs loix anciennes ou nouvelles, sans prendre même la peine de fournir la moindre preuve de leurs accusations, et de se ménager la plus légère excuse d'un attentat inexcusable.

F I N.

Décret sur les biens du Clergé rendu par l'Assemblée Nationale des Allobroges sur le rapport de son Comité de Législation. (Pag. 44. des Procès-verbaux.)

L'ASSEMBLÉE nationale considérant que le Clergé séculier et régulier n'a d'autre but dans son *intention* que ceux énoncés par le Fondateur de la Religion qu'il enseigne ; savoir de détruire , combattre (1) l'esprit d'égoïsme et d'ambition , en représentant aux fidèles le néant et l'inconstance des biens de ce monde , de ramener tous les hommes au niveau de l'égalité , en prévenant par l'*apologie* et l'exemple du désintéressement et de la charité (2) l'explosion de ces passions véhémentes qui *sortent les hommes de leurs pla-*

(1) Observez la beauté de cette gradation. Le Clergé séculier et régulier est tenu , non-seulement de *détruire* , ce qui seroit déjà beaucoup ; mais encore de *combattre* l'égoïsme et l'ambition , ce qui nous paroît passer tout-à-fait les forces de l'humanité.

(2) Passe encore pour l'*exemple* : mais qui jamais s'est avisé de croire que le désintéressement & la charité aient besoin d'*apologie*.

ces ordinaires, (3) les changent en usurpateurs insatiables, toujours dangereux pour la liberté.

Considérant que tous *leurs* biens (des usurpateurs, sans doute,) leur sont parvenus successivement, *ou* par concession des Rois *et autres préposés à la chose publique* (4) *ou* qu'ils ont été abandonné (5) à l'église et à ses desservans, tant pour leur entretien que pour la splendeur et les frais du culte. *Qui* (6) seront désormais à la charge de la Nation.

(3) Illustres Solons de l'Allobrogie, que nous serions heureux, vous et nous, si jamais une passion véhémence ne vous eut SORTIS DE VOS PLACES ORDINAIRES!

(4) Ah! les petits méchans! Qu'il y a de finesse dans ce soufflet appliqué en passant à tous les potentats du monde! Un peu plus aguerris, les Législateurs auroient dit: "*et autres, commis de la Nation*": mais, laissez-les faire; ils se formeront. C'est l'animal de la Fontaine.

*D'abord, il s'y prit mal; puis un peu mieux, puis bien;
Puis enfin, il n'y manqua rien.*

(5) Belle division des biens du Clergé! les uns *lui* sont parvenus, et les autres *lui* ont été abandonnés. — "*Nec facundia deserit ROS, nec lucidus ordo*".

(6) Nous avons quelque scrupule sur ce *Qui*; et nous doutons que la Nation (n'en déplaise à la syntaxe) se charge

Considérant que, dans tous les cas, ils ont été donnés à l'Eglise ou à son Clergé (7) *définitivement*, et jamais aux individus *nominalement* et à titre de propriété personnelle (8).

Considérant que la répartition de ces biens est faite d'une manière très-inégale et abusive; que leur administration et perception de cense annuelle entretiennent parmi les citoyens des querelles couteuses et des divisions, et que tel est l'état actuel des choses parmi le Clergé dans la gestion de son temporel (9), que l'individu qui jouit du revenu le plus considérable est précisément celui qui *paraît* (10) avoir les fonctions les moins

non-seulement des *Fraix*, mais encore de la *Splendeur* du Culte.

(7) Autre division des biens du Clergé: les uns sont destinés à nourrir l'Eglise, et les autres à nourrir les Prêtres; et prenez garde qu'il ne s'agit ici que des Prêtres de l'Eglise, et non d'autres; car la loi dit expressément. " L'Eglise ou son Clergé".

(8) C'est une découverte *définitive* de ces Messieurs.

(9) Ainsi, c'est la *gestion* du temporel qui est cause de la division abusive, de ce même temporel! — Toujours des découvertes!

(10) Il *paraît*. L'Assemblée n'en est pas sûre: ainsi, tout

nécessaires et les plus faciles à remplir, décreta, etc.

ce qu'elle a fait c'est uniquement pour n'avoir rien à se reprocher.

Observons, pour nous résumer, que le préambule; ou, si l'on veut, les *Considérant* d'une loi n'étant que les prémisses d'un syllogisme dont la loi est la conclusion, il faut pour sentir toute la beauté de celui que nous venons de commenter, le tirer du torrent d'éloquence où il flotte, un peu délayé. Le voici donc dans sa nudité dialectique.

1°. Les passions véhémentes sortent l'homme de lui-même et le changent en usurpateur insatiable.

2°. Le Clergé n'a d'autre but que *ceux* de détruire et ensuite de combattre l'explosion des passions véhémentes: et d'ailleurs tous les biens qu'il possède ont été donnés, non point *nominativement* à tel ou tel individu du Clergé; mais, *définitivement* au Clergé, comme Clergé, et tant qu'il y auroit un Clergé.

3°. Donc; il faut prendre les biens du Clergé.

D I C I T E I O P Œ A N !

(P Œ A N .)



Reprint mars 2007

Editions à la Carte

www.edcarte.ch

Imprimerie Calligraphy.ch

N° 1009

